

Second Session, Thirty-fifth Parliament,
45-46 Elizabeth II, 1996-97

Deuxième session, trente-cinquième législature,
45-46 Elizabeth II, 1996-97

STATUTES OF CANADA 1997

LOIS DU CANADA (1997)

CHAPTER 14

CHAPITRE 14

An Act to implement the Canada-Chile Free Trade Agreement and related agreements

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada — Chili et d'autres accords connexes

BILL C-81

ASSENTED TO 25th APRIL, 1997

PROJET DE LOI C-81

SANCTIONNÉ LE 25 AVRIL 1997

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to implement the Canada-Chile Free Trade Agreement and related agreements".

SUMMARY

This enactment implements the Free Trade Agreement between Canada and Chile (the Agreement), signed by the Minister for International Trade at Santiago on December 5, 1996.

The general provisions of the enactment specify that no private recourse may be taken on the basis of the provisions of Part I of the enactment or any order made under that Part, or the provisions of the Agreement itself, without the consent of the Attorney General of Canada.

Part I of the enactment approves the Agreement and provides for the designation or appointment of Ministers or other persons to carry out various functions of the Agreement, the payment by Canada of its share of the expenditures associated with the operation of the institutional aspects of the Agreement and the power of the Governor in Council to make regulations for carrying out the provisions of the enactment.

Part II of the enactment amends existing laws in order to bring them into conformity with Canada's obligations under the Agreement.

Part III of the enactment states that the Governor in Council may not issue an order bringing into force any of the provisions of the enactment until the Governor in Council is satisfied that Chile has taken satisfactory steps to implement the Agreement.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada — Chili et d'autres accords connexes ».

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre l'accord de libre-échange (l'Accord) conclu entre le gouvernement du Canada et celui de la République du Chili et signé par le ministre du Commerce international à Santiago le 5 décembre 1996.

Les dispositions générales du texte édictent qu'aucun recours privé ne peut, sans le consentement du procureur général du Canada, être exercé sur la base des dispositions de la partie I ou de ses textes d'application, non plus que sur le fondement des dispositions de l'Accord lui-même.

La partie I du texte approuve l'Accord et prévoit la désignation ou la nomination de ministres ou d'autres personnes pour exercer diverses fonctions dans le cadre de l'Accord, de même que le paiement par le Canada de sa part des frais liés à la mise en place du soutien administratif nécessaire; elle confère au gouverneur en conseil le pouvoir de prendre des règlements en vue de l'exécution des dispositions du texte.

La partie II modifie certaines lois afin de donner suite aux obligations prévues par l'Accord.

La partie III prévoit que le gouverneur en conseil ne peut prendre un décret pour l'entrée en vigueur de quelque disposition du texte à moins d'être convaincu que le Chili a pris les mesures voulues pour mettre l'Accord en oeuvre.

45-46 ELIZABETH II

CHAPTER 14

An Act to implement the Canada-Chile Free Trade Agreement and related agreements

[Assented to 25th April, 1997]

Preamble

WHEREAS the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile have entered into a Free Trade Agreement having resolved to

strengthen the special bonds of friendship and cooperation between their nations,

contribute to the harmonious development and expansion of world and regional trade and provide a catalyst to broader international cooperation,

create an expanded and secure market for the goods and services produced in their territories,

reduce distortions to trade,

establish clear and mutually advantageous rules governing their trade,

ensure a predictable commercial framework for business planning and investment,

build on their rights and obligations under the Marrakesh Agreement Establishing the World Trade Organization and other multilateral and bilateral instruments of cooperation,

enhance the competitiveness of their firms in global markets,

create new employment opportunities and improve working conditions and living standards in their respective territories,

undertake each of the preceding in a manner consistent with environmental protection and conservation,

preserve their flexibility to safeguard the public welfare,

promote sustainable development,

strengthen the development and enforcement of environmental laws and regulations,

45-46 ELIZABETH II

CHAPITRE 14

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada — Chili et d'autres accords connexes

[Sanctionnée le 25 avril 1997]

Préambule

Attendu :

que le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Chili ont conclu un accord de libre-échange, ayant résolu ce qui suit :

renforcer les liens privilégiés d'amitié et de coopération entre leurs nations,

contribuer au développement et à l'essor harmonieux du commerce mondial et régional, ainsi qu'à l'expansion de la coopération internationale,

créer un marché plus vaste et plus sûr pour les produits et les services produits sur leurs territoires,

réduire les distorsions du commerce,

établir une réglementation claire et mutuellement avantageuse de leurs échanges commerciaux,

assurer un environnement commercial prévisible et propice à la planification d'entreprise et à l'investissement,

faire fond sur leurs droits et obligations aux termes de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du Commerce et d'autres instruments multilatéraux et bilatéraux de coopération,

accroître la compétitivité de leurs entreprises sur les marchés internationaux,

créer de nouvelles possibilités d'emploi et améliorer les conditions de travail et le niveau de vie sur leurs territoires respectifs,

s'acquitter de tout ce qui précède d'une manière compatible avec la protection et la conservation de l'environnement,

protect, enhance and enforce basic workers' rights,

facilitate the accession of Chile to the *North American Free Trade Agreement*, and

contribute to hemispheric integration;

WHEREAS the Government of Canada has entered into the Agreement having further resolved to

strengthen Canada's national identity while at the same time protecting vital national characteristics and qualities, and

strengthen the Canadian economy and Canada's competitiveness as a trading nation;

WHEREAS the Agreement applies generally throughout Canada;

AND WHEREAS it is necessary, in order to give effect to the Agreement, to make related or consequential amendments to certain Acts;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

préservier leur liberté d'action relativement à la sauvegarde du bien public,

promouvoir le développement durable,

renforcer l'élaboration et l'application des lois et règlements en matière d'environnement,

protéger, valoriser et faire respecter les droits fondamentaux des travailleurs,

faciliter l'accèsion du Chili à l'*Accord de libre-échange nord-américain*,

contribuer à l'intégration de l'hémisphère;

que le gouvernement du Canada a conclu l'Accord, ayant en outre résolu ce qui suit :

consolider l'identité nationale du Canada tout en protégeant les caractéristiques essentielles de ses éléments constitutifs,

renforcer l'économie canadienne et la compétitivité du Canada en tant que nation commerçante;

que l'Accord s'applique à l'ensemble du Canada;

qu'il est nécessaire, pour donner effet à l'Accord, d'apporter des modifications connexes à certaines lois,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada-Chile Free Trade Agreement Implementation Act*.

1. *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada — Chili.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. (1) The definitions in this subsection apply in this Act.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Agreement”
« *Accord* »

“Agreement” means the Free Trade Agreement entered into between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile and signed on December 5, 1996, and includes any rectifications to it made before its ratification by Canada.

« *Accord* » L'accord de libre-échange conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Chili et signé le 5 décembre 1996, avec les rectifications qui y sont apportées avant sa ratification par le Canada.

« *Accord* »
“*Agreement*”

“Commission”
« *Commission* »

“Commission” means the Free Trade Commission established under paragraph 1 of Article N-01 of the Agreement.

« *Commission* » La Commission du libre-échange constituée aux termes du paragraphe 1 de l'article N-01 de l'Accord.

« *Commission* »
“*Commission*”

<p>“federal law” « <i>texte législatif fédéral</i> »</p>	<p>“federal law” means the whole or any portion of an Act of Parliament or a regulation, order or other instrument issued, made or established in the exercise of a power conferred by or under an Act of Parliament.</p>	<p>« ministre » Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé, aux termes de l’article 10, de l’application de telle disposition de la présente loi.</p>	<p>« ministre » “<i>Minister</i>”</p>
<p>“Minister” « <i>ministre</i> »</p>	<p>“Minister”, in respect of any provision of this Act, means the member of the Queen’s Privy Council for Canada designated under section 10 as the Minister for the purposes of that provision.</p>	<p>« territoire »</p> <p>a) S’agissant du Canada, le territoire auquel s’applique la législation douanière de celui-ci, y compris le fond et le sous-sol — ainsi que leurs ressources naturelles — des espaces maritimes s’étendant au-delà de sa mer territoriale et sur lesquels il exerce des droits en conformité avec le droit international et le droit interne;</p> <p>b) s’agissant du Chili, les étendues terrestres et maritimes et l’espace aérien surjacent relevant de sa souveraineté, ainsi que la zone économique exclusive et le plateau continental à l’égard desquels il exerce des droits souverains et a compétence conformément au droit international et à sa législation intérieure.</p>	<p>« territoire » “<i>territory</i>”</p>
<p>“territory” « <i>territoire</i> »</p>	<p>“territory” means</p> <p>(a) with respect to Canada, the territory to which its customs laws apply, including any areas beyond the territorial seas of Canada within which, in accordance with international law and its domestic law, Canada may exercise rights with respect to its sea bed and subsoil and their natural resources; and</p> <p>(b) with respect to Chile, the land, maritime, and air space under its sovereignty, and the exclusive economic zone and the continental shelf over which it exercises sovereign rights and jurisdiction in accordance with international law and its domestic law.</p>	<p>« texte législatif fédéral » Tout ou partie d’une loi fédérale ou d’un règlement, décret ou autre texte pris dans l’exercice d’un pouvoir conféré sous le régime d’une loi fédérale.</p>	<p>« texte législatif fédéral » “<i>federal law</i>”</p>
<p>Publication of Agreement</p>	<p>(2) The Agreement, including the Schedule of Canada and the Schedule of Chile referred to in Annex C-02.2 of the Agreement, shall be published in the <i>Canada Treaty Series</i>.</p>	<p>(2) L’Accord, y compris les listes du Canada et du Chili mentionnées à l’annexe C-02.2 de celui-ci, est publié dans le <i>Recueil des traités du Canada</i>.</p>	<p>Publication de l’Accord et des listes tarifaires</p>
<p>Interpretation consistent with Agreement</p>	<p>3. For greater certainty, this Act, any provision of an Act enacted or amended by Part II and any other federal law that implements a provision of the Agreement or fulfils an obligation of the Government of Canada under the Agreement shall be interpreted in a manner consistent with the Agreement.</p>	<p>3. Il est entendu que la présente loi, les dispositions d’une loi fédérale édictées par la partie II et tout autre texte législatif fédéral qui met en oeuvre une disposition de l’Accord ou vise à permettre au gouvernement du Canada d’exécuter une obligation contractée par lui aux termes de l’Accord s’interprètent d’une manière compatible avec celui-ci.</p>	<p>Compatibilité</p>
<p>Purpose</p>	<p style="text-align: center;">PURPOSE</p> <p>4. The purpose of this Act is to implement the Agreement, the objectives of which, as elaborated more specifically through its provisions, are to</p> <p>(a) eliminate barriers to trade in, and facilitate the cross-border movement of, goods and services between the territories of Canada and Chile;</p>	<p style="text-align: center;">OBJET</p> <p>4. La présente loi a pour objet la mise en oeuvre de l’Accord, dont les objectifs, définis de façon plus précise dans ses dispositions, consistent à :</p> <p>a) éliminer les obstacles au commerce des produits et des services entre les territoires du Canada et du Chili et faciliter le mouvement transfrontière de ces produits et services;</p>	<p>Objet</p>

(b) promote conditions of fair competition in the free-trade area established by the Agreement;

(c) substantially increase investment opportunities in the territories of Canada and Chile;

(d) create effective procedures for the implementation and application of the Agreement, for its joint administration and for the resolution of disputes; and

(e) establish a framework for further bilateral, regional and multilateral cooperation to expand and enhance the benefits of the Agreement.

b) favoriser la concurrence loyale dans la zone de libre-échange établie par l'Accord;

c) augmenter substantiellement les possibilités d'investissement sur les territoires du Canada et du Chili;

d) établir des procédures efficaces pour la mise en oeuvre et l'application de l'Accord, pour son administration conjointe et pour le règlement des différends;

e) créer le cadre d'une coopération bilatérale, régionale et multilatérale plus poussée afin d'accroître et d'élargir les avantages découlant de l'Accord.

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

5. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

SA MAJESTÉ

5. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.

Obligation de Sa Majesté

GENERAL

Causes of action under Part I

6. (1) No person has any cause of action and no proceedings of any kind shall be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of Part I or an order or regulation made under Part I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6. (1) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations uniquement fondés sur la partie I ou ses règlements ou décrets d'application, ne peut être exercé qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur la partie I

Causes of action under the Agreement

(2) Subject to Section II of Chapter G of the Agreement, no person has any cause of action and no proceedings of any kind shall be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of the Agreement.

(2) Sauf cas prévus à la section II du chapitre G de l'Accord, le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations uniquement fondés sur l'Accord, ne peut être exercé qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur l'Accord

Non-application of Agreement to water

7. (1) For greater certainty, nothing in this Act or the Agreement, except Article C-02 of the Agreement, applies to water.

7. (1) Il demeure entendu que ni la présente loi ni l'Accord, à l'exception de l'article C-02 de celui-ci, ne s'appliquent aux eaux.

Non-application de l'Accord aux eaux

Definition of "water"

(2) In this section, "water" means natural surface and ground water in liquid, gaseous or solid state, but does not include water packaged as a beverage or in tanks.

(2) Au présent article, « eaux » s'entend des eaux de surface ou souterraines naturelles, à l'état liquide, gazeux ou solide, à l'exclusion de l'eau mise en emballage comme boisson ou en citerne.

Définition de « eaux »

Construction

8. For greater certainty, nothing in this Act, by specific mention or omission, shall be construed to affect in any manner the right of Parliament to enact legislation to implement any provision of the Agreement or fulfil any of the obligations of the Government of Canada under the Agreement.

8. Il est entendu qu'aucune des dispositions de la présente loi ne doit s'interpréter, ni par ses mentions expresses ni par ses omissions, comme ayant pour effet de porter atteinte au pouvoir du Parlement d'adopter la législation nécessaire à la mise en oeuvre d'une disposi-

Interprétation

tion de l'Accord ou à l'exécution des obligations contractées par le gouvernement du Canada aux termes de l'Accord.

PART I

IMPLEMENTATION OF AGREEMENT
GENERALLY*Approval of Agreement*

Agreement
approved

9. The Agreement is hereby approved.

Designation of Minister

Order
designating
Minister

10. The Governor in Council may, by order, designate any member of the Queen's Privy Council for Canada to be the Minister for the purposes of any provision of this Act.

Administrative and Institutional Provisions

Commission

11. The Minister for International Trade is the principal representative of Canada on the Commission.

Payment of
expenditures

12. The Government of Canada shall pay its appropriate share of the aggregate of any expenditures incurred by or on behalf of the Commission.

Administra-
tive support

13. The Minister for International Trade shall designate an agency, division or branch of the Government of Canada to facilitate the operation of, and provide administrative assistance to panels established under, Chapter N of the Agreement.

*Panels, Committees and Scientific Review
Boards*

Appointments
to roster

14. The Governor in Council may, in accordance with a consensus reached under Article G-25 or N-09 of the Agreement, appoint any person to be a member of the roster established under that Article.

Appointments
to certain
committees

15. The Minister may appoint any person to be a representative of Canada on any committee referred to in Section A of Annex N-01.2 of the Agreement.

PARTIE I

MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD

Approbation de l'Accord

9. L'Accord est approuvé.

Approbation

Désignation du ministre

10. Le gouverneur en conseil peut, par décret, désigner tout membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada à titre de ministre chargé de l'application de telle disposition de la présente loi.

Désignation
du ministre

*Dispositions institutionnelles et
administratives*

11. Le Canada est représenté à la Commission par le ministre du Commerce international.

Nomination
d'un
représentant à
la
Commission

12. Le gouvernement du Canada paie sa quote-part du total des frais supportés par la Commission ou en son nom.

Paiement des
frais

13. Le ministre du Commerce international désigne un organisme ou un service de l'administration fédérale pour faciliter la mise en oeuvre du chapitre N de l'Accord et assurer le soutien administratif des groupes spéciaux constitués en vertu de ce chapitre.

Soutien
administratif

*Groupes spéciaux, comités et conseils
d'examen scientifique*

14. Le gouverneur en conseil peut, une fois atteint le consensus visé aux articles G-25 ou N-09 de l'Accord, nommer les personnes à inscrire sur la liste qui y est prévue.

Liste

15. Le ministre peut nommer les représentants du Canada aux comités visés à la section A de l'annexe N-01.2 de l'Accord.

Nomination
aux comités

Costs of panels, committees and boards

16. The Government of Canada shall, in accordance with Annex N-02.2 of the Agreement, pay the costs of or its appropriate share of the costs of

- (a) the remuneration and expenses payable to panellists, members of committees, including persons appointed under section 15, and members of scientific review boards;
- (b) the remuneration and expenses payable to assistants; and
- (c) the general expenses incurred by panels, committees and scientific review boards.

16. Le gouvernement du Canada paie, conformément à l'annexe N-02.2 de l'Accord, les frais ou sa quote-part des frais suivants :

- a) la rémunération et les indemnités des membres des groupes spéciaux et des comités, ainsi que des personnes nommées aux termes de l'article 15, et des membres des conseils d'examen scientifique;
- b) la rémunération et les indemnités des assistants;
- c) les frais généraux supportés par les groupes spéciaux, les comités et les conseils d'examen scientifique.

Frais des groupes spéciaux, comités et conseils

Orders and Regulations

Regulations re Article C-10

17. (1) The Governor in Council may, if the Governor in Council is of the opinion that, for the purpose of giving effect in a province to Article C-10 of the Agreement, regulations are necessary in relation to any matter dealt with by that Article, make regulations for that purpose including, without limiting the generality of the foregoing, regulations requiring or prohibiting the doing of anything in relation to which a regulation may be made under this subsection and prescribing penalties for the contravention of any such regulation.

(2) A regulation made under subsection (1) shall not come into force in respect of a province if the Governor in Council is of the opinion that the province has, by or under provincial law, enacted provisions or is carrying on practices that are in conformity with the portion of Article C-10 of the Agreement in respect of which the regulation was made.

(3) The Minister shall consult with the government of a province before the making of a regulation under subsection (1) in respect of that province.

(4) A regulation made under subsection (1) or any of its provisions ceases to be in force in respect of a province on a day or days to be fixed, in respect of that province, by order of the Governor in Council.

Applicability of regulations in respect of a province

Consultation with provincial governments

Expiration

Décrets et règlements

17. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur telle question prévue à l'article C-10 de l'Accord, prendre tout règlement qu'il estime nécessaire à la mise en oeuvre de cet article dans une province, notamment en ce qui concerne l'obligation ou l'interdiction d'accomplir un acte susceptible d'être réglementé aux termes du présent paragraphe et la fixation de peines en cas de contravention.

(2) Il ne peut être procédé à la mise en vigueur du règlement visé au paragraphe (1) si, selon le gouverneur en conseil, la province concernée a, dans le cadre de son droit, adopté des dispositions, ou applique des mesures, conformes à la partie de l'article C-10 de l'Accord visée par le règlement.

(3) Le ministre consulte le gouvernement de la province avant la prise, à l'égard de celle-ci, d'un règlement visé au paragraphe (1).

(4) Le règlement visé au paragraphe (1) ou telle de ses dispositions cesse d'avoir effet à l'égard de la province à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Règlements : article C-10

Application aux provinces

Consultation

Cessation d'effet

Binding on province

(5) A regulation made under subsection (1) in respect of a province is binding on Her Majesty in right of that province.

(5) Les règlements d'application du paragraphe (1) lient Sa Majesté du chef de la province concernée.

Obligation des provinces

Orders re Article N-18

18. (1) The Governor in Council may, for the purpose of suspending in accordance with the Agreement the application to Chile of benefits of equivalent effect under Article N-18 of the Agreement, by order, do any one or more of the following:

18. (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, en vue de suspendre, aux termes de l'article N-18 de l'Accord et conformément à l'Accord, l'application au Chili d'avantages dont l'effet est équivalent :

Décrets : article N-18

(a) suspend rights or privileges granted by Canada to Chile or to goods, service providers, suppliers, investors or investments of Chile under the Agreement or any federal law, except under Articles M-05 and M-06 and paragraphs 1 to 6 of Article M-07 of the Agreement or under a provision of the *Special Import Measures Act* enacted by Part II;

a) suspendre les droits ou privilèges — à l'exception de ceux visés aux articles M-05 et M-06 et aux paragraphes 1 à 6 de l'article M-07 de l'Accord ou découlant des dispositions de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* édictées par la partie II — que le Canada a accordés au Chili ou à des produits, prestataires de services, fournisseurs, investisseurs ou investissements de ce pays en vertu de l'Accord ou d'un texte législatif fédéral;

(b) modify or suspend the application of any federal law, except a provision of the *Special Import Measures Act* enacted by Part II, with respect to Chile or to goods, service providers, suppliers, investors or investments of Chile;

b) modifier ou suspendre l'application d'un texte législatif fédéral, à l'exception des dispositions de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* édictées par la partie II, au Chili ou à des produits, prestataires de services, fournisseurs, investisseurs ou investissements de ce pays;

(c) extend the application of any federal law to Chile or to goods, service providers, suppliers, investors or investments of Chile; and

c) étendre l'application d'un texte législatif fédéral au Chili ou à des produits, prestataires de services, fournisseurs, investisseurs ou investissements de ce pays;

(d) take any other measure that the Governor in Council considers necessary for that purpose.

d) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

Period of order

(2) Unless revoked, an order made under subsection (1) has effect for the period specified in the order.

(2) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) s'applique, sauf révocation, pendant la période qui y est spécifiée.

Durée d'application

PART II

RELATED AND CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Canadian International Trade Tribunal Act

19. (1) The definition “textile and apparel goods” in subsection 2(1) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* is replaced by the following:

“textile and apparel goods” means the textile and apparel goods set out in Appendix 1.1

PARTIE II

MODIFICATIONS CONNEXES

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur

19. (1) La définition de « produits textiles et vêtements », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, est remplacée par ce qui suit :

« produits textiles et vêtements » Les produits textiles et les vêtements qui figurent, selon

R.S., c. 47 (4th Supp.)

1993, c. 44, s. 32(2)

“textile and apparel goods”
« produits textiles et vêtements »L.R., ch 47 (4^e suppl.)

1993, ch. 44, par. 32(2)

« produits textiles et vêtements »
“textile and apparel goods”

of Annex 300-B of the Agreement or in Appendix 1.1 of Annex C-00-B of the CCFTA, as the case may be;

1993, c. 44,
s. 32(3)

(2) Subsection 2(3) of the Act is replaced by the following:

Same meaning

(3) In this Act,

(a) “CCFTA” has the same meaning as “Agreement” in subsection 2(1) of the *Canada-Chile Free Trade Agreement Implementation Act*; and

(b) “Chile Tariff” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*.

Goods imported from a NAFTA country or Chile

(4) For the purposes of this Act, goods are imported from a NAFTA country or from Chile if they are shipped directly to Canada from the NAFTA country or from Chile, as the case may be, within the meaning of sections 17 and 18 of the *Customs Tariff*.

20. The Act is amended by adding the following after section 19.011:

Definition of “principal cause”

19.012 (1) In this section, “principal cause” means, in respect of a serious injury or threat thereof, an important cause that is no less important than any other cause of the serious injury or threat.

Emergency measures — Chile

(2) The Tribunal shall inquire into and report to the Governor in Council on the question whether goods that are entitled to the benefit of the Chile Tariff, other than textile and apparel goods, are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a principal cause of serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods, if the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, refers the question to it for inquiry and report.

Terms of reference

(3) The Tribunal shall conduct an inquiry under subsection (2) and prepare its report in accordance with the terms of reference established by the Governor in Council or the Minister, as the case may be.

le cas, à l’appendice 1.1 de l’annexe 300-B de l’Accord ou à l’appendice 1.1 de l’annexe C-00-B de l’ALÉCC.

(2) Le paragraphe 2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 44,
par. 32(3)

(3) Dans la présente loi :

Terminologie

a) « ALÉCC » s’entend de l’Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord de libre-échange Canada — Chili*;

b) « tarif du Chili » s’entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

(4) Pour l’application de la présente loi, sont des marchandises importées d’un pays ALÉNA ou du Chili les marchandises transportées directement au Canada de ce pays ALÉNA ou du Chili, selon le cas, conformément aux articles 17 et 18 du *Tarif des douanes*.

Marchandises importées d’un pays ALÉNA ou du Chili

20. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 19.011, de ce qui suit :

19.012 (1) Au présent article, « cause principale » s’entend de toute cause sérieuse dont l’importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d’un tel dommage.

Définition de « cause principale »

(2) Le Tribunal, saisi par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre, enquête et fait rapport au gouverneur en conseil sur la question de savoir si des marchandises — à l’exclusion des produits textiles et vêtements — sont, en conséquence du fait qu’elles bénéficient du tarif du Chili, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d’un tel dommage.

Mesures d’urgence : Chili

(3) Le Tribunal mène l’enquête visée au paragraphe (2) et établit le rapport correspondant dans le strict cadre du mandat dont il est en l’occurrence investi par le gouverneur en conseil ou le ministre, selon le cas.

Mandat

Tabling of report

(4) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Governor in Council or the Minister to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the report is so submitted.

(4) Le ministre dépose le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission à son destinataire.

Dépôt au Parlement

Notice of report

(5) The Tribunal shall cause notice of the submission of a report to be published in the *Canada Gazette*.

(5) Le Tribunal fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis de transmission du rapport.

Avis

1996, c. 33, s. 18

21. The portion of subsection 19.02(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

21. Le paragraphe 19.02(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 33, art. 18

Mid-term review

19.02 (1) If an order made under subsection 59.1(1), (8) or (11) of the *Customs Tariff* or subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act* specifies that it remains in effect for a period of more than three years, the Tribunal shall, before the mid-point of the period,

19.02 (1) Lorsque le décret pris en vertu des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) du *Tarif des douanes* ou des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* à l'égard de marchandises prévoit une période d'application de plus de trois ans, le Tribunal, avant l'expiration de la moitié de la période, d'une part, examine les développements survenus, depuis la prise du décret, relativement aux marchandises visées par celui-ci et aux marchandises similaires ou directement concurrentes produites par des producteurs nationaux et, d'autre part, établit un rapport sur ces développements et donne son avis sur le maintien, la révocation ou la modification du décret; il transmet le rapport au gouverneur en conseil et au ministre.

Examen

22. The Act is amended by adding the following after section 20.02:

22. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 20.02, de ce qui suit :

Definition of "contribute importantly"

20.03 (1) In this section, "contribute importantly" has the meaning given those words by Article F-05 of the CCFTA.

20.03 (1) Au présent article, « contribuer de manière importante » s'entend au sens de l'article F-05 de l'ALÉCC.

Définition de « contribuer de manière importante »

Determination in respect of Chilean goods

(2) Where, in an inquiry conducted pursuant to a reference under section 20 into goods imported from Chile that are specified by the Governor in Council or in an inquiry conducted pursuant to a complaint under subsection 23(1) into goods so imported that are specified by the Tribunal, the Tribunal finds that the specified imported goods and goods of the same kind imported from other countries are being imported in such increased quantities and under such conditions as to be a principal cause of serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods, the Tribunal shall determine

(2) Lorsque, dans le cadre d'une enquête menée en vertu de l'article 20 relativement à des marchandises importées du Chili et précisées par le gouverneur en conseil, ou d'une enquête découlant d'une plainte visée au paragraphe 23(1) relativement à de telles marchandises précisées par lui, le Tribunal conclut que les marchandises en question et les marchandises du même genre importées d'autres pays le sont en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directe-

Inclusion des marchandises originaires du Chili

(a) whether the quantity of the specified imported goods accounts for a substantial share of total imports of goods of the same kind; and

(b) whether the specified imported goods contribute importantly to the serious injury or threat thereof.

Determinations

(3) In the case of an inquiry to which subsection (2) applies, the Tribunal shall include in its report any determinations made under that subsection.

Determination where an extension request

(4) In an inquiry under section 30.07 into goods imported from Chile conducted pursuant to an extension request, the Tribunal shall determine

(a) whether the quantity of the goods accounts for a substantial share of total imports of goods of the same kind; and

(b) whether the goods contribute importantly to serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods.

Considerations

(5) In making a determination under this section, the Tribunal shall take fully into account paragraph 2 of Article F-02 of the CCFTA.

1996, c. 33, s. 20

23. Section 21.1 of the Act is replaced by the following:

Definition of "complaint"

21.1 In sections 23 to 30, "complaint" means a written complaint filed with the Tribunal under subsection 23(1), (1.01), (1.02), (1.03), (1.04), (1.05) or (1.06), and, for the purposes of those sections, a complaint is properly documented if the Tribunal is satisfied that it contains or is accompanied by the information required by section 23.

24. Section 23 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.04):

ment concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il doit décider :

a) d'une part, si la quantité des marchandises importées et précisées constitue une part substantielle du total des importations de marchandises du même genre;

b) d'autre part, si les marchandises importées et précisées contribuent de manière importante au dommage grave ou à la menace d'un tel dommage.

(3) Dans le cadre d'une enquête visée par le paragraphe (2), le Tribunal inclut dans son rapport les décisions auxquelles il parvient en vertu de ce paragraphe.

(4) Quand une enquête est menée en vertu de l'article 30.07 relativement à des marchandises importées du Chili, le Tribunal doit décider :

a) d'une part, si leur quantité représente une part substantielle du total des importations de marchandises du même genre;

b) d'autre part, si elles contribuent de manière importante au dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou à la menace d'un tel dommage.

(5) Le Tribunal tient compte du paragraphe 2 de l'article F-02 de l'ALÉCC pour prendre les décisions visées au présent article.

23. L'article 21.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

21.1 Aux articles 23 à 30, « plainte » s'entend d'une plainte écrite déposée auprès du Tribunal en vertu des paragraphes 23(1), (1.01), (1.02), (1.03), (1.04), (1.05) ou (1.06). Le dossier est complet si le Tribunal est convaincu qu'il comprend les renseignements prévus à l'article 23.

24. L'article 23 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.04), de ce qui suit :

Mention des décisions

Enquête menée en vertu de l'article 30.07

Décisions

1996, ch. 33, art. 20

Définition de « plainte »

Filing of
complaint —
Chile Tariff

(1.05) Any domestic producer of goods that are like or directly competitive with any goods, other than textile and apparel goods, being imported into Canada and that are entitled to the Chile Tariff, or any person or association acting on behalf of such a domestic producer, may file a written complaint with the Tribunal alleging that, as a result of that entitlement, the imported goods are being imported in such increased quantities and under such conditions as to alone constitute a cause of serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods.

(1.05) Lorsqu'il estime que certaines marchandises, à l'exclusion des produits textiles et vêtements, sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif du Chili, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause de dommage grave — ou de la menace d'un tel dommage — qui lui est ainsi porté, le producteur national de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

Dépôt : tarif
du Chili

Filing of
complaint —
Chile Tariff

(1.06) Any domestic producer of any textile and apparel goods that are like or directly competitive with any textile and apparel goods being imported into Canada and that are entitled, either under section 25.7 of the *Customs Tariff* or, in respect of goods that fall under the scope of the Agreement on Textiles and Clothing in Annex 1A of the World Trade Organization Agreement pursuant to a commitment made by Canada, under section 25.6 of the *Customs Tariff*, to the Chile Tariff, or any person or association acting on behalf of such a domestic producer, may file a written complaint with the Tribunal alleging that, as a result of that entitlement, the imported goods are being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic market in Canada for the goods, and under such conditions as to cause serious damage, or actual threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive textile and apparel goods.

(1.06) Lorsqu'il estime que certains produits textiles et vêtements sont, en conséquence du fait qu'ils bénéficient, soit conformément à l'article 25.7 du *Tarif des douanes*, soit, en ce qui touche les produits tombant sous le régime de l'Accord sur les textiles et les vêtements figurant à l'annexe 1A de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce en exécution d'un engagement contracté par le Canada, conformément à l'article 25.6 de cette loi, du tarif du Chili, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation lui cause un préjudice grave ou menace réellement de lui causer un tel préjudice, le producteur national de produits textiles et de vêtements similaires ou directement concurrents, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

Idem :
produits
textiles et
vêtements

1993, c. 44,
s. 41

25. Paragraph 25(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.03) or (1.06), send to the Minister a copy of the complaint and the information examined by the Tribunal in making its determination.

26. (1) Paragraph 26(1)(a) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of subparagraph (i.4) and by adding the following after subparagraph (i.4):

25. Le paragraphe 25(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cas d'une décision positive, le Tribunal la notifie sans délai au plaignant ainsi qu'aux autres intéressés. S'il s'agit d'une plainte visée aux paragraphes 23(1.03) ou (1.06), il transmet au ministre une copie de la plainte, ainsi que les renseignements et documents pertinents à l'appui de celle-ci.

26. (1) L'alinéa 26(1)(a) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (i.4), de ce qui suit :

1993, ch. 44,
art. 41

Dossier
complet

(i.5) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.05), the goods that are entitled to the Chile Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a cause of serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods,

(i.6) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.06), the textile and apparel goods that are entitled to the Chile Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the market in Canada for the goods, and under such conditions as to cause serious damage, or actual threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive textile and apparel goods, or

(i.5) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.05), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif du Chili, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause de dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes ou de la menace d'un tel dommage,

(i.6) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.06), que les produits textiles et vêtements sont, en conséquence du fait qu'ils bénéficient du tarif du Chili, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause de préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes ou de la menace réelle d'un tel préjudice;

1993, c. 44,
s. 42(2)

(2) Subsection 26(2.1) of the Act is replaced by the following:

(2.1) Notwithstanding subsection (2), in the case of a complaint filed under subsection 23(1.03) or (1.06), the Tribunal shall send to the Minister only a copy of its decision and a copy of any relevant information examined by the Tribunal in relation to the complaint that was not previously sent to the Minister under subsection 25(2).

Copies to
Minister

1996, c. 33,
s. 22(2)

(3) Subsection 26(7) of the Act is replaced by the following:

(7) If subsection 59.1(3.1) of the *Customs Tariff* or subsection 5(3.1) of the *Export and Import Permits Act* prohibits the making of an order under subsection 59.1(1) of the *Customs Tariff* or subsection 5(3) of the *Export and Import Permits Act* in respect of any goods during any period, the Tribunal may commence an inquiry into a complaint under subsection (1) in respect of the goods no earlier than one hundred and eighty days before the end of the period.

Time limit on
inquiry

(2) Le paragraphe 26(2.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2.1) Malgré le paragraphe (2), dans le cas d'une plainte visée aux paragraphes 23(1.03) ou (1.06), le Tribunal ne transmet au ministre qu'une copie du texte de sa décision, ainsi que des renseignements et documents pertinents à l'appui de la plainte qui n'ont pas déjà été envoyés en vertu du paragraphe 25(2).

1993, ch. 44,
par. 42(2)

Copies au
ministre

(3) Le paragraphe 26(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) Lorsque, en raison du paragraphe 59.1(3.1) du *Tarif des douanes* ou du paragraphe 5(3.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, le décret visé au paragraphe 5(3) de cette loi ou au paragraphe 59.1(1) du *Tarif des douanes* ne peut être pris, pendant une période donnée, à l'égard de marchandises, le Tribunal peut ouvrir l'enquête prévue au paragraphe (1) au plus tôt dans les cent quatre-vingts jours précédant la fin de la période en question.

1996, ch. 33,
par. 22(2)

Délai pour
ouvrir une
enquête

27. (1) Subsection 27(1) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (a.4) and by adding the following after paragraph (a.4):

(a.5) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.05), the goods that are entitled to the Chile Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a principal cause of serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods;

(a.6) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.06), the textile and apparel goods that are entitled to the Chile Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the market in Canada for the goods, and under such conditions as to cause serious damage, or actual threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive textile and apparel goods; or

(2) Section 27 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.1):

(2.2) In making a determination under paragraph (1)(a.6), regard shall be had to paragraph 2 of section 3 of Annex C-00-B of the CCFTA.

28. The Act is amended by adding the following after section 30.011:

30.012 (1) In this section, “surge” has the meaning given that word by Article F-05 of the CCFTA.

(2) A written complaint may be filed with the Tribunal if

(a) any goods are subject to a surtax under subsection 59.1(1) or (8) of the *Customs Tariff* or are included on the Import Control List pursuant to subsection 5(3) or (3.2) of the *Export and Import Permits Act*; and

27. (1) Le paragraphe 27(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa a.4), de ce qui suit :

a.5) soit, s’il s’agit d’une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.05), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu’elles bénéficient du tarif du Chili, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d’un tel dommage;

a.6) soit, s’il s’agit d’une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.06), que les produits textiles et vêtements sont, en conséquence du fait qu’ils bénéficient du tarif du Chili, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes ou de la menace réelle d’un tel préjudice.

(2) L’article 27 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :

(2.2) La décision visée à l’alinéa (1)a.6) est prise à la lumière du paragraphe 2 de l’article 3 de l’annexe C-00-B de l’ALÉCC.

28. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 30.011, de ce qui suit :

30.012 (1) Au présent article, « augmentation subite » s’entend au sens de l’article F-05 de l’ALÉCC.

(2) Il peut être déposée une plainte écrite auprès du Tribunal lorsque :

a) d’une part, des marchandises sont assujetties à une surtaxe en vertu des paragraphes 59.1(1) ou (8) du *Tarif des douanes* ou sont inscrites sur la liste des marchandises d’importation contrôlée conformément aux paragraphes 5(3) ou (3.2) de la *Loi sur les licences d’exportation et d’importation*;

Considerations

Definition of “surge”

Filing of surge complaint

Décision

Définition de « augmentation subite »

Dépôt d’une plainte : augmentation subite

	<p>(b) the surtax or inclusion does not apply to or include goods imported from Chile on the basis of a determination made under subsection 20.03(2) or (4) of this Act.</p>	<p>b) d'autre part, la surtaxe ou l'inscription ne s'applique pas aux marchandises importées du Chili par suite d'une décision prise conformément aux paragraphes 20.03(2) ou (4).</p>	
Allegations	<p>(3) The complaint must allege that a surge of imports of goods imported from Chile undermines the effectiveness of the surtax or the inclusion of the goods on the Import Control List.</p>	<p>(3) La plainte doit faire état du fait que l'augmentation subite de l'importation de marchandises du Chili diminue l'efficacité de la surtaxe ou de l'inscription.</p>	Allégations
Who must file complaint	<p>(4) The complaint must be filed by a domestic producer of like or directly competitive goods, or a person or association acting on behalf of any such domestic producer.</p>	<p>(4) La plainte ne peut être déposée que par un producteur de marchandises similaires ou directement concurrentes ou par une personne ou association le représentant.</p>	Plaignant
Contents of complaint	<p>(5) A complaint must state in reasonable detail the facts on which the allegations are based and must be accompanied by the information that is available to the complainant to prove those facts and any other information that may be required by the rules.</p>	<p>(5) La plainte énonce de façon suffisamment détaillée les faits sur lesquels les allégations sont fondées et comporte les renseignements ou documents qui sont de nature à prouver ces allégations, ainsi que tous les autres renseignements exigibles en application des règles du Tribunal.</p>	Contenu de la plainte
Commencement of inquiry	<p>(6) The Tribunal shall, within thirty days after the date of receipt of a complaint, commence an inquiry into the complaint if it is satisfied that the information provided by the complainant and any other information examined by the Tribunal discloses a reasonable indication that a surge of imports of goods referred to in subsection (2) is undermining the effectiveness of the surtax or inclusion referred to in that subsection.</p>	<p>(6) Le Tribunal, dans les trente jours suivant la date de réception de la plainte, ouvre une enquête s'il est convaincu que les renseignements ou les documents fournis par le plaignant ou provenant d'autres sources indiquent de façon raisonnable qu'une augmentation subite d'importation de marchandises visées au paragraphe (2) diminue l'efficacité de la surtaxe ou de l'inscription visées à ce paragraphe.</p>	Début de l'enquête
Notice of decision	<p>(7) Where the Tribunal decides not to commence an inquiry into a complaint under subsection (6), it shall immediately notify the complainant and each other interested party in writing of its decision and of the reasons for the refusal to commence an inquiry and, if the reasons for its decision are based in whole or in part on information that was obtained from a source other than the complainant, of the fact that the decision was based in whole or in part on that information.</p>	<p>(7) Le Tribunal, sans délai, notifie au plaignant et aux autres intéressés sa décision motivée de ne pas tenir l'enquête visée au paragraphe (6) et notamment, le cas échéant, le fait qu'il a tenu compte, en tout ou en partie, de renseignements ou documents ne provenant pas du plaignant.</p>	Notification de la décision
Surge of imports	<p>(8) The Tribunal shall, in the inquiry, determine whether a surge of imports of goods referred to in subsection (2) is undermining the effectiveness of the surtax or inclusion referred to in that subsection.</p>	<p>(8) L'objet de l'enquête est de déterminer si l'augmentation subite dans l'importation de marchandises visées au paragraphe (2) diminue l'efficacité de la surtaxe ou de l'inscription visées à ce paragraphe.</p>	Augmentation subite

Report

(9) The Tribunal shall prepare a report on the inquiry not later than sixty days after the inquiry is commenced and submit copies of it to the Governor in Council, the Minister, the complainant and any person who made representations to the Tribunal during the inquiry.

(9) Le Tribunal établit son rapport dans les soixante jours suivant l'ouverture de l'enquête et le fait parvenir au gouverneur en conseil, au ministre et au plaignant, ainsi qu'à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête.

Rapport

Notice of report

(10) The Tribunal shall cause notice of the report to be given to other interested parties and to be published in the *Canada Gazette*.

(10) Le Tribunal fait donner avis du rapport aux autres intéressés et fait publier l'avis dans la *Gazette du Canada*.

Avis

1996, c. 33, s. 25

29. Subsection 30.03(1) of the Act is replaced by the following:

29. Le paragraphe 30.03(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 33, art. 25

Notice of expiring orders

30.03 (1) The Tribunal shall cause to be published in the *Canada Gazette* a notice of the expiration date of any order that imposes a surtax on any goods under subsection 59.1(1), (8) or (11) of the *Customs Tariff* or includes any goods on the Import Control List pursuant to subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act*, but no notice shall be published if

30.03 (1) En cas de prise d'un décret assujettissant des marchandises à la surtaxe visée aux paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) du *Tarif des douanes* ou les portant sur la liste des marchandises d'importation contrôlée en application des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, le Tribunal publie, dans la *Gazette du Canada*, un avis mentionnant la date d'expiration prévue par le décret; il ne doit toutefois pas le faire lorsque :

Avis d'expiration

(a) the order is revoked or ceases to have effect under subsection 59.1(4), (5), (6), (8.4) or (9) of the *Customs Tariff* or subsection 5(4.4) of the *Export and Import Permits Act* before the expiration of the effective period specified in the order; or

a) soit le décret a cessé de s'appliquer avant cette date en raison des paragraphes 59.1(4), (5), (6), (8.4) ou (9) du *Tarif des douanes* ou du paragraphe 5(4.4) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*;

(b) the total of the effective period specified in the order and any periods during which the goods were subject to any related orders made under subsection 59.1(1), (8) or (11) of the *Customs Tariff* or subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act* is eight years.

b) soit la période spécifiée dans le décret et les périodes pendant lesquelles la surtaxe ou l'inscription a été en vigueur, par suite des décrets pris en vertu des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) du *Tarif des douanes* ou des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, totalisent huit ans.

1996, c. 33, s. 26

30. Subsection 30.04(1) of the Act is replaced by the following:

30. Le paragraphe 30.04(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 33, art. 26

Filing of request relating to extension orders

30.04 (1) Any domestic producer of goods that are like or directly competitive with any goods that are subject to an order referred to in subsection 30.03(1), or any person or association acting on behalf of such a domestic producer, may file with the Tribunal a written request that an extension order be made under subsection 59.1(8) of the *Customs Tariff* or subsection 5(3.2) of the *Export and Import Permits Act* because an order continues to be

30.04 (1) Le producteur de marchandises similaires ou faisant directement concurrence à des marchandises auxquelles s'applique le décret visé au paragraphe 30.03(1), de même que toute personne ou association le représentant, peut déposer auprès du Tribunal une demande écrite visant à obtenir la prise du décret visé au paragraphe 59.1(8) du *Tarif des douanes* ou au paragraphe 5(3.2) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*

Dépôt d'une demande de prorogation

necessary to prevent or remedy serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

1996, c. 33,
s. 27

31. Paragraph 39(1)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) specifying any additional information that must accompany a complaint filed under any of subsections 23(1) to (1.1), 30.01(2), 30.011(1), 30.012(2) and 30.11(1) or an extension request filed under subsection 30.04(1); and

R.S., c. 17
(2nd Supp.)

Commercial Arbitration Act

32. Subsection 5(4) of the Commercial Arbitration Act is replaced by the following:

(4) For greater certainty, the expression “commercial arbitration” in Article 1(1) of the Code includes

(a) a claim under Article 1116 or 1117 of the Agreement, as defined in subsection 2(1) of the *North American Free Trade Agreement Implementation Act*; and

(b) a claim under Article G-17 or G-18 of the Agreement, as defined in subsection 2(1) of the *Canada-Chile Free Trade Agreement Implementation Act*.

R.S., c. C-50;
1990, c. 8,
s. 21

Crown Liability and Proceedings Act

33. (1) The definitions “appropriate Commission”, “panel” and “panel determination” in section 20.1 of the Crown Liability and Proceedings Act are replaced by the following:

“appropriate Commission” means

(a) in respect of a panel determination as defined in Annex 36A of the Environmental Cooperation Agreement, the Commission for Environmental Cooperation established under Article 8 of that Agreement,

“appropriate
Commission”
« *commission
compétente* »

parce qu’un décret continue d’être nécessaire pour éviter qu’un dommage grave ne soit causé aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou pour réparer un tel dommage.

31. L’alinéa 39(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) préciser le complément d’information à fournir à l’occasion d’une plainte fondée sur les paragraphes 23(1) à (1.1), 30.01(2), 30.011(1), 30.012(2) et 30.11(1) ou d’une demande de prorogation déposée en vertu du paragraphe 30.04(1);

1996, ch. 33,
art. 27

Loi sur l’arbitrage commercial

32. Le paragraphe 5(4) de la Loi sur l’arbitrage commercial est remplacé par ce qui suit :

(4) Il est entendu que le terme « arbitrage commercial », à l’article 1-1 du Code, vise :

a) les plaintes prévues aux articles 1116 et 1117 de l’Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord de libre-échange nord-américain*;

b) les plaintes prévues aux articles G-17 et G-18 de l’Accord au sens de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord de libre-échange Canada — Chili*.

L.R., ch. 17
(2^e suppl.)

1993, ch. 44,
art. 50

Précision

Loi sur la responsabilité civile de l’État et le contentieux administratif

33. (1) Les définitions de « commission compétente », « décision d’un groupe spécial » et « groupe spécial », à l’article 20.1 de la Loi sur la responsabilité civile de l’État et le contentieux administratif, sont remplacées par ce qui suit :

« commission compétente »

a) S’agissant d’une décision d’un groupe spécial visée à l’annexe 36A de l’Accord sur l’environnement, la Commission de coopération environnementale constituée aux termes de l’article 8 de cet accord;

L.R., ch.
C-50; 1990,
ch. 8, art. 21

1994, ch. 11,
art. 1

« commission
compétente »
“*appropriate
Commission*”

(b) in respect of a panel determination as defined in Article 35 of the Canada-Chile Environmental Cooperation Agreement, the Canada-Chile Commission for Environmental Cooperation established under Article 8 of that Agreement,

(c) in respect of a panel determination as defined in Annex 41A of the Labor Cooperation Agreement, the Commission for Labor Cooperation established under Article 8 of that Agreement, and

(d) in respect of a panel determination as defined in Article 37 of the Canada-Chile Labour Cooperation Agreement, the Canada-Chile Commission for Labour Cooperation established under Article 8 of that Agreement;

“panel”
« groupe
spécial »

“panel” means an arbitral panel convened under Article 24 of the Environmental Cooperation Agreement or of the Canada-Chile Environmental Cooperation Agreement or Article 29 of the Labor Cooperation Agreement or Article 26 of the Canada-Chile Labour Cooperation Agreement;

“panel
determination”
« décision
d’un groupe
spécial »

“panel determination” means a panel determination as defined in Annex 36A of the Environmental Cooperation Agreement, in Article 35 of the Canada-Chile Environmental Cooperation Agreement, in Annex 41A of the Labor Cooperation Agreement or in Article 37 of the Canada-Chile Labour Cooperation Agreement.

(2) Section 20.1 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“Canada-Chile Environmental Cooperation Agreement”
« Accord canado-chilien sur l’environnement »

“Canada-Chile Environmental Cooperation Agreement” means the Agreement on Environmental Cooperation entered into between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile and signed on February 6, 1997, as amended from time to time in accordance with Article 47 of that Agreement;

“Canada-Chile Labour Cooperation Agreement”
« Accord canado-chilien sur le travail »

“Canada-Chile Labour Cooperation Agreement” means the Agreement on Labour Cooperation entered into between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile and signed on February 6, 1997, as amended from time to time

b) s’agissant d’une décision d’un groupe spécial visée à l’article 35 de l’Accord canado-chilien sur l’environnement, la Commission canado-chilienne de coopération environnementale constituée aux termes de l’article 8 de cet accord;

c) s’agissant de la décision d’un groupe spécial visée à l’annexe 41A de l’Accord sur le travail, la Commission de coopération dans le domaine du travail constituée aux termes de l’article 8 de cet accord;

d) s’agissant de la décision d’un groupe spécial visée à l’annexe 37 de l’Accord canado-chilien sur le travail, la Commission canado-chilienne de coopération dans le domaine du travail constituée aux termes de l’article 8 de cet accord.

« décision d’un groupe spécial » Décision d’un groupe spécial visée, selon le cas, à l’annexe 36A de l’Accord sur l’environnement, à l’article 35 de l’Accord canado-chilien sur l’environnement, à l’annexe 41A de l’Accord sur le travail ou à l’article 37 de l’Accord canado-chilien sur le travail.

« décision
d’un groupe
spécial »
“panel
determination”

« groupe spécial » Groupe spécial arbitral réuni aux termes, selon le cas, de l’article 24 de l’Accord sur l’environnement ou de l’Accord canado-chilien sur l’environnement, ou de l’article 29 de l’Accord sur le travail ou de l’article 26 de l’Accord canado-chilien sur le travail.

« groupe
spécial »
“panel”

(2) L’article 20.1 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« Accord canado-chilien sur l’environnement » L’Accord de coopération dans le domaine de l’environnement conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Chili et signé le 6 février 1997, y compris les modifications pouvant lui être apportées en conformité avec son article 47.

« Accord
canado-
chilien sur
l’environ-
nement »
“Canada-
Chile
Environ-
mental
Cooperation
Agreement”

« Accord canado-chilien sur le travail » L’Accord de coopération dans le domaine du travail conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Chili et signé le 6 février 1997, y compris

« Accord
canado-
chilien sur le
travail »
“Canada-
Chile Labour
Cooperation
Agreement”

in accordance with Article 47 of that Agreement;

1994, c. 11,
s. 1

34. The portion of subsection 20.4(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Limitation on
proceedings

(2) Subject to section 20.3, no panel determination, including a panel determination that is made an order of the Federal Court, no determination or proceedings of a panel made or carried on or purporting to be made or carried on under the Environmental Cooperation Agreement, the Canada-Chile Environmental Cooperation Agreement, the Labor Cooperation Agreement or the Canada-Chile Labour Cooperation Agreement, no order or decision made by the Federal Court in any proceedings referred to in subsection 20.3(2) and no proceedings of that Court made or carried on or purporting to be made or carried on under that subsection shall be

les modifications pouvant lui être apportées en conformité avec son article 47.

34. Le passage du paragraphe 20.4(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 11,
art. 1

(2) Sous réserve de l'article 20.3, l'action — décision, y compris celle qui a été assimilée à une ordonnance de la Cour fédérale, ou procédure — du groupe spécial, dans la mesure où elle s'exerce ou est censée s'exercer dans le cadre de l'Accord sur l'environnement, de l'Accord canado-chilien sur l'environnement, de l'Accord sur le travail ou de l'Accord canado-chilien sur le travail, et l'action — décision, ordonnance ou procédure — de la Cour fédérale, dans la mesure où elle s'exerce ou est censée s'exercer dans le cadre du paragraphe 20.3(2), ne peuvent, pour quelque motif que ce soit, y compris l'excès de pouvoir ou l'incompétence à une étape quelconque de la procédure :

Restriction

R.S., c. 1 (2nd
Supp.)

1988, c. 65,
s. 66

Customs Act

35. (1) The definitions “Canada-United States Free Trade Agreement” and “United States” in subsection 2(1) of the *Customs Act* are repealed.

(2) The definition “Certificate of Origin” in subsection 2(1) of the *Customs Act* is replaced by the following:

“Certificate of Origin” means the proof of origin form for goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement is claimed, prescribed under subsection 35.1(1) and subject to the regulations made pursuant to paragraph 35.1(4)(b);

(3) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“CCFTA” has the same meaning as “Agreement” in subsection 2(1) of the *Canada-Chile Free Trade Agreement Implementation Act*;

“Chile” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*;

“CCFTA”
« ALÉCC »

“Chile”
« Chili »

Loi sur les douanes

35. (1) Les définitions de « Accord de libre-échange Canada — États-Unis » et « États-Unis », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, sont abrogées.

(2) La définition de « certificat d'origine », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« certificat d'origine » Le formulaire réglementaire — prévu au paragraphe 35.1(1) et assujéti aux règlements d'application de l'alinéa 35.1(4)b) — de justification de l'origine de marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange.

(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« accord de libre-échange » L'ALÉNA, l'ALÉCC ou l'ALÉCI.

« ALÉCC » S'entend de l'Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada — Chili*.

L.R., ch. 1
(2^e suppl.)

1988, ch. 65,
art. 66

1996, ch. 33,
par. 28(1)

« certificat
d'origine »
“Certificate
of Origin”

« accord de
libre-
échange »
“free trade
agreement”

« ALÉCC »
“CCFTA”

“free trade agreement”
« accord de libre-échange »

“free trade agreement” means NAFTA, CCFTA or CIFTA;

« Chili » S’entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

« Chili »
“Chile”

“free trade partner”
« partenaire de libre-échange »

“free trade partner” means

« partenaire de libre-échange » Selon le cas :

a) un pays ALÉNA;

b) le Chili;

c) Israël ou autre bénéficiaire de l’ALÉCI.

« partenaire de libre-échange »
“free trade partner”

“preferential tariff treatment under CCFTA”
« traitement tarifaire préférentiel de l’ALÉCC »

“preferential tariff treatment under CCFTA” means, in respect of goods, entitlement to the benefit of the Chile Tariff, as defined in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*;

« traitement tarifaire préférentiel de l’ALÉCC » Le bénéfice du tarif du Chili au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

« traitement tarifaire préférentiel de l’ALÉCC »
“preferential tariff treatment under CCFTA”

(4) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.1):

(4) L’article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

Preferential tariff treatment

(1.2) For the purposes of this Act, a reference to preferential tariff treatment under a free trade agreement shall be read as a reference to whichever of the following is applicable in the circumstances:

(a) preferential tariff treatment under NAFTA;

(b) preferential tariff treatment under CCFTA; or

(c) preferential tariff treatment under CIFTA.

(1.2) Pour l’application de la présente loi, la mention du traitement tarifaire préférentiel découlant d’un accord de libre-échange vaut mention, selon le cas :

a) du traitement tarifaire préférentiel de l’ALÉNA;

b) du traitement tarifaire préférentiel de l’ALÉCC;

c) du traitement tarifaire préférentiel de l’ALÉCI.

Traitement tarifaire préférentiel

1993, c. 44, s. 82

36. (1) The portion of subsection 32.2(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

36. (1) Le passage du paragraphe 32.2(1) de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 44, art. 82

Correction to declaration of origin

32.2 (1) An importer or owner of goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement has been claimed or any person authorized to account for those goods under paragraph 32(6)(a) or subsection 32(7) shall, within ninety days after the importer, owner or person has reason to believe that a declaration of origin for those goods made under this Act is incorrect,

32.2 (1) L’importateur ou le propriétaire de marchandises ayant fait l’objet d’une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d’un accord de libre-échange, ou encore la personne autorisée, sous le régime de l’alinéa 32(6)a) ou du paragraphe 32(7), à effectuer la déclaration en détail ou provisoire des marchandises, qui a des motifs de croire que la déclaration de l’origine de ces marchandises effectuée en application de la présente loi est inexacte doit, dans les quatre-vingt-dix jours suivant sa constatation :

Correction de la déclaration d’origine

1996, c. 33, s. 29

(2) Subsection 32.2(1.1) of the Act is repealed.

(2) Le paragraphe 32.2(1.1) de la même loi est abrogé.

1996, ch. 33, art. 29

1993, c. 44, s. 84; 1996, c. 33, s. 30

37. Subsections 35.1(5) and (6) of the Act are replaced by the following:

37. Les paragraphes 35.1(5) et (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 44, art. 84; 1996, ch. 33, art. 30

Denial or withdrawal of preferential tariff treatment

(5) Preferential tariff treatment under a free trade agreement may be denied or withdrawn in respect of goods for which that treatment is claimed if the importer, owner or other person required to furnish proof of origin of the goods under this section fails to comply with any provision of this Act or the *Customs Tariff*, or any regulation made under either of those Acts, concerning that preferential tariff treatment.

1993, c. 44, s. 86; 1995, c. 41, s. 16; 1996, c. 33, ss. 31, 32

38. The headings before section 42.1 and sections 42.1 to 42.6 of the Act are replaced by the following:

Verifications under a Free Trade Agreement

Conduct of Verification

42.1 (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section, or any person, or any person within a class of persons, designated by the Minister to act on behalf of such an officer, may, subject to the prescribed conditions,

(a) conduct a verification of origin of goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement is claimed

(i) by entering any prescribed premises or place at any reasonable time, or

(ii) in the prescribed manner; or

(b) enter any prescribed premises or place at any reasonable time to verify the amount, if any, of

(i) a relief under section 80 of the *Customs Tariff* from the payment of any duties payable in respect of imported goods that are subsequently exported to a NAFTA country, or

(ii) a drawback under section 100 of the *Customs Tariff* of duties paid in respect of imported goods that are subsequently exported to a NAFTA country.

Methods of verification

(5) Le traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange peut être refusé ou retiré à des marchandises pour lesquelles ce traitement est demandé dans le cas où leur importateur ou leur propriétaire, ou la personne tenue de justifier leur origine en application du présent article, ne se conforme pas à une disposition quelconque de la présente loi, du *Tarif des douanes* ou des règlements d'application de l'une ou l'autre de ces lois concernant l'application de ce traitement à ces marchandises.

Refus ou retrait du traitement tarifaire préférentiel

38. Les intertitres précédant l'article 42.1 et les articles 42.1 à 42.6 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Vérifications dans le cadre d'un accord de libre-échange

Exécution de la vérification

42.1 (1) L'agent chargé ou appartenant à une catégorie d'agents chargée, par le ministre, de l'application du présent article — ou la personne désignée par le ministre, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée, pour agir pour le compte d'un tel agent — peut, sous réserve des conditions réglementaires :

a) vérifier l'origine des marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange :

(i) soit en pénétrant, à toute heure raisonnable, dans un lieu faisant partie d'une catégorie réglementaire,

(ii) soit de toute autre manière prévue par règlement;

b) pénétrer dans un lieu faisant partie d'une catégorie réglementaire à toute heure raisonnable pour vérifier, à l'égard de marchandises importées et ultérieurement exportées vers un pays ALÉNA, le montant :

(i) soit d'une exonération de droits éventuelle aux termes de l'article 80 du *Tarif des douanes*,

(ii) soit d'un drawback de droits éventuel aux termes de l'article 100 de cette loi.

1993, ch. 44, art. 86; 1995, ch. 41, art. 16; 1996, ch. 33, art. 31, 32

Méthodes de vérification

Withdrawal of preferential tariff treatment

(2) If an exporter or producer of goods that are subject to a verification of origin under paragraph (1)(a) fails to comply with the prescribed requirements or, in the case of a verification of origin under subparagraph (1)(a)(i), does not consent to the verification of origin in the prescribed manner and within the prescribed time, preferential tariff treatment under a free trade agreement may be denied or withdrawn from the goods.

(2) Dans le cas où l'exportateur ou le producteur ne se conforme pas aux exigences réglementaires de la vérification prévue à l'alinéa (1)a) ou, s'agissant d'une visite prévue au sous-alinéa (1)a)(i), n'y consent pas suivant les modalités — de temps et autres — réglementaires, le traitement tarifaire préférentiel demandé peut être refusé ou retiré aux marchandises en cause.

Retrait du traitement tarifaire préférentiel

Statement of Origin

Statement of origin

42.2 (1) On completion of a verification of origin under paragraph 42.1(1)(a), an officer designated under subsection 42.1(1) shall provide the exporter or producer whose goods are subject to the verification of origin with a statement as to whether the goods are eligible, under the regulations made under section 13 of the *Customs Tariff*, for the preferential tariff treatment that was claimed.

Déclaration de l'origine

Déclaration

42.2 (1) Dès l'achèvement de la vérification de l'origine conformément à l'alinéa 42.1(1)a), l'agent désigné en application du paragraphe 42.1(1) fournit à l'exportateur ou au producteur des marchandises en cause une déclaration concernant l'application à celles-ci, en conformité avec les règlements d'application de l'article 13 du *Tarif des douanes*, du traitement tarifaire préférentiel demandé.

Basis of statement

(2) A statement referred to in subsection (1) must include any findings of fact or law on which it was based.

(2) La déclaration prévue au paragraphe (1) énonce les faits et les éléments de droit sur lesquels elle est fondée.

Fondements de la déclaration

Effective Date of Re-determination of Origin

Definition of "customs administration"

42.3 (1) In this section, "customs administration" has the meaning assigned to that expression by Article 514 of NAFTA or Article E-14 of CCFTA, as the case may be.

Prise d'effet de la révision de la détermination de l'origine

Définition de « administration douanière »

42.3 (1) Au présent article, « administration douanière » s'entend, selon le cas, au sens de l'article 514 de l'ALÉNA ou à celui de l'article E-14 de l'ALÉCC.

Effective date of re-determination of origin of goods subject to verification of origin

(2) Subject to subsection (4), a re-determination of origin shall not take effect until notice of it is given to the importer of the goods and any person who completed and signed a Certificate of Origin for the goods if the result of the re-determination of origin made under section 61 as applied by subsection 57.2(4) in respect of goods for which preferential tariff treatment under NAFTA or preferential tariff treatment under CCFTA is claimed and that are the subject of a verification of origin under this Act is that

(2) Sous réserve du paragraphe (4), si, à la suite de la révision, en application de l'article 61 et du paragraphe 57.2(4), de la détermination de l'origine de marchandises qui font l'objet d'une demande visant l'obtention du traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉNA ou de celui de l'ALÉCC et dont la vérification de l'origine est prévue par la présente loi, celles-ci ne sont pas passibles du traitement tarifaire préférentiel demandé pour le motif que le classement tarifaire ou la valeur d'une matière ou d'un matériel ou de plusieurs matières ou matériels utilisés pour la production de ces marchandises diffère du classement ou de la valeur correspondants de ces matières ou matériels dans le pays d'exportation — pays ALÉNA ou Chili —, la prise d'effet de la détermination révisée est subordonnée à la notification de celle-ci à l'impor-

Prise d'effet de la détermination révisée

(a) the goods are not eligible for that preferential tariff treatment on the basis of the tariff classification or value of one or more materials used in their production; and

(b) that tariff classification or value differs from the tariff classification or value applied to those materials by the NAFTA country from which the goods were exported or from Chile, as the case may be.

Limitation

(3) A re-determination of origin referred to in subsection (2) shall not be applied to goods imported before the date on which the notice was given if the customs administration of the NAFTA country from which the goods were exported or of Chile, as the case may be, has, before that date,

(a) given an advance ruling under Article 509 of NAFTA or Article E-09 of CCFTA, as the case may be, or given another ruling referred to in paragraph 12 of Article 506 of NAFTA or paragraph 12 of Article E-06 of CCFTA, as the case may be, on the tariff classification or value of the materials referred to in subsection (2); or

(b) given consistent treatment with respect to the tariff classification or value of the materials referred to in subsection (2) on their importation into the NAFTA country or Chile, as the case may be.

Postponement of effective date

(4) The date on which a re-determination of origin referred to in subsection (2) takes effect shall be postponed for a period not exceeding ninety days, if the importer of the goods that are the subject of the re-determination or any person who completed and signed a Certificate of Origin for the goods establishes to the satisfaction of the Minister that the importer or the person, as the case may be, has relied in good faith, to the detriment of the importer or person, on the tariff classification or value applied to the materials referred to in that subsection by the customs administration of the NAFTA country from which the goods were exported or of Chile, as the case may be.

Denial or Withdrawal of Benefit of
Preferential Tariff Treatment under NAFTA
or CCFTA

Definition of "identical goods"

42.4 (1) In this section, "identical goods" has the meaning assigned to that expression by Article 514 of NAFTA or Article E-14 of CCFTA, as the case may be.

tateur et à l'auteur de tout certificat d'origine des marchandises.

(3) La révision de la détermination de l'origine visée au paragraphe (2) ne s'applique pas aux marchandises importées avant la date de la notification dans les cas où l'administration douanière du pays d'exportation a, avant cette date :

a) soit rendu une décision anticipée aux termes de l'article 509 de l'ALÉNA ou de l'article E-09 de l'ALÉCC, selon le cas, ou une décision visée au paragraphe 12 de l'article 506 de l'ALÉNA ou au paragraphe 12 de l'article E-06 de l'ALÉCC, selon le cas, sur le classement tarifaire ou la valeur des matières ou matériels visés au paragraphe (2);

b) soit effectué le classement tarifaire ou l'appréciation de la valeur des matières ou matériels visés au paragraphe (2) de manière uniforme au moment de leur importation dans ce pays.

(4) La date de prise d'effet de la révision de la détermination de l'origine visée au paragraphe (2) est reportée pour une période maximale de quatre-vingt-dix jours, si le ministre est convaincu que l'importateur des marchandises ou l'auteur de tout certificat d'origine de celles-ci a démontré qu'il s'est fondé de bonne foi, à son détriment, sur le classement tarifaire ou l'appréciation de la valeur des matières ou matériels visés à ce paragraphe effectués par l'administration douanière du pays d'exportation.

Réserve

Report de la date de prise d'effet

Refus ou retrait du traitement tarifaire
préférentiel de l'ALÉNA ou de l'ALÉCC

42.4 (1) Au présent article, « marchandises identiques » s'entend, selon le cas, au sens de l'article 514 de l'ALÉNA ou à celui de l'article E-14 de l'ALÉCC.

Définition de « marchandises identiques »

Denial or withdrawal of benefit: NAFTA country or Chile

(2) Notwithstanding subsection 25.2(5.1) and section 25.7 of the *Customs Tariff*, the Minister may, subject to the prescribed conditions, deny or withdraw preferential tariff treatment under NAFTA or preferential tariff treatment under CCFTA in respect of goods for which that treatment is claimed if the exporter or producer of the goods has made false representations that identical goods exported or produced by that exporter or producer and for which that treatment was claimed were eligible for that treatment.

(2) Par dérogation au paragraphe 25.2(5.1) et à l'article 25.7 du *Tarif des douanes*, le ministre peut refuser ou retirer, sous réserve des conditions réglementaires, le traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉNA ou celui de l'ALÉCC à des marchandises pour lesquelles ce traitement est demandé dans le cas où l'exportateur ou le producteur des marchandises a fait de fausses déclarations sur l'application de ce traitement à des marchandises identiques exportées ou produites par lui et pour lesquelles avait été demandé ce traitement.

Refus ou retrait : pays ALÉNA et Chili

1993, c. 44, s. 87; 1996, c. 33, s. 33

39. Section 43.1 of the Act is replaced by the following:

39. L'article 43.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 44, art. 87; 1996, ch. 33, art. 33

Advance rulings

43.1 (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the Minister for the purposes of this section shall, before goods are imported, on application by any member of a prescribed class that is made within the prescribed time, in the prescribed manner and in the prescribed form containing the prescribed information, give an advance ruling with respect to

43.1 (1) L'agent chargé ou appartenant à une catégorie d'agents chargée, par le ministre, de l'application du présent article est tenu, sur demande d'un membre d'une catégorie réglementaire présentée dans le délai réglementaire, selon les modalités réglementaires, en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre, de rendre, avant l'importation de marchandises, une décision anticipée :

Décisions anticipées

(a) whether the goods qualify as originating goods and are entitled to the benefit of preferential tariff treatment under a free trade agreement; and

a) d'une part, sur l'origine des marchandises et l'application à leur égard du traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange;

(b) in the case of goods exported from a NAFTA country or from Chile, any other matter concerning those goods that is set out in paragraph 1 of Article 509 of NAFTA or in paragraph 1 of Article E-09 of CCFTA, as the case may be.

b) d'autre part, s'agissant de marchandises exportées d'un pays ALÉNA ou du Chili, sur toute autre question portant sur l'application à celles-ci du paragraphe 1 de l'article 509 de l'ALÉNA ou du paragraphe 1 de l'article E-09 de l'ALÉCC, selon le cas.

Regulations

(2) The Governor in Council may make regulations respecting advance rulings, including regulations respecting

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements concernant les décisions anticipées et, notamment, régir :

Règlements

(a) the application of an advance ruling;

a) leur application;

(b) the modification or revocation of an advance ruling, including whether the modification or revocation applies retroactively;

b) leur modification ou annulation, y compris la prise d'effet rétroactive de la modification ou de l'annulation;

(c) the authority to request supplementary information in respect of an application for an advance ruling; and

c) le pouvoir de l'agent d'exiger, dans le cadre d'une demande de décision anticipée, des renseignements supplémentaires;

(d) the circumstances in which the issuance of advance rulings may be declined or postponed.

d) les cas où peut être reporté ou refusé le prononcé d'une décision anticipée.

1988, c. 65, s. 70; 1993, c. 44, s. 90; 1996, c. 33, s. 34

Determination final

40. Subsections 57.2(2.1) to (9) of the Act are replaced by the following:

(3) Subject to subsection (4), a determination of the origin of imported goods under this section is final unless, in the case of goods other than goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement is claimed, a re-determination of the origin of the imported goods is made by the Minister within two years after they are accounted for under subsection 32(1), (3) or (5).

40. Les paragraphes 57.2(2.1) à (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) Sous réserve du paragraphe (4), la détermination de l'origine des marchandises importées en application du présent article est définitive sauf si la révision de la détermination de l'origine des marchandises, à l'exception de marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange, est effectuée par le ministre dans les deux ans suivant la déclaration en détail effectuée en application du paragraphe 32(1), (3) ou (5).

1988, ch. 65, art. 70; 1993, ch. 44, art. 90; 1996, ch. 33, art. 34

Caractère définitif de la détermination

Re-determinations and appeals for goods imported from a free trade partner

(4) Subject to this section, sections 58 to 72 apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of a determination of origin under this section as to the origin of goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement is claimed as if it were a determination of the tariff classification of the goods, and, for greater certainty, any matter that may be prescribed in relation to a request referred to in subsection 60(2) or 63(2) may be prescribed in relation to a request for a re-determination or further re-determination of the origin of the goods.

(4) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les articles 58 à 72, y compris l'exercice des pouvoirs réglementaires et des pouvoirs du ministre visés aux paragraphes 60(2) ou 63(2), s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, d'une part, à la détermination, prévue au présent article, de l'origine des marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange, comme s'il s'agissait du classement tarifaire de ces marchandises, d'autre part, à la révision ou au réexamen de la révision de l'origine de ces marchandises.

Révision et réexamen : partenaires de libre-échange

Additional persons who may request re-determination

(5) In addition to the importer or any person who is liable to pay duties owing on the goods, other than a person authorized under paragraph 32(6)(a) or subsection 32(7) to account for the goods, any person who has completed and signed a Certificate of Origin for goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement is claimed that are the subject of a determination of origin under this section is entitled to request a re-determination of the origin of those goods under subsection 60(1) as applied by subsection (4).

(5) En plus de l'importateur ou de toute personne tenue de verser des droits sur des marchandises, à l'exception de la personne autorisée, sous le régime de l'alinéa 32(6)a) ou du paragraphe 32(7), à effectuer la déclaration en détail ou provisoire des marchandises, l'auteur du certificat d'origine de marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange et dont la détermination de l'origine est prévue au présent article a le droit de demander la révision de la détermination de l'origine de ces marchandises en application des paragraphes 60(1) et (4) du présent article.

Qualité pour présenter une demande

Notice of re-determination by designated officer or Deputy Minister

(6) In addition to the person who accounted for the goods under subsection 32(1), (3) or (5), the importer of the goods or the person who was the owner of the goods at the time of release, any person who has completed and signed a Certificate of Origin for goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement is claimed that are the subject of a determination of origin under this section is entitled to be given notice of the re-determination of the origin of those goods under section 61 or 64 as applied by subsection (4), as the case may be.

(6) En plus de la personne qui a déclaré les marchandises en détail en application du paragraphe 32(1), (3) ou (5), de l'importateur des marchandises ou du propriétaire des marchandises au moment de leur dédouanement, l'auteur du certificat d'origine de marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange a le droit d'être avisé de la révision de la détermination de l'origine de ces marchandises en application de l'article 61 et du paragraphe (4) ou, selon le cas, du réexamen de cette détermination en application de l'article 64 et du paragraphe (4).

Avis de la révision ou du réexamen

Effect of re-determination by designated officer

(7) In the case of a re-determination by a designated officer of the origin of goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement is claimed that are the subject of a determination of origin under this section, the reference in subsection 62(1) to "the person who was given notice of the decision under that section" and the reference in subsection 62(2) to "the person referred to in that subsection" shall be read as a reference to

(7) Dans les cas de révision par l'agent désigné concernant des marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange, la mention, au paragraphe 62(1), du destinataire de l'avis de décision vaut mention :

Effet de la révision par l'agent désigné

(a) in the case of a re-determination under section 60, "the importer or any person liable to pay duties owing on the goods (other than a person authorized under paragraph 32(6)(a) or subsection 32(7) to account for the goods)"; and

a) dans les cas de révision prévus à l'article 60, de l'importateur ou de la personne tenue de verser les droits dus sur les marchandises, à l'exception de la personne autorisée, sous le régime de l'alinéa 32(6)a) ou du paragraphe 32(7), à effectuer la déclaration en détail ou provisoire des marchandises;

(b) in the case of a re-determination under section 61, "the person who accounted for the goods under subsection 32(1), (3) or (5), the importer of the goods or the person who was the owner of the goods at the time of release".

b) dans les cas de révision prévus à l'article 61, de la personne qui a déclaré en détail les marchandises en application du paragraphe 32(1), (3) ou (5), de l'importateur des marchandises ou du propriétaire des marchandises au moment de leur dédouanement.

Effect of re-determination by Deputy Minister

(8) In the case of a re-determination by the Deputy Minister of the origin of goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement is claimed that are the subject of a determination of origin under this section, the reference in subsection 65(1) to "the person who is given notice of the decision under that section" and the reference in subsection 65(2) to "the person" shall be read as a reference to

(8) Dans les cas de réexamen par le sous-ministre concernant des marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange, la mention, au paragraphe 65(1), du destinataire de l'avis vaut mention :

Effet du réexamen par le sous-ministre

a) dans les cas de réexamen prévus à l'article 63 ou de révision prévus à l'article 60, de l'importateur ou de la personne tenue de verser les droits dus sur les marchandises, à l'exception de la personne autorisée,

(a) in the case of a re-determination under section 63 of a re-determination by a designated officer under section 60, “the importer or any person liable to pay duties owing on the goods (other than a person authorized under paragraph 32(6)(a) or subsection 32(7) to account for the goods)”;

(b) in the case of a re-determination under section 63 of a re-determination by a designated officer under section 61 or in the case of a re-determination under section 64, “the person who accounted for the goods under subsection 32(1), (3) or (5), the importer of the goods or the person who was the owner of the goods at the time of release”.

41. Section 64 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a.1):

(a.2) in the case of a determination of origin, if a verification of origin of those goods under this Act is conducted after a refund is granted under paragraph 74(1)(c.1) or (c.11),

(i) within two years after the determination of origin was made under section 57.2, or

(ii) if an election to average has been made under section 13 of the *Customs Tariff*, within any further time that may be prescribed,

42. Section 72 of the Act is replaced by the following:

72. No security may be given under paragraph 58(2)(a), 62(1)(a) or 65(1)(a) or subsection 69(1) in respect of any amount owing as surtaxes levied under section 59 or 59.1 of the *Customs Tariff*, temporary duties levied under section 60.1, 60.11, 60.12, 60.13, 60.2, 60.3, 60.4 or 60.41 of that Act or surcharges levied under section 61 of that Act.

43. (1) Paragraph 74(1)(c.1) of the Act is replaced by the following:

(c.1) the goods were exported from a NAFTA country or from Chile but no claim

sous le régime de l’alinéa 32(6)a) ou du paragraphe 32(7), à effectuer la déclaration en détail ou provisoire des marchandises;

b) dans les cas de réexamen prévus à l’article 63, de révision prévus à l’article 61 ou de réexamen prévus à l’article 64, de la personne qui a déclaré en détail les marchandises en application du paragraphe 32(1), (3) ou (5), de l’importateur des marchandises ou du propriétaire des marchandises au moment de leur dédouanement.

41. L’article 64 de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa a.1), de ce qui suit :

a.2) dans le cas de la détermination de l’origine, s’il y a eu vérification de l’origine par suite de l’octroi d’un remboursement en vertu des alinéas 74(1)c.1) ou c.11) :

(i) soit dans les deux ans de la détermination de l’origine en vertu de l’article 57.2,

(ii) soit, s’il y a eu choix, aux fins de vérification de l’origine prévue par la présente loi, d’établir le calcul des coûts en fonction de la moyenne aux termes des règlements d’application de l’article 13 du *Tarif des douanes*, dans le délai plus long prévu par règlement;

42. L’article 72 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

72. Il ne peut être donné de garanties en application des alinéas 58(2)a), 62(1)a) ou 65(1)a) ou du paragraphe 69(1) pour des sommes dues à titre de surtaxes prévues aux articles 59 ou 59.1 du *Tarif des douanes*, de droits temporaires prévus aux articles 60.1, 60.11, 60.12, 60.13, 60.2, 60.3, 60.4 ou 60.41 de cette loi ou de surcharges prévues à l’article 61 de la même loi.

43. (1) L’alinéa 74(1)c.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c.1) les marchandises ont été exportées d’un pays ALÉNA ou du Chili mais n’ont pas fait

1996, c. 33,
s. 35

Limitation
relating to
security

1996, c. 33,
s. 36(1)

1996, ch. 33,
art. 35

Restriction
relative aux
garanties

1996, ch. 33,
par. 36(1)

for preferential tariff treatment under NAF-TA or no claim for preferential tariff treatment under CCFTA, as the case may be, was made in respect of those goods at the time they were accounted for under subsection 32(1), (3) or (5);

1988, c. 65, s. 72; 1996, c. 33, s. 36(1)

(2) Subsection 74(1) of the Act is amended by adding the word “or” at the end of paragraph (c.11) and by replacing paragraphs (c.2) and (d) with the following:

(d) duties have been overpaid or paid in error on the goods for any reason, other than

- (i) an erroneous determination as to the origin of goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement was claimed,
- (ii) an erroneous determination of tariff classification,
- (iii) an erroneous appraisal of value for duty, or
- (iv) the existence of the circumstances described in paragraph (c.1) or (c.11).

1993, c. 44, s. 98(2); 1996, c. 33, s. 36(2)

(3) Subsections 74(1.1) and (1.2) of the Act are replaced by the following:

(1.1) For greater certainty, if the circumstances described in paragraph (1)(c.1) or (c.11) exist, a request for a re-determination of origin may not be made under subsection 60(1) as applied by subsection 57.2(4).

No request under subsection 60(1)

(4) Subparagraphs 74(3)(b)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:

- (i) in the case of an application for a refund under paragraph (1)(a), (b), (c), (c.11) or (d), two years after the goods were accounted for under subsection 32(1), (3) or (5), and
- (ii) in the case of an application for a refund under paragraph (1)(c.1), one year after the goods were accounted for under subsection 32(1), (3) or (5).

1993, c. 44, s. 98(3); 1996, c. 33, s. 36(3)

(5) Subsections 74(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

1993, c. 44, s. 98(4); 1996, c. 33, s. 36(4)

l'objet d'une demande visant l'obtention du traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉ-NA ou de celui du Chili au moment de leur déclaration en détail en application du paragraphe 32(1), (3) ou (5);

(2) Les alinéas 74(1)c.2) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

d) elles ont fait l'objet d'un paiement de droits excédentaire ou erroné, sauf dans les cas suivants :

- (i) il y a eu erreur dans la détermination de l'origine de marchandises ayant fait l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange,
- (ii) il y a eu erreur de classement tarifaire,
- (iii) il y a eu erreur d'appréciation de la valeur en douane,
- (iv) les droits excédentaires ou erronés ont été payés dans les circonstances mentionnées aux alinéas c.1) ou c.11).

1988, ch. 65, art. 72; 1996, ch. 33, par. 36(1)

(3) Les paragraphes 74(1.1) et (1.2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(1.1) Il est entendu que, dans les circonstances prévues aux alinéas (1)c.1) ou c.11), il ne peut être procédé à la révision de la détermination de l'origine prévue aux paragraphes 60(1) et 57.2(4).

1993, ch. 44, par. 98(2); 1996, ch. 33, par. 36(2)

Aucune demande en application du paragraphe 60(1)

(4) Les sous-alinéas 74(3)b)(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- (i) deux ans, pour les réclamations dans les cas prévus aux alinéas (1)a), b), c), c.11) ou d),
- (ii) un an, pour les réclamations dans les cas prévus à l'alinéa (1)c.1).

1993, ch. 44, par. 98(3); 1996, ch. 33, par. 36(3)

(5) Les paragraphes 74(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 44, par. 98(4); 1996, ch. 33, par. 36(4)

Effect of denial of refund under paragraph (1)(c.1) or (c.11)

(4) A denial of an application for a refund under paragraph (1)(c.1) or (c.11) on the ground that the goods on which the claimant has paid duties are not eligible for preferential tariff treatment under a free trade agreement because the goods are not eligible for that tariff treatment under the regulations made under section 13 of the *Customs Tariff* at the time they were accounted for under subsection 32(1), (3) or (5) of this Act shall, for the purposes of this Act, be treated as if it were a re-determination of origin under subsection 60(3) as applied by subsection 57.2(4).

(4) Pour l'application de la présente loi, est assimilé à la révision de la détermination de l'origine prévue aux paragraphes 60(3) et 57.2(4) le rejet de la demande dans les cas prévus à l'alinéa (1)c.1) ou c.11) pour le motif que les marchandises sur lesquelles le demandeur a payé des droits ne sont pas passibles, aux termes des règlements d'application de l'article 13 du *Tarif des douanes*, du traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange au moment de leur déclaration en détail en application du paragraphe 32(1), (3) ou (5).

Effet du rejet de la demande : alinéas (1)c.1) ou c.11)

Effect of denial of refund under paragraph (1)(c.1) or (c.11)

(5) For greater certainty, a denial of an application for a refund under paragraph (1)(c.1) or (c.11) on the basis that complete or accurate documentation has not been provided or on any ground other than the ground specified in subsection (4), as the case may be, shall not, for the purposes of this Act, be treated as if it were a re-determination of origin under this Act.

(5) Il est entendu que le rejet de la demande dans les cas prévus à l'alinéa (1)c.1) ou c.11) pour le motif que la documentation fournie est incomplète ou inexacte ou pour un motif autre qu'un motif précisé au paragraphe (4) n'est pas, pour l'application de la présente loi, assimilé à la révision de la détermination de l'origine aux termes de la présente loi.

Effet du rejet de la demande : alinéas (1)c.1) ou c.11)

Effect of granting of refund under paragraph (1)(c.1) or (c.11)

(6) The granting of a refund under paragraph (1)(c.1) or (c.11) shall, for the purposes of this Act, other than section 66, be treated in the same manner as if it were a re-determination of origin under subsection 60(3) as applied by subsection 57.2(4).

(6) L'octroi de la réclamation dans les cas prévus à l'alinéa (1)c.1) ou c.11) est assimilé, pour l'application de la présente loi — à l'exclusion de l'article 66 —, à la détermination de l'origine aux termes des paragraphes 60(3) et 57.2(4).

Effet de l'octroi de la demande

1988, c. 65, s. 78; 1993, c. 44, s. 103; 1996, c. 33, s. 37

44. Sections 97.01 to 97.11 of the Act are replaced by the following:

44. Les articles 97.01 à 97.11 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1988, ch. 65, art. 78; 1993, ch. 44, art. 103; 1996, c. 33, art. 37

Certificate of Origin of goods exported to a free trade partner

97.1 (1) Every exporter of goods to a free trade partner for which preferential tariff treatment under a free trade agreement will be claimed in accordance with the laws of that free trade partner shall certify in writing in the prescribed form and containing the prescribed information that goods exported or to be exported from Canada to that free trade partner meet the rules of origin set out in, or contemplated by, the applicable free trade agreement and, if the exporter is not the producer of the goods, the certificate shall be completed and signed by the exporter on the basis of the prescribed criteria.

97.1 (1) Quiconque exporte vers un partenaire de libre-échange des marchandises pour lesquelles sera demandé le traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange conformément aux lois du lieu d'exportation est tenu de certifier par écrit, selon les modalités réglementaires, en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre, que les marchandises en cause sont conformes aux règles d'origine prévues par l'accord de libre-échange applicable; dans le cas où l'exportateur des marchandises n'en est pas le producteur, il remplit et signe le certificat conformément aux critères réglementaires.

Certification de l'origine : marchandises exportées vers un partenaire de libre-échange

Provision of copy of Certificate of Origin

(2) Every exporter or producer of goods who, for the purpose of enabling any person to comply with the applicable laws relating to customs of a free trade partner, completes and signs a certificate in accordance with subsection (1) shall, at the request of an officer, provide the officer with a copy of the certificate.

(2) Tout exportateur ou producteur de marchandises qui, afin de permettre à une personne de se conformer aux lois douanières applicables au lieu d'exportation des marchandises, remplit et signe le certificat est tenu d'en fournir un exemplaire à l'agent qui en fait la demande.

Exemplaire du certificat

Notification of correct information

(3) A person who has completed and signed a certificate in accordance with subsection (1) and who has reason to believe that it contains incorrect information shall immediately notify all persons to whom the certificate was given of the correct information.

(3) L'auteur du certificat ayant des motifs de croire que celui-ci contient des renseignements inexacts communique sans délai à tout destinataire du certificat les renseignements corrigés.

Modification du certificat

1996, c. 33, s. 38

45. Subsection 97.2(1) of the Act is replaced by the following:

45. Le paragraphe 97.2(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 33, art. 38

Exporters' or producers' records

97.2 (1) Every person who exports goods or causes them to be exported for sale or for any industrial, occupational, commercial, institutional or other like use or any other use that may be prescribed, and every other person who has completed and signed a certificate in accordance with subsection 97.1(1), shall keep at the place of business in Canada of that person or at any other place in Canada that may be designated by the Minister any records in respect of those goods in the manner and for the period that may be prescribed and shall, if an officer so requests, make them available to the officer and answer truthfully any questions asked by the officer in respect of the records.

97.2 (1) Toute personne qui exporte ou fait exporter des marchandises en vue de leur vente ou d'usages industriels, professionnels, commerciaux ou collectifs, ou à d'autres fins analogues ou prévues par règlement, et l'auteur du certificat prévu au paragraphe 97.1(1) sont tenus de conserver au Canada, en leur établissement ou en tout autre lieu désigné par le ministre et selon les modalités et pendant le délai réglementaires, les documents réglementaires relatifs à ces marchandises et, à la demande de l'agent, de lui communiquer ces documents et de répondre véridiquement aux questions qu'il leur pose au sujet de ces documents.

Documents de l'exportateur

1996, c. 33, s. 39

46. Paragraph 153(a.1) of the Act is replaced by the following:

46. L'alinéa 153a.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 33, art. 39

(a.1) make, or participate in, assent to or acquiesce in the making of, false or deceptive statements in an application for an advance ruling under section 43.1 or a certificate referred to in section 97.1;

a.1) de faire des déclarations fausses ou trompeuses dans le certificat visé à l'article 97.1, ou dans la demande de décision anticipée prévue à l'article 43.1, d'y participer ou d'y consentir;

47. (1) Section 164 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.1):

47. (1) L'article 164 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

Uniform Regulations

(1.2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations for the purpose of the uniform interpretation, application and administration of Chapters C and E of CCFTA and any other matters that may be agreed on from time to time by the parties to CCFTA.

(1.2) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en vue de l'interprétation, de l'application et de l'exécution uniformes des chapitres C et E de l'ALÉCC ou pour toute autre question dont peuvent convenir les parties à celui-ci.

Règlements uniformes : ALÉCC

1993, c. 44,
s. 108(2)

(2) Paragraph 164(4)(a.01) of the Act is replaced by the following:

(a.01) implements, in whole or in part, a provision of a free trade agreement;

1988, c. 65,
s. 81; 1996, c.
33, s. 40

(3) Paragraphs 164(4)(a.03) and (a.1) of the Act are repealed.

R.S., c. 41
(3rd Supp.)

Customs Tariff

48. (1) Subsection 2(1) of the *Customs Tariff* is amended by adding the following in alphabetical order:

“Canada-Chile Free Trade Agreement” has the same meaning as “Agreement” in subsection 2(1) of the *Canada-Chile Free Trade Agreement Implementation Act*;

“Canada-Chile Free Trade Agreement”
« Accord de libre-échange Canada — Chili »

“Chile”
« Chili »

“Chile” means the land, maritime, and air space under its sovereignty, and the exclusive economic zone and the continental shelf over which it exercises sovereign rights and jurisdiction in accordance with international law and its domestic law;

“Chile Tariff”
« tarif du Chili »

“Chile Tariff” means the rates of customs duty established by section 25.4;

“free trade partner”
« partenaire de libre-échange »

“free trade partner” means
(a) a NAFTA country,
(b) Chile, or
(c) Israel or another CIFTA beneficiary;

1993, c. 44,
s. 109(3)

(2) Subsection 2(2) of the Act is replaced by the following:

(2) For the purposes of this Act, goods are imported from a NAFTA country or from Chile if they are shipped directly to Canada from the NAFTA country or from Chile, as the case may be.

Goods imported from a NAFTA country or from Chile

(2) L’alinéa 164(4)a.01 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a.01) d’application totale ou partielle d’une disposition d’un accord de libre-échange;

(3) Les alinéas 164(4)a.03) et a.1) de la même loi sont abrogés.

1993, ch. 44,
par. 108(2)

1988, ch. 65,
art. 81; 1996,
ch. 33, art. 40

L.R., ch. 41
(3^e suppl.)

Tarif des douanes

48. (1) Le paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes* est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« Accord de libre-échange Canada — Chili »
S’entend de l’Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord de libre-échange Canada — Chili*.

« Accord de libre-échange Canada — Chili »
“Canada-Chile Free Trade Agreement”

« Chili » Les étendues terrestres et maritimes et l’espace aérien surjacent relevant de la souveraineté du Chili, ainsi que la zone économique exclusive et le plateau continental à l’égard desquels celui-ci exerce des droits souverains et a compétence conformément au droit international et à sa législation intérieure.

« Chili »
“Chile”

« partenaire de libre-échange » Selon le cas :
a) un pays ALÉNA;
b) le Chili;
c) Israël ou autre bénéficiaire de l’ALÉCI.

« partenaire de libre-échange »
“free trade partner”

« tarif du Chili » Les taux de droits de douane établis par l’article 25.4.

« tarif du Chili »
“Chile Tariff”

(2) Le paragraphe 2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l’application de la présente loi, les marchandises qui sont transportées directement au Canada en provenance d’un pays ALÉNA ou du Chili sont des marchandises importées d’un pays ALÉNA ou du Chili, selon le cas.

1993, ch. 44,
par. 109(3)

Marchandises importées d’un pays ALÉNA ou du Chili

49. Section 7 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Abbreviation

(4) For the purposes of Schedule I, the abbreviation “CCFTA” refers to the “Canada-Chile Free Trade Agreement”.

1993, c. 44, s. 114

50. Subsection 21(5) of the Act is replaced by the following:

If there is no rate

(5) The symbol “N/A”, where it appears in the column “Mexico Tariff”, “Mexico-United States Tariff”, “Chile Tariff”, “NAFTA Staging Category”, “MFN Staging Category” or “CCFTA Staging Category” of a tariff item in Schedule I, indicates that there is no Mexico Tariff, Mexico-United States Tariff or Chile Tariff rate of customs duty or tariff reduction in stages as specified in subsection 25.2(3) or (3.1) or section 25.4, as the case may be, for that tariff item.

51. The Act is amended by adding the following after section 25.3:

Canada-Chile Free Trade Agreement

Chile Tariff

Application of Tariff

25.4 (1) Subject to subsections (2) to (6) and sections 25.5 to 25.8, goods that originate in Chile are entitled to the rates of customs duty, if any, set out with respect to those goods in the column “Chile Tariff” of Schedule I.

Staging

(2) Subject to section 25.7, if “A” appears in the column “CCFTA Staging Category” of Schedule I in relation to goods entitled to the Chile Tariff, the rate of customs duty set out with respect to those goods is free.

Staging

(3) Subject to section 25.7, if “A-”, “B-”, “Ba”, “B” or “X” appears in the column “CCFTA Staging Category” of Schedule I in relation to goods entitled to the Chile Tariff, the rate of customs duty that applies to those goods is the rate set out in the column “Chile Tariff” and shall be reduced

(a) if “A-” appears,

(i) effective on January 1, 1998, to one half of the rate set out in the column “Chile Tariff”, and

49. L'article 7 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Pour l'application de l'annexe I, l'abréviation « ALÉCC » signifie « Accord de libre-échange Canada — Chili ».

Accord de libre-échange Canada — Chili

50. Le paragraphe 21(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 44, art. 114

(5) Le symbole « S/O » qui figure dans les colonnes intitulées « Tarif du Mexique », « Tarif Mexique — États-Unis », « Tarif du Chili », « Catégorie d'échelonnement ALÉNA », « Catégorie d'échelonnement ALÉNA » ou « Catégorie d'échelonnement ALÉCC » à l'annexe I, en regard d'un numéro tarifaire, indique que le tarif en cause ou la réduction de droits prévue aux paragraphes 25.2(3) ou (3.1) ou à l'article 25.4 ne s'appliquent pas aux marchandises de ce numéro tarifaire.

Non-application du tarif

51. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 25.3, de ce qui suit :

Accord de libre-échange Canada — Chili

Tarif du Chili

25.4 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (6) et des articles 25.5 à 25.8, les marchandises originaires du Chili bénéficient du taux de droits de douane éventuellement inscrit à l'annexe I pour ces marchandises dans la colonne « Tarif du Chili ».

Application du tarif

(2) Sous réserve de l'article 25.7, dans les cas où « A » figure, dans la colonne « Catégorie d'échelonnement ALÉCC » à l'annexe I, à l'égard de marchandises bénéficiant du tarif du Chili, le taux de droits de douane applicable à ces dernières est de zéro.

Échelonnement

(3) Sous réserve de l'article 25.7, dans les cas où « A- », « B- », « Ba », « B » ou « X » figure, dans la colonne « Catégorie d'échelonnement ALÉCC » à l'annexe I, à l'égard de marchandises bénéficiant du tarif du Chili, le taux de droits de douane applicable est le taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili » et est réduit par étapes de la façon suivante :

Échelonnement

a) dans le cas de « A- » :

(i) à compter du 1^{er} janvier 1998 : la moitié du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,

- (ii) effective on January 1, 1999, to free;
- (b) if “B-” appears,
- (i) effective on January 1, 1998, to 83.4% of the rate set out in the column “Chile Tariff”,
- (ii) effective on January 1, 1999, to 66.7% of the rate set out in the column “Chile Tariff”,
- (iii) effective on January 1, 2000, to 50% of the rate set out in the column “Chile Tariff”, and
- (iv) effective on January 1, 2001, to free;
- (c) if “Ba” appears,
- (i) effective on January 1, 1998, to four fifths of the rate set out in the column “Chile Tariff”,
- (ii) effective on January 1, 1999, to three fifths of the rate set out in the column “Chile Tariff”,
- (iii) effective on January 1, 2000, to two fifths of the rate set out in the column “Chile Tariff”,
- (iv) effective on January 1, 2001, to one fifth of the rate set out in the column “Chile Tariff”, and
- (v) effective on January 1, 2002, to free;
- (d) if “B” appears,
- (i) effective on January 1, 1998, to five sixths of the rate set out in the column “Chile Tariff”,
- (ii) effective on January 1, 1999, to four sixths of the rate set out in the column “Chile Tariff”,
- (iii) effective on January 1, 2000, to three sixths of the rate set out in the column “Chile Tariff”,
- (iv) effective on January 1, 2001, to two sixths of the rate set out in the column “Chile Tariff”,
- (v) effective on January 1, 2002, to one sixth of the rate set out in the column “Chile Tariff”, and
- (vi) effective on January 1, 2003, to free; and
- (ii) à compter du 1^{er} janvier 1999 : zéro;
- b) dans le cas de « B- » :
- (i) à compter du 1^{er} janvier 1998 : 83,4 % du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (ii) à compter du 1^{er} janvier 1999 : 66,7 % du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (iii) à compter du 1^{er} janvier 2000 : 50 % du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (iv) à compter du 1^{er} janvier 2001 : zéro;
- c) dans le cas de « Ba » :
- (i) à compter du 1^{er} janvier 1998 : les quatre cinquièmes du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (ii) à compter du 1^{er} janvier 1999 : les trois cinquièmes du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (iii) à compter du 1^{er} janvier 2000 : les deux cinquièmes du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (iv) à compter du 1^{er} janvier 2001 : un cinquième du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (v) à compter du 1^{er} janvier 2002 : zéro;
- d) dans le cas de « B » :
- (i) à compter du 1^{er} janvier 1998 : les cinq sixièmes du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (ii) à compter du 1^{er} janvier 1999 : les quatre sixièmes du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (iii) à compter du 1^{er} janvier 2000 : les trois sixièmes du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (iv) à compter du 1^{er} janvier 2001 : les deux sixièmes du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (v) à compter du 1^{er} janvier 2002 : un sixième du taux figurant dans la colonne « Tarif du Chili »,
- (vi) à compter du 1^{er} janvier 2003 : zéro;

	(e) if “X” appears, effective on January 1, 2003, to free.	e) dans le cas de « X », à compter du 1 ^{er} janvier 2003, zéro.	
Staging	(4) If “J” appears in the column “CCFTA Staging Category” of Schedule I in relation to goods entitled to the Chile Tariff, the goods are entitled to the rate set out with respect to those goods in the “Chile Tariff” column, unless that Tariff provides for a reduction of the rate of customs duty, in which case the reduced rates shall apply as provided.	(4) Dans les cas où « J » figure, dans la colonne « Catégorie d’échelonnement ALÉCC » à l’annexe I, à l’égard de marchandises bénéficiant du tarif du Chili, le taux de droits de douane applicable est le taux indiqué dans la colonne « Tarif du Chili », à moins que ce tarif ne prévoie la réduction du taux de droits de douane, auquel cas ceux-ci sont réduits en conséquence.	Échelonnement
Rounding amounts	(5) If a specific rate of customs duty applicable by virtue of subsection (3) contains a fraction of one tenth of a cent, the rate shall be rounded downward to the nearest one tenth of a cent.	(5) Dans les calculs visés au paragraphe (3), les résultats formés de nombres décimaux sont arrêtés au dixième de cent.	Arrondissement des nombres
Rounding amounts	(6) If a percentage rate of customs duty applicable to goods by virtue of subsection (3) contains a fraction of one tenth of one per cent, the rate shall be rounded downward to the nearest one tenth of one per cent.	(6) Dans ces calculs, les résultats donnés en pourcentage sont arrêtés au dixième pour cent.	Arrondissement des nombres
Reduction of rate	25.5 (1) For the purpose of giving effect to paragraphs X, XI and XII in the portion of the Tariff Schedule of Canada referred to in Annex C-02.2 of the Canada-Chile Free Trade Agreement entitled “Tariff Elimination — Staging Category Descriptions”, the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, may by order reduce, for the period and subject to the conditions that are specified in the order, the rate of customs duty shown in the column “Chile Tariff” in relation to goods where “X” appears in the “CCFTA Staging Category” column of Schedule I.	25.5 (1) En vue de donner effet aux paragraphes X, XI et XII de la liste tarifaire mentionnée à l’annexe C-02.2 de l’Accord de libre-échange Canada — Chili et intitulée « Élimination des droits tarifaires : Descriptions des catégories d’échelonnement », le gouverneur en conseil peut par décret, sur recommandation du ministre des Finances, réduire, pour la période et aux conditions précisées, le taux de droits de douane figurant dans la colonne « Tarif du Chili » en regard de marchandises dans les cas où « X » figure dans la colonne « Catégorie d’échelonnement ALÉCC » à l’annexe I.	Réduction par décret
Increase of rate	(2) For the purpose of giving effect to paragraph 4 of Article C-14 of the Canada-Chile Free Trade Agreement with respect to any agricultural goods, the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, may by order increase, for the period and subject to the conditions that are specified in the order, the rate of customs duty with respect to those goods, but the rate may not exceed the Most-Favoured-Nation Tariff rate that is in effect on the effective date of the order.	(2) En vue de donner effet au paragraphe 4 de l’article C-14 du même accord relativement à des produits agricoles, le gouverneur en conseil peut par décret, sur recommandation du ministre des Finances, augmenter, pour la période et aux conditions précisées, le taux de droits de douane applicable aux marchandises visées, à concurrence du taux de la nation la plus favorisée en vigueur à la date de prise d’effet du décret.	Augmentation par décret

Period and revocation of order

(3) An order made under subsection (2) (a) remains in effect, subject to this section, for the period that is specified in the order; and (b) may, notwithstanding any other provision of this section, be amended or revoked at any time by the Governor in Council on the recommendation of the Minister of Finance, unless, before that time, a resolution praying that the order be revoked has been adopted by both Houses of Parliament under subsection (4).

(3) Le décret pris en vertu du paragraphe (2) :

a) s'applique, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période qui y est spécifiée;

b) peut, sur recommandation du ministre des Finances, malgré les autres dispositions du présent article, être à tout moment modifié ou annulé par le gouverneur en conseil sauf si les deux chambres du Parlement ont déjà adopté, aux termes du paragraphe (4), une résolution de révocation.

Durée et révocation du décret

Resolution of Parliament revoking order

(4) If a resolution praying that an order made under subsection (2) be revoked is adopted by both Houses of Parliament, the order ceases to have effect on the day that the resolution is adopted or, if the adopted resolution specifies a day on which the order ceases to have effect, on that specified day.

(4) Le décret pris en vertu du paragraphe (2) cesse de s'appliquer le jour de l'adoption d'une résolution de révocation par les deux chambres du Parlement ou, le cas échéant, le jour que prévoit cette résolution.

Résolution de révocation

Notice in *Canada Gazette*

(5) If an order ceases to have effect under subsection (4), the Minister of Finance shall publish a notice to that effect in the *Canada Gazette*.

(5) Le ministre des Finances donne avis, dans la *Gazette du Canada*, de la cessation d'effet de tout décret en application du paragraphe (4).

Avis

Ceases to be in force

(6) This section ceases to be in force on December 31, 2002.

(6) Le présent article cesse d'avoir effet le 31 décembre 2002.

Cessation d'effet

Extension of Chile Tariff

25.6 Notwithstanding any other provision of this Act and for the purpose of giving effect to Appendix 5.1 of Annex C-00-B of the Canada-Chile Free Trade Agreement, the Minister of Finance may, by order, extend the benefit of the Chile Tariff to any imported goods under the conditions that are specified in the order.

25.6 Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le ministre des Finances peut, par arrêté pris pour donner effet à l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de l'Accord de libre-échange Canada — Chili, accorder, aux conditions qu'il détermine, le bénéfice du tarif du Chili à des marchandises importées.

Octroi du tarif du Chili

Conditions

25.7 Goods that originate in Chile are entitled to the benefit of the Chile Tariff only if

(a) proof of origin of the goods is given in accordance with the *Customs Act*; and

(b) the goods are entitled, in accordance with any regulations made under paragraph 13(2)(b), to the benefit of that tariff treatment.

25.7 Le bénéfice du tarif du Chili n'est accordé à l'égard de marchandises originaires du Chili que si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'origine des marchandises est justifiée conformément à la *Loi sur les douanes*;

b) elles sont passibles de ce traitement tarifaire en vertu des règlements d'application de l'alinéa 13(2)b).

Conditions

Tariff Rate Quota

Contingent tarifaire

Limits on reduction of duty

25.8 (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, by order, specify limits on the quantity of goods of tariff item No. 0703.10.92, or on the aggregate quantity of goods of tariff item No. 0810.10.11 and of goods of tariff item No. 0810.10.92, that are entitled to the benefit of the Chile Tariff, and the limits shall apply during the periods that may be specified in the order.

25.8 (1) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut par décret, pour les périodes qui y sont spécifiées, limiter la quantité des marchandises des numéros tarifaires 0703.10.92 ou la quantité globale des marchandises des numéros tarifaires 0810.10.11 et 0810.10.92 qui bénéficient du tarif du Chili.

Limitation

Ceases to be in force

(2) This section ceases to be in force on December 31, 2002.

(2) Le présent article cesse d'avoir effet le 31 décembre 2002.

Cessation d'effet

1996, c. 33, s. 44

52. Section 33 of the Act is replaced by the following:

52. L'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 33, art. 44

Goods in transit

33. If, before the date on which an order made under paragraph 23(1)(b), 27(1)(b), 28(1)(b), 36(1)(b) or 38(1)(b), section 49 or 52, paragraph 54(1)(a) or subsection 59(2), 59.1(1), (8) or (11), 60.1(1), 60.11(2), 60.12(1), 60.13(2), 60.4(1) or 60.41(1) becomes effective, goods were in transit to Canada, the goods are entitled to the benefit of the tariff treatment that was applicable to those goods before that date if the order specifies that the tariff treatment shall apply to those goods.

33. Les marchandises qui, avant la date de prise d'effet d'un décret pris en vertu des alinéas 23(1)b), 27(1)b), 28(1)b), 36(1)b) ou 38(1)b), des articles 49 ou 52, de l'alinéa 54(1)a) ou des paragraphes 59(2), 59.1(1), (8) ou (11), 60.1(1), 60.11(2), 60.12(1), 60.13(2), 60.4(1) ou 60.41(1), étaient en transit vers le Canada bénéficient du traitement tarifaire antérieur au décret, si celui-ci contient une disposition en ce sens.

Marchandises en transit

1996, c. 33, s. 46

53. The heading before section 59.1 of the Act is replaced by the following:

53. L'intertitre précédant l'article 59.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 33, art. 46

*Global Emergency Measures**Mesures d'urgence*

1993, c. 44, s. 126; 1994, c. 47, s. 81(3), par. 89(a)(F), 90(a)(F)

54. (1) Subsections 59.1(3) and (3.1) of the Act are replaced by the following:

54. (1) Les paragraphes 59.1(3) et (3.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 44, art. 126; 1994, ch. 47, par. 81(3), al. 89a)(F), 90a)(F)

Free trade partner emergency measures

(3) An order under subsection (1) may be made applicable to goods of any kind imported from a free trade partner only if it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on the basis of a report under section 20 or 29 of the *Canadian International Trade Tribunal Act* or a report of the Minister of Finance, that

(3) Le décret visé au paragraphe (1) ne s'applique aux marchandises de toute nature importées d'un partenaire de libre-échange que si le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement du rapport prévu aux articles 20 ou 29 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* ou d'un rapport du ministre des Finances, que, d'une part, la quantité de ces marchandises constitue une part substantielle du total des importations de marchandises de même nature et que, d'autre part, les marchandises en cause contribuent de manière importante, à elles seules ou, s'agis-

Mesures d'urgence : partenaires de libre-échange

(a) the quantity of those goods represents a substantial share of total imports of goods of the same kind;

(b) in the case of goods imported from a NAFTA country, the quantity of those goods, alone or, in exceptional circumstances, together with the quantity of goods of the same kind imported from each other NAFTA country, contributes importantly to serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods; and

(c) in the case of goods imported from any other free trade partner, the quantity of those goods contributes importantly to serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

Prohibition
against further
orders

(3.1) Subject to subsection (3.2), an order may be made under subsection (1) with respect to goods that have already been the subject of an order made under that subsection or subsection 5(3) of the *Export and Import Permits Act* only if, after the expiration of the order and any related orders made under subsection (8) or (11) of this section or subsection 5(3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act*, there has elapsed a period equal to the greater of two years and the total period during which the order or orders were in effect.

1993, c. 44,
s. 126; 1994,
c. 47,
s. 81(5), par.
89(b)(F)

(2) Subsections 59.1(6) and (7) of the Act are replaced by the following:

(6) If an order that applies to goods imported from a free trade partner by virtue of subsection (3) is made under subsection (1) on the basis of a report of the Minister of Finance, the order ceases to have effect with respect to those goods on the expiration of the two hundredth day after the day on which the order is made, except that it remains in effect for the period, not exceeding four years, that is specified in the order if, before the order so ceases to have effect, the Canadian International Trade Tribunal reports to the Governor in Council under the *Canadian International Trade Tribunal Act* that

(a) the quantity of those goods as described in the report of the Minister of Finance is substantial in comparison with the quantity

Duration of
order

sant de marchandises importées d'un pays ALÉNA et dans des circonstances exceptionnelles, avec celles de même nature importées des autres pays ALÉNA, à causer ou à menacer de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(3.1) Sous réserve du paragraphe (3.2), il ne peut être pris de décret en vertu du paragraphe (1) à l'égard des marchandises qui ont déjà fait l'objet d'un décret pris en vertu de ce paragraphe ou du paragraphe 5(3) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* tant qu'il ne s'est pas écoulé, depuis l'expiration du décret en cause et de tout décret pris en vertu des paragraphes 5(3.2) ou (4.1) de cette loi ou des paragraphes (8) ou (11) du présent article, au moins deux ans ou, s'il est plus long, un délai égal à la période d'application du décret ou des décrets.

Interdiction

(2) Les paragraphes 59.1(6) et (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(6) Le décret applicable, en raison du paragraphe (3), aux marchandises importées d'un partenaire de libre-échange et pris en vertu du paragraphe (1) sur le fondement d'un rapport du ministre des Finances cesse de s'appliquer à ces marchandises à l'expiration du deux centième jour suivant sa prise; toutefois, il s'applique pendant la période — d'au plus quatre ans — qui y est spécifiée si le Tribunal canadien du commerce extérieur a indiqué au gouverneur en conseil, dans un rapport établi conformément à la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que, d'une part, la quantité des marchandises faisant l'objet du rapport du ministre des Finances est substantielle comparativement à la quantité des marchandises de

1993, ch. 44,
art. 126;
1994, ch. 47,
par. 81(5), al.
89b)(F)

Durée du
décret

of goods of the same kind imported from other countries;

(b) in the case of goods imported from a NAFTA country, the quantity of those goods, alone or, in exceptional circumstances, together with the quantity of goods of the same kind imported from each other NAFTA country, contributes importantly to the serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods; and

(c) in the case of goods imported from any other free trade partner, the quantity of those goods contributes importantly to the serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

Revocation

(7) If an order that applies to goods imported from a free trade partner by virtue of subsection (3) is made under subsection (1) on the basis of a report of the Minister of Finance, that order shall be revoked by the Governor in Council if the Governor in Council is satisfied on the basis of a report of the Canadian International Trade Tribunal, made under the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that the quantity of those goods is not substantial in comparison with the quantity of goods of the same kind imported from other countries or

(a) in the case of goods imported from a NAFTA country, that the quantity of those goods, alone or, in exceptional circumstances, together with the quantity of goods of the same kind imported from each other NAFTA country, does not contribute importantly to the serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods; and

(b) in the case of goods imported from any other free trade partner, that the quantity of those goods does not contribute importantly to the serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

même nature importées d'autres pays et que, d'autre part, les marchandises en cause contribuent de manière importante, à elles seules ou, s'agissant de marchandises importées d'un pays ALÉNA et dans des circonstances exceptionnelles, avec celles de même nature importées des autres pays ALÉNA, à causer ou à menacer de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

Révocation

(7) Le gouverneur en conseil annule le décret applicable, en raison du paragraphe (3), aux marchandises importées d'un partenaire de libre-échange et pris en vertu du paragraphe (1) sur le fondement d'un rapport du ministre des Finances, s'il est convaincu, sur le fondement du rapport du Tribunal canadien du commerce extérieur prévu par la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que la quantité de ces marchandises n'est pas substantielle comparativement à la quantité des marchandises de même nature importées d'autres pays ou que les marchandises en cause ne contribuent pas de manière importante, à elles seules ou, s'agissant de marchandises importées d'un pays ALÉNA et dans des circonstances exceptionnelles, avec celles de même nature importées des autres pays ALÉNA, à causer ou à menacer de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

1994, c. 47,
s. 81(6)

(3) The portion of subsection 59.1(8) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Extension
order

(8) If, at any time before the expiration of an order with respect to any goods made under this subsection, subsection (1) or (11) of this section or subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act*, it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under section 30.07 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that

1994, c. 47,
s. 81(6)

(4) Subsection 59.1(8.3) of the Act is replaced by the following:

Exception

(8.3) Notwithstanding subsection (8), an extension order under that subsection may be made applicable to goods of any kind imported from a free trade partner only if it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on the basis of a report under the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that

(a) the quantity of those goods represents a substantial share of total imports of goods of the same kind;

(b) in the case of goods imported from a NAFTA country, the quantity of those goods, alone or, in exceptional circumstances, together with the quantity of goods of the same kind imported from each other NAFTA country, contributes importantly to the serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods; and

(3) Le paragraphe 59.1(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 47,
par. 81(6)

(8) Si, avant l'expiration du décret pris en vertu du présent paragraphe, des paragraphes (1) ou (11) du présent article ou des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, le gouverneur en conseil est convaincu, en se fondant sur une enquête menée, en vertu de l'article 30.07 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, par le Tribunal canadien du commerce extérieur, que, d'une part, un décret continue d'être nécessaire pour éviter qu'un dommage grave ne soit causé à des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou pour réparer un tel dommage, et, d'autre part, il existe des éléments de preuve selon lesquels les producteurs nationaux procèdent à des ajustements, selon les règlements pris en vertu de l'alinéa 40b) de cette loi, il peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret, assujettir à une surtaxe toutes marchandises visées par le décret antérieur qui sont importées des pays mentionnés dans le décret.

Extension

(4) Le paragraphe 59.1(8.3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 47,
par. 81(6)

(8.3) Par dérogation au paragraphe (8), le décret pris en vertu de ce paragraphe ne s'applique aux marchandises de toute nature importées d'un partenaire de libre-échange que si le gouverneur en conseil est convaincu, en se fondant sur un rapport établi conformément à la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que, d'une part, la quantité de ces marchandises constitue une part substantielle du total des importations de marchandises de même nature importées d'autres pays et que, d'autre part, les marchandises en cause contribuent de manière importante, à elles seules ou, s'agissant de marchandises importées d'un pays ALÉNA et dans des circonstances exceptionnelles, avec celles de même nature importées des autres pays ALÉNA, à causer ou à menacer de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

Exception

(c) in the case of goods imported from any other free trade partner, the quantity of those goods contributes importantly to the serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

1994, c. 47,
s. 81(6)

(5) Paragraph 59.1(8.4)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) remains in effect, subject to this section, for the period that is specified in the order, but the total of the specified period and the periods during which the goods were subject to related orders made under subsection (1), (8) or (11) of this section or subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act* shall not exceed eight years; and

1993, c. 44,
s. 126; 1994,
c. 47, s. 81(6)

(6) Subsections 59.1(11) to (14) of the Act are replaced by the following:

(11) If an order has been made under subsection (1) or (8) imposing a surtax that does not apply to goods imported from a free trade partner by virtue of subsection (3) or (8.3) and the Governor in Council is satisfied (on the recommendation of the Minister of Finance made as a result of an inquiry by the Canadian International Trade Tribunal) that there has been a surge of those goods on or after the coming into force of the order and that, as a result of that surge, the effectiveness of the imposition of the surtax is being undermined, the Governor in Council may, by order, make any goods of that kind that are imported from that free trade partner, when imported into Canada or any region or part of Canada specified in the order during the period that the order is in effect, subject to a surtax at

(a) a rate specified in the order; or

(b) at a rate specified in the order that varies from time to time as the quantity of those goods imported into Canada or that region or part of Canada during a period specified in the order equals or exceeds totals specified in the order.

The rate specified may not exceed the rate that, in the opinion of the Governor in Coun-

Surtax on
goods
imported from
a free trade
partner

(5) L'alinéa 59.1(8.4)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) s'applique, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période qui y est spécifiée, celle-ci et les périodes pendant lesquelles les marchandises ont fait l'objet de décrets pris en vertu des paragraphes (1), (8) ou (11) du présent article ou des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* ne pouvant toutefois excéder huit ans;

1994, ch. 47,
par. 81(6)

(6) Les paragraphes 59.1(11) à (14) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(11) En cas de prise, en vertu des paragraphes (1) ou (8), d'un décret imposant une surtaxe qui, en raison des paragraphes (3) ou (8.3), ne s'applique pas aux marchandises importées d'un partenaire de libre-échange, si le gouverneur en conseil est d'avis, sur recommandation du ministre des Finances faite par suite d'une enquête du Tribunal canadien du commerce extérieur, d'une part, qu'il y a eu augmentation subite de l'importation de ces marchandises depuis l'entrée en vigueur du décret et, d'autre part, qu'en conséquence, l'efficacité de la surtaxe est diminuée, il peut, par décret, assujettir ces marchandises à une surtaxe lors de leur importation au Canada ou dans une de ses régions ou parties précisées dans le décret, pendant la période de validité de celui-ci. Le taux de la surtaxe est spécifié dans le décret et est soit fixe, soit variable selon que la quantité des marchandises importées au Canada ou dans une de ses régions ou parties pendant la période spécifiée dans le décret est égale ou supérieure aux quantités totales ainsi spécifiées; il ne peut dépasser le taux qui, de l'avis du gouverneur en conseil, suffit pour prévenir la diminution d'efficacité du décret visé aux paragraphes (1) ou (8).

1993, ch. 44,
art. 126;
1994, ch. 47,
par. 81(6)

Surtaxe sur
les
importations
d'un
partenaire de
libre-échange

cil, is sufficient to prevent the undermining of the order made under subsection (1) or (8).

Rate

(12) The rate of a surtax imposed under subsection (1), (8) or (11) on goods imported from a free trade partner need not be the same rate as that imposed under subsection (1) or (8) on goods of the same kind imported from any other country, but it shall in no case exceed the rate of surtax imposed under either of those subsections on goods of the same kind imported from any other country.

(12) Le taux de la surtaxe imposée, en vertu des paragraphes (1), (8) ou (11), sur les marchandises importées d'un partenaire de libre-échange n'est pas obligatoirement le même que celui de la surtaxe imposée en vertu des paragraphes (1) ou (8) sur les marchandises de même nature importées d'autres pays; ce taux ne peut cependant dépasser celui de la surtaxe imposée sur ces marchandises.

Taux

Limitation

(13) If the Governor in Council makes an order under subsection (1) or (8) that applies to goods imported from a free trade partner by virtue of subsection (3) or (8.3) or makes an order under subsection (11), the Governor in Council shall, in respect of goods imported from a free trade partner, be guided by subparagraph 5(b) of Article 802 of the North American Free Trade Agreement, subparagraph 5(b) of Article F-02 of the Canada-Chile Free Trade Agreement or subparagraph 5(b) of Article 4.6 of the Canada-Israel Free Trade Agreement, as the case may be.

(13) Le gouverneur en conseil, s'il prend soit un décret en vertu des paragraphes (1) ou (8), applicable aux marchandises importées d'un partenaire de libre-échange en raison des paragraphes (3) ou (8.3), soit un décret en vertu du paragraphe (11), doit tenir compte de l'alinéa 5b) de l'article 802 de l'Accord de libre-échange nord-américain, de l'alinéa 5b) de l'article F-02 de l'Accord de libre-échange Canada — Chili ou de l'alinéa 5b) de l'article 4.6 de l'Accord de libre-échange Canada — Israël, selon le cas, en ce qui a trait à ces marchandises.

Réserve

Definitions

(14) The definitions in this subsection apply in this section.

(14) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

“contribute importantly”
« *contribuer de manière importante* »

“contribute importantly”, in respect of goods imported from a NAFTA country or from Chile, means to be an important cause, but not necessarily the most important cause;

« augmentation subite » À l'égard de marchandises importées d'un pays ALÉNA ou du Chili, s'entend, selon le cas, au sens de l'article 805 de l'Accord de libre-échange nord-américain ou à celui de l'article F-05 de l'Accord de libre-échange Canada — Chili.

« augmentation subite »
“surge”

“surge”
« *augmentation subite* »

“surge”, in respect of goods imported from a NAFTA country or from Chile, has the meaning given that word by Article 805 of the North American Free Trade Agreement or Article F-05 of the Canada-Chile Free Trade Agreement, as the case may be.

« contribuer de manière importante » À l'égard de marchandises importées d'un pays ALÉNA ou du Chili, se dit de ce qui constitue une cause importante sans être nécessairement la plus importante.

« contribuer de manière importante »
“contribute importantly”

1993, c. 44,
s. 126

(7) Subsection 59.1(18) of the Act is repealed.

(7) Le paragraphe 59.1(18) de la même loi est abrogé.

1993, ch. 44,
art. 126

1996, c. 33,
s. 47

55. Section 59.11 of the Act and the heading before it are repealed.

55. L'article 59.11 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

1996, ch. 33,
art. 47

1996, c. 33,
s. 47

56. Section 59.2 of the Act is replaced by the following:

56. L'article 59.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 33,
art. 47

Revocation or amendment of surtax order

59.2 If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of a mid-term review by the Canadian International Trade Tribunal under section 19.02 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that an order imposing or extending the application of a surtax under section 59.1 should be revoked or amended, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, by order, revoke or amend the order.

R.S., c. 47, (4th Supp.), s. 52 (Sch., items 3(4), (5), (6)); 1988, c. 65, s. 96

57. Section 60 of the Act and the heading before it are repealed.

58. The Act is amended by adding the following after section 60.12:

Bilateral Emergency Measures — Chile

60.13 (1) This section does not apply in respect of textile and apparel goods set out in Appendix 1.1 of Annex C-00-B of the Canada-Chile Free Trade Agreement.

(2) Subject to this section, if at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under subsection 19.012(2) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* or further to a complaint filed under subsection 23(1.05) of that Act, that goods of any kind that are entitled to the benefit of the Chile Tariff are, as a result of that entitlement, being imported into Canada in such increased quantities and under such conditions as to alone constitute a principal cause of serious injury, or a threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, by order,

(a) suspend, during the period that the order is in effect, any reduction of the rate of customs duty with respect to those goods that would otherwise be made after that time by virtue of the Chile Tariff;

(b) in the case of goods on which a customs duty is imposed on a seasonal basis, make

Non-application

Order by Governor in Council

59.2 Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par décret, annuler ou modifier le décret pris en vertu de l'article 59.1 s'il est convaincu, en se fondant sur un examen fait, en vertu de l'article 19.02 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, par le Tribunal canadien du commerce extérieur, que cela devrait être fait.

57. L'article 60 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

58. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 60.12, de ce qui suit :

Mesures d'urgence : Chili

60.13 (1) Le présent article ne s'applique pas aux produits textiles et vêtements figurant à l'appendice 1.1 de l'annexe C-00-B de l'Accord de libre-échange Canada — Chili.

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d'une enquête menée par le Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du paragraphe 19.012(2) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* ou en vertu d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.05) de cette loi, que des marchandises de toute nature sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif du Chili, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret :

a) suspendre, pendant la période de validité du décret, toute réduction du taux des droits de douane qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises par application de ce tarif;

Modification ou annulation du décret imposant une surtaxe

L.R., ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., n^{os} 3(4), (5), (6); 1988, ch. 65, art. 96

Non-application

Décret

those goods subject to a temporary duty, over and above any other duty specified in this Act or in any other law relating to customs, at a rate specified in the order, but no such rate shall, together with the rate of customs duty specified in the Chile Tariff that is in effect with respect to those goods at that time, exceed the Most-Favoured-Nation rate of customs duty that was in effect with respect to such goods in the season for those goods immediately before the coming into force of this section corresponding to the season for those goods during which the temporary duty is imposed; or

(c) in the case of goods other than goods referred to in paragraph (b), make those goods subject to a temporary duty, over and above any other duty specified in this Act or in any other law relating to customs, at a rate specified in the order, but no such rate shall, together with the rate of customs duty specified in the Chile Tariff that is in effect in respect of those goods at that time, exceed the lesser of

- (i) the Most-Favoured-Nation rate of customs duty that was in effect in respect of those goods on the day before the coming into force of this section, and
- (ii) the Most-Favoured-Nation rate of customs duty that is in effect in respect of those goods at the time the order is made.

(3) An order under subsection (2)

(a) may not be made more than once during the period beginning on the coming into force of this section and ending on December 31, 2002 in respect of goods of a particular kind and, if made during that period, shall remain in effect for the period, not exceeding three years, that is specified in the order; and

(b) may only be made after December 31, 2002 pursuant to an agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile relating either generally or specifically to the application of subsection (2).

b) s'agissant de marchandises passibles de droits de douane saisonniers, les assujettir à des droits temporaires, en plus des droits de douane imposés en vertu de la présente loi ou de toute autre loi relative aux douanes, au taux spécifié dans le décret, lequel, ajouté au taux de droits de douane prévu par le tarif du Chili en vigueur à l'égard des marchandises, ne peut dépasser le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée en vigueur à leur égard pendant la saison correspondante de l'année précédant l'entrée en vigueur du présent article;

c) s'agissant de marchandises autres que celles mentionnées à l'alinéa b), les assujettir à des droits temporaires, en plus des droits de douane imposés en vertu de la présente loi ou de toute autre loi relative aux douanes, au taux spécifié dans le décret, lequel, ajouté au taux de droits de douane prévu par ce tarif à l'égard de ces marchandises, ne peut dépasser le moindre des taux suivants :

- (i) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée applicable à leur égard immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article,
- (ii) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée applicable à leur égard à la date de prise du décret.

(3) Le décret :

a) ne peut être pris qu'une fois à l'égard des marchandises d'une nature donnée pendant la période commençant à l'entrée en vigueur du présent article et se terminant le 31 décembre 2002 et, le cas échéant, demeure en vigueur pendant la période — d'au plus trois ans — qui y est spécifiée;

b) ne peut être pris, après le 31 décembre 2002, qu'aux termes d'un accord conclu par le gouvernement du Canada et celui de la République du Chili portant, de manière générale ou particulière, sur l'application du paragraphe (2).

Rate of duty when order ceases to have effect

(4) If an order made under subsection (2) ceases to have effect in a given calendar year,

(a) the rate of customs duty applicable to the goods after the order ceases to have effect and until December 31 of that year is the rate that would have been applicable on the first anniversary of the making of the order if the rate of customs duty had been reduced in accordance with section 25.4; and

(b) the rate of customs duty applicable to the goods beginning on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect is the rate specified by the Minister of Finance under subsection (5).

Specification of applicable rate

(5) The Minister of Finance shall, by order, specify either

(a) that the rate referred to in paragraph (4)(b) is the rate of customs duty that would have been applicable on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect if the rate of customs duty had been reduced in accordance with section 25.4 and the rate for subsequent years is reduced to free in accordance with that section; or

(b) that the rate referred to in paragraph (4)(b) is the rate of customs duty that would have been applicable on the first anniversary of the making of the order and the rate is reduced to free in equal annual stages beginning on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect and ending on the day on which the rate of customs duty for the goods would otherwise be reduced to free in accordance with section 25.4.

Definition of "principal cause"

(6) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of serious injury, an important cause that is no less important than any other cause of the serious injury or threat.

Reference to customs duty in effect

(7) For the purposes of paragraph (2)(b), a reference to the Most-Favoured-Nation rate of customs duty in effect with respect to a fresh fruit or vegetable shall be read as a reference to

(4) À la cessation d'effet du décret, le taux de droits de douane applicable aux marchandises est, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret si le taux avait été réduit conformément à l'article 25.4. À compter du 1^{er} janvier, le taux applicable est celui que le ministre des Finances précise en vertu du paragraphe (5).

Taux de droits à la cessation d'effet

(5) Le ministre des Finances précise, par arrêté :

Taux précisé par arrêté

a) soit que le taux de droits de douane applicable aux marchandises à compter du 1^{er} janvier est celui qui aurait été applicable le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret si le taux avait été réduit conformément à l'article 25.4, et qu'il est, par la suite, réduit jusqu'à la franchise de droits conformément à cet article;

b) soit que le taux de droits de douane applicable aux marchandises à compter du 1^{er} janvier est celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret et qu'il est, pendant la période commençant le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret et se terminant le jour où le taux aurait été réduit jusqu'à la franchise de droits aux termes de l'article 25.4, réduit par tranches annuelles égales jusqu'à la franchise de droits.

(6) Au présent article, « cause principale » s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.

Définition de « cause principale »

(7) Pour l'application de l'alinéa (2)b), la mention du taux de droits de douane de la nation la plus favorisée en vigueur à l'égard de fruits ou légumes frais vaut mention :

Mention du taux de droits de douane en vigueur

a) dans le cas de légumes frais, du taux de droits de douane — spécifié au numéro

(a) in respect of a fresh vegetable, the rate of customs duty applicable to that vegetable as enumerated in the applicable tariff item mentioned in Supplementary Note 2(b) in Chapter 7 of Schedule I; or

(b) in respect of a fresh fruit, the rate of customs duty applicable to that fruit as enumerated in the applicable tariff item mentioned in Supplementary Note 4(b) in Chapter 8 of Schedule I.

1994, c. 47,
s. 84

59. Subsection 60.2(4) of the Act is replaced by the following:

Where
emergency
actions taken

(4) No order shall be made in respect of a fresh fruit or vegetable under subsection (1) during any period in which an order made under subsection 59.1(1), (8) or (11) or 60.1(1) of this Act or subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act* in respect of the same fresh fruit or vegetable that is entitled to the benefit of the United States Tariff is in force and any such order made under subsection (1) shall not have any force or effect during any such period.

1994, c. 47,
s. 85

60. Subsection 60.3(4) of the Act is replaced by the following:

Application of
special
measures

(4) Any order made under subsection 59.1(1), (8) or (11) of this Act or subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act* shall have effect in respect of goods referred to in subsection (2) only during any period in which the limits specified under subsection (3) for those goods have not been exceeded.

1993, c. 44,
s. 130

61. The heading before section 60.4 of the Act is replaced by the following:

*Bilateral Emergency Measures for Textile
and Apparel Goods Imported from a NAFTA
Country*

62. The Act is amended by adding the following after section 60.4:

tarifaire mentionné à la note supplémentaire 2b) du chapitre 7 de l'annexe I — applicable à ces légumes;

b) dans le cas de fruits frais, du taux de droits de douane — spécifié au numéro tarifaire mentionné à la note supplémentaire 4b) du chapitre 8 de l'annexe I — applicable à ces fruits.

1994, ch. 47,
art. 84

59. Le paragraphe 60.2(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Mesures
d'urgence

(4) L'arrêté visé au paragraphe (1) ne peut être pris à l'égard des fruits et légumes frais bénéficiant du tarif des États-Unis pendant la période de validité du décret pris à l'égard de ceux-ci en vertu des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) ou 60.1(1) de la présente loi ou des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*; l'arrêté n'a, pendant cette période, aucun effet.

1994, ch. 47,
art. 85

60. Le paragraphe 60.3(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Mesures
spéciales

(4) Le décret pris en vertu des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) de la présente loi ou des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* s'applique aux marchandises tant que la quantité globale des marchandises bénéficiant d'une réduction de droits de douane n'est pas atteinte.

1993, ch. 44,
art. 130

61. L'intertitre précédant l'article 60.4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

*Mesures d'urgence bilatérales visant les
produits textiles et vêtements importés des
pays ALÉNA*

62. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 60.4, de ce qui suit :

Bilateral Emergency Measures for Textile and Apparel Goods Imported from Chile

Mesures d'urgence bilatérales visant les produits textiles et vêtements importés du Chili

Order by
Governor in
Council

60.41 (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, make an order as described in subsection (2) if it appears to the satisfaction of the Governor in Council on the basis of

(a) a report of the Minister of Finance as a result of a complaint under subsection 23(1.06) of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, or

(b) an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under subparagraph 26(1)(a)(i.6) of that Act,

that textile and apparel goods set out in Appendix 1.1 of Annex C-00-B of the Canada-Chile Free Trade Agreement that are entitled to the benefit of the Chile Tariff are being imported into Canada in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic market for the goods, and under such conditions as to cause serious damage or an actual threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

Terms of
order

(2) The order may

(a) suspend any further reduction of any rate of customs duty with respect to the goods that would otherwise result under section 25.4; or

(b) impose, in addition to any other duty imposed under this or any other Act, a temporary duty on the goods at a rate specified in the order.

Limit on
amount of
temporary
duty

(3) The rate of temporary duty imposed under paragraph (2)(b) must not, when added to the rate of customs duty specified in Schedule I for the goods, exceed the lesser of

(a) the Most-Favoured-Nation Tariff rate for the goods that is in effect when the order is made, and

(b) the Most-Favoured-Nation Tariff rate for the goods that is in effect on June 1, 1997.

Décret

60.41 (1) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par décret, prendre les mesures mentionnées au paragraphe (2) s'il est convaincu, en se fondant soit sur un rapport du ministre des Finances établi par suite d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.06) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, soit sur une enquête menée, en vertu du sous-alinéa 26(1)a(i.6) de cette loi, par le Tribunal canadien du commerce extérieur, que des produits textiles et vêtements figurant à l'appendice 1.1 de l'annexe C-00-B de l'Accord de libre-échange Canada — Chili et bénéficiant du tarif du Chili sont importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur pour de telles marchandises, et dans des conditions telles que leur importation cause un préjudice grave ou menace réellement de causer un tel préjudice aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(2) Le décret a pour effet :

a) soit de suspendre toute réduction du taux des droits de douane qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises en vertu de l'article 25.4;

b) soit d'assujettir les marchandises à des droits temporaires, en plus des droits imposés en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, au taux qui y est spécifié.

Effets du
décret

(3) Le taux du droit temporaire imposé sur les marchandises, ajouté au taux de droits de douane prévus à l'annexe I, ne peut dépasser le moindre des taux suivants :

a) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée applicable à leur égard à la date de la prise du décret;

b) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée applicable à leur égard le 1^{er} juin 1997.

Taux
maximum

Period and
revocation

(4) Every order made under subsection (1)
(a) remains in effect, subject to this section, for the period, not exceeding three years, that is specified in the order; and
(b) may, notwithstanding any other provision of this section, be revoked at any time by the Governor in Council on the recommendation of the Minister of Finance.

(4) Le décret :

a) s'applique, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période — d'au plus trois ans — qui y est spécifiée;
b) peut, sur recommandation du ministre des Finances, malgré les autres dispositions du présent article, être à tout moment annulé par le gouverneur en conseil.

Application
et annulation
du décret

Duration of
order

(5) If an order is made under subsection (1) on the basis of a report of the Minister of Finance, the order ceases to have effect on the expiration of the one hundred and eightieth day after the day the order is made unless, before the order so ceases to have effect, the Canadian International Trade Tribunal reports to the Governor in Council pursuant to an inquiry under subparagraph 26(1)(a)(i.6) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* that the goods described in the report of the Minister of Finance are being imported into Canada from Chile under such conditions as to cause serious damage or an actual threat of serious damage to domestic producers of like or directly competitive goods, in which case the order shall remain in effect for the period, not exceeding three years, that is specified in the order.

(5) Le décret pris sur le fondement d'un rapport du ministre des Finances cesse de s'appliquer à l'expiration du cent quatre-vingtième jour suivant sa prise, à moins que, entre-temps, le Tribunal canadien du commerce extérieur ne fasse, à la suite d'une enquête menée en vertu du sous-alinéa 26(1)a)(i.6) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, rapport au gouverneur en conseil l'informant que les marchandises faisant l'objet du rapport du ministre des Finances sont importées du Chili dans des conditions telles que leur importation cause un préjudice grave ou menace réellement de causer un tel préjudice aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes. En pareil cas, le décret continue de s'appliquer pendant la période — d'au plus trois ans — qui y est spécifiée.

Durée
d'application
du décret

Extension of
order

(6) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, by order, extend the effective period of an order made as a result of an inquiry of the Canadian International Trade Tribunal referred to in paragraph (1)(b) or an order that remains in effect as a result of a report of that Tribunal, as provided in subsection (5), but the total effective period shall not exceed three years.

(6) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par décret, proroger la période d'application du décret pris par suite de l'enquête visée au paragraphe (1) ou la période d'application du décret s'appliquant encore par suite du rapport fait au titre du paragraphe (5) par le Tribunal canadien du commerce extérieur, la période d'application ne pouvant toutefois dépasser trois ans.

Prorogation

Rate of duty
after order
ceases to have
effect

(7) Where an order made under subsection (1) ceases to have effect in a given calendar year,

(a) the rate of customs duty applicable to the goods after the order ceases to have effect and until December 31 of that year shall be the rate that would have been applicable on the first anniversary of the making of the order if the rate of customs duty had been

(7) À la cessation d'effet du décret, le taux de droits de douane applicable aux marchandises est, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret si le taux avait été réduit conformément à l'article 25.4. À compter du 1^{er} janvier, le taux applicable est celui que le ministre des Finances précise en vertu du paragraphe (8).

Taux de
droits à la
cessation
d'effet

reduced in accordance with section 25.4;
and

(b) the rate of customs duty applicable to the goods beginning on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect shall be the rate specified by the Minister of Finance pursuant to subsection (8).

Specification
of applicable
rate

(8) The Minister of Finance shall, by order, specify either

(a) that the rate referred to in paragraph (7)(b) shall be the rate of customs duty that would have been applicable on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect if the rate of customs duty had been reduced in accordance with section 25.4 and the rate for subsequent years shall be reduced to free in accordance with that section; or

(b) that the rate referred to in paragraph (7)(b) shall be the rate of customs duty that would have been applicable on the first anniversary of the making of the order and the rate shall be reduced to free in equal annual stages beginning on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect and ending on the day on which the rate of customs duty for the goods would otherwise be reduced to free in accordance with section 25.4.

Further orders

(9) An order made under subsection (1) shall not be made more than once during the period beginning on the day this section comes into force and ending on June 1, 2003 in respect of goods of a particular kind.

1996, c. 33,
s. 50

63. Paragraph 62(1)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) reduce or remove customs duties on goods imported, whether before or after the order comes into force, from any country by way of compensation for any action taken under subsection 59.1(1), (8) or (11), 60.1(1), 60.11(2), 60.12(1), 60.13(2), 60.4(1) or 60.41(1) of this Act or under subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act*.

(8) Le ministre des Finances précise, par arrêté :

a) soit que le taux de droits de douane applicable aux marchandises à compter du 1^{er} janvier est celui qui aurait été applicable le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret si le taux avait été réduit conformément à l'article 25.4 et qu'il est, par la suite, réduit jusqu'à la franchise de droits conformément à cet article;

b) soit que le taux de droits de douane applicable aux marchandises à compter du 1^{er} janvier est celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret et qu'il est, pendant la période commençant le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret et se terminant le jour où le taux aurait été réduit jusqu'à la franchise de droits aux termes de l'article 25.4 réduit par tranches annuelles égales jusqu'à la franchise de droits.

Taux précisé
par arrêté

(9) Le décret visé au paragraphe (1) ne peut être pris qu'une fois à l'égard des marchandises d'une nature donnée pendant la période commençant à l'entrée en vigueur du présent article et se terminant le 1^{er} juin 2003.

Décrets
subséquents

63. L'alinéa 62(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) réduire ou supprimer les droits de douane sur les marchandises importées, avant ou après l'entrée en vigueur du décret, de tout pays en compensation de toute mesure prise en vertu des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11), 60.1(1), 60.11(2), 60.12(1), 60.13(2), 60.4(1) ou 60.41(1) de la présente loi ou des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

1996, ch. 33,
art. 50

1996, c. 33,
s. 51

64. The definition “customs duties” in section 66 of the Act is replaced by the following:

“customs
duties”
« droits de
douane »

“customs duties” means the customs duties imposed under Part I, other than surtaxes imposed under section 59, 59.1 or 60.01, temporary duties imposed under section 60.1, 60.12, 60.13, 60.2 or 60.41 or surcharges imposed under section 61;

1996, c. 33,
s. 52

65. Subsection 83.01(1) of the Act is replaced by the following:

Definition of
“customs
duties”

83.01 (1) In sections 83.02 and 83.03, “customs duties” means any customs duties imposed on imported goods under Part I, other than additional customs duties levied under section 20, or surtaxes imposed under section 59, 59.1 or 60.01, temporary duties imposed under section 60.1, 60.11, 60.12, 60.13, 60.2, 60.4 or 60.41 or surcharges imposed under section 61.

1996, c. 33,
s. 53

66. (1) Subparagraph 95(1)(a)(iii) of the Act is replaced by the following:

(iii) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, no relief of duties levied under section 20 or levied under the *Special Import Measures Act*, surtax imposed under section 59 or 59.1, temporary duty imposed under section 60.1, 60.11, 60.12, 60.13, 60.2, 60.3, 60.4 or 60.41, surcharge imposed under section 61, tax levied under the *Excise Tax Act* or duty imposed under the *Excise Act* may be granted,

(2) Section 95 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Uniform
Regulations

(2.1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, make regulations for the purpose of the uniform interpretation, application and administration of Chapters C and D of the

64. La définition de « droits de douane », à l'article 66 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

1996, ch. 33,
art. 51

« droits de douane » Les droits de douane imposés en vertu de la partie I, à l'exception d'une surtaxe imposée en vertu des articles 59, 59.1 ou 60.01, d'un droit temporaire imposé en vertu des articles 60.1, 60.12, 60.13, 60.2 ou 60.41, ou d'une surcharge imposée en vertu de l'article 61.

« droits de
douane »
“customs
duties”

65. Le paragraphe 83.01(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 33,
art. 52

83.01 (1) Pour l'application des articles 83.02 et 83.03, « droits de douane » s'entend des droits imposés sur les marchandises importées en vertu de la partie I, à l'exclusion des droits de douane supplémentaires imposés en vertu de l'article 20, des surtaxes imposées en vertu des articles 59, 59.1 ou 60.01, des droits temporaires imposés en vertu des articles 60.1, 60.11, 60.12, 60.13, 60.2, 60.4 ou 60.41 ou des surcharges imposées en vertu de l'article 61.

Définition de
« droits de
douane »

66. (1) Le sous-alinéa 95(1)(a)(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 33,
art. 53

(iii) désigner les catégories de marchandises exclues du bénéfice de l'exonération des droits imposés en vertu de l'article 20 ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, des surtaxes imposées en vertu des articles 59 ou 59.1, des droits temporaires imposés en vertu des articles 60.1, 60.11, 60.12, 60.13, 60.2, 60.3, 60.4 ou 60.41, des surcharges imposées en vertu de l'article 61, des taxes imposées en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise* ou des droits imposés en vertu de la *Loi sur l'accise*, ainsi que déterminer les circonstances de l'exclusion,

(2) L'article 95 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en vue de l'interprétation, de l'application et de l'exécution uniformes des chapitres C et D de l'Accord de

Règlements
uniformes :
Chili

Canada-Chile Free Trade Agreement and any other matters that may be agreed on from time to time by the parties to that Agreement.

libre-échange Canada — Chili ou pour toute autre question dont peuvent convenir les parties à celui-ci.

1996, c. 33,
s. 54

67. Paragraph 100(5)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, no refund or drawback of duties levied under section 20 or under the *Special Import Measures Act*, surtax levied under section 59 or 59.1, temporary duty levied under section 60.1, 60.11, 60.12, 60.13, 60.2, 60.3, 60.4 or 60.41, surcharge levied under section 61, tax levied under the *Excise Tax Act* or duty levied under the *Excise Act* shall be granted under subsection (1);

68. Schedule I to the Act is amended by

(a) adding a column with the heading “Chile Tariff” to the right of the column “NAFTA Staging Category”;

(b) adding a column with the heading “CCFTA Staging Category” to the right of the column “Chile Tariff”;

(c) adding the rate of “Free” to the column “Chile Tariff” and the letter “A” to the column “CCFTA Staging Category” for all tariff items except those set out in the schedule to this Act;

(d) striking out heading No. 98.23 and tariff item Nos. 0703.10.91, 0810.10.10, 0810.10.91, 8536.90.90, 9823.10.00, 9823.90.00, 9824.00.00, 9825.00.00 and 9827.00.00;

(e) adding, in numerical order, the heading, preambles and tariff items set out in Part I of the schedule to this Act;

(f) adding, opposite the tariff item numbers set out in Part II of the schedule to this Act, the abbreviation “N/A” in the columns “Chile Tariff” and “CCFTA Staging Category”;

(g) adding, in the columns “Chile Tariff” and “CCFTA Staging Category” respectively, for each tariff item No. set out in

1996, ch. 33,
art. 54

67. L’alinéa 100(5)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) désigner les catégories de marchandises exclues du bénéfice du remboursement ou du drawback des droits imposés en vertu de l’article 20 ou de la *Loi sur les mesures spéciales d’importation*, des surtaxes imposées en vertu des articles 59 ou 59.1, des droits temporaires imposés en vertu des articles 60.1, 60.11, 60.12, 60.13, 60.2, 60.3, 60.4 ou 60.41, des surcharges imposées en vertu de l’article 61, des taxes imposées en vertu de la *Loi sur la taxe d’accise* ou des droits imposés en vertu de la *Loi sur l’accise*, ainsi que déterminer les circonstances de l’exclusion;

68. L’annexe I de la même loi est modifiée :

a) par adjonction d’une colonne intitulée « Tarif du Chili » à droite de la colonne « Catégorie d’échelonnement ALÉNA »;

b) par adjonction d’une colonne intitulée « Catégorie d’échelonnement ALÉCC » à droite de la colonne « Tarif du Chili »;

c) par adjonction de la mention « En fr. » dans la colonne « Tarif du Chili » et de la mention « A » dans la colonne « Catégorie d’échelonnement ALÉCC » pour tous les numéros tarifaires à l’exception de ceux figurant à l’annexe de la présente loi;

d) par suppression de la position 98.23 et des numéros tarifaires 0703.10.91, 0810.10.10, 0810.10.91, 8536.90.90, 9823.10.00, 9823.90.00, 9824.00.00, 9825.00.00 et 9827.00.00;

e) par adjonction, suivant l’ordre numérique, de la position, des préambules et des numéros tarifaires figurant à la partie I de l’annexe de la présente loi;

f) par adjonction de la mention « S/O », dans les colonnes « Tarif du Chili » et « Catégorie d’échelonnement ALÉCC », en regard des numéros tarifaires figurant

Part III of the schedule to this Act, the rate of duty and letter set out with respect to that tariff item No. in that Part;

(h) replacing the expression “Mexico or the United States” with the expression “Mexico, the United States or Chile” in subparagraphs (a)(i) and (iv) of Note 16 to Chapter 98; and

(i) replacing the expression “United States or Mexico” with the expression “United States, Mexico or Chile” in subparagraph (b)(i) of Note 17 and in paragraph (b) of Note 18 to Chapter 98.

69. Code 2957 in Schedule II to the Act is amended by replacing the expression “Mexico or the United States” with the expression “Mexico, the United States or Chile” wherever the former expression appears.

R.S., c. E-19

Export and Import Permits Act

1988, c. 65,
s. 116; 1993,
c. 44, s. 146

70. (1) The definitions “Free Trade Agreement” and “goods imported from a NAFTA country” in section 2 of the *Export and Import Permits Act* are repealed.

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“CCFTA”
« ALÉCC »

“CCFTA” has the same meaning as “Agreement” in subsection 2(1) of the *Canada-Chile Free Trade Agreement Implementation Act*;

“Chile”
« Chili »

“Chile” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*;

“free trade partner”
« partenaire de libre-échange »

“free trade partner” means
(a) a NAFTA country,

à la partie II de l’annexe de la présente loi;

g) par adjonction, dans les colonnes « Tarif du chili » et « Catégorie d’échelonnement ALÉCC », respectivement, en regard des numéros tarifaires figurant à la partie III de l’annexe de la présente loi, des taux de droits de douanes et des lettres correspondants;

h) par remplacement, aux sous-alinéas a)i) et iv) de la note 16 du chapitre 98, de la mention « du Mexique ou des États-Unis » par la mention « du Mexique, des États-Unis ou du Chili »;

i) par remplacement, au sous-alinéa b)i) de la note 17 et à l’alinéa b) de la note 18 du chapitre 98, de la mention « aux États-Unis ou au Mexique » par la mention « aux États-Unis, au Mexique ou au Chili ».

69. L’annexe II de la même loi est modifiée par remplacement, au code 2957, de la mention « du Mexique ou des États-Unis » par la mention « du Mexique, des États-Unis ou du Chili ».

Loi sur les licences d’exportation et d’importation

L.R., ch.
E-19

70. (1) Les définitions de « Accord de libre-échange » et « marchandises importées d’un pays ALÉNA », à l’article 2 de la *Loi sur les licences d’exportation et d’importation*, sont abrogées.

(2) L’article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« ALÉCC » S’entend de l’Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord de libre-échange Canada — Chili*.

« Chili » S’entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

« partenaire de libre-échange » Selon le cas :

1988, ch.65,
art. 116;
1993, ch. 44,
art. 146

« ALÉCC »
“CCFTA”

« Chili »
“Chile”

« partenaire de libre-échange »
“free trade partner”

- (b) Chile, or
(c) Israel or another CIFTA beneficiary;

- a) un pays ALÉNA;
b) le Chili;
c) Israël ou autre bénéficiaire de l'ALÉCI.

(3) Section 2 of the Act is renumbered as subsection 2(1) and is amended by adding the following:

(3) L'article 2 de la même loi devient le paragraphe 2(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Goods imported from a NAFTA country or from Chile

(2) For the purposes of this Act, goods are imported from a NAFTA country or from Chile if they are shipped directly to Canada from the NAFTA country or from Chile, as the case may be, within the meaning of sections 17 and 18 of the *Customs Tariff*.

(2) Pour l'application de la présente loi, sont des marchandises importées d'un pays ALÉNA ou du Chili les marchandises transportées directement au Canada de ce pays ALÉNA ou du Chili, selon le cas, conformément aux articles 17 et 18 du *Tarif des douanes*.

Marchandises importées d'un pays ALÉNA ou du Chili

1996, c. 33, s. 58

71. The definitions “contribute importantly” and “surge” in subsection 4.2(1) of the Act are replaced by the following:

71. Les définitions de « augmentation subite » et « contribuer de manière importante », au paragraphe 4.2(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

1996, ch. 33, art. 58

“contribute importantly”
« contribuer de manière importante »

“contribute importantly”, in respect of goods imported from a NAFTA country or from Chile, means to be an important cause, but not necessarily the most important cause;

« augmentation subite » À l'égard de marchandises importées d'un pays ALÉNA ou du Chili, s'entend, selon le cas, au sens de l'article 805 de l'ALÉNA ou à celui de l'article F-05 de l'ALÉCC.

« augmentation subite »
“surge”

“surge”
« augmentation subite »

“surge”, in respect of goods imported from a NAFTA country or from Chile, has the meaning given that word by Article 805 of NAFTA or Article F-05 of CCFTA, as the case may be;

« contribuer de manière importante » À l'égard de marchandises importées d'un pays ALÉNA ou du Chili, se dit de ce qui constitue une cause importante sans être nécessairement la plus importante.

« contribuer de manière importante »
“contribute importantly”

1988, c. 65, s. 117(1);
1993, c. 44, s. 147(1);
1994, c. 47, s. 103; 1996, c. 33, s. 59(1), (2)

72. (1) Subsections 5(3.1) to (4.92) of the Act are replaced by the following:

72. (1) Les paragraphes 5(3.1) à (4.92) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1988, ch. 65, par. 117(1);
1993, ch. 44, par. 147(1);
1994, ch. 47, art. 103;
1996, ch. 33, par. 59(1), (2)

Prohibition against further orders

(3.1) No order may be made under subsection (3) with respect to goods that have already been the subject of an order under that subsection or subsection 59.1(1) of the *Customs Tariff* unless, after the expiration of the order and any related orders made under subsection (3.2) or (4.1) of this section or subsection 59.1(8) or (11) of the *Customs Tariff*, there has elapsed a period equal to the greater of two years and the total period during which the order or orders were in effect.

(3.1) Il ne peut être pris de décret en vertu du paragraphe (3) à l'égard des marchandises qui ont fait l'objet d'un décret pris en vertu de ce paragraphe ou du paragraphe 59.1(1) du *Tarif des douanes* à moins que, depuis l'expiration du décret en cause et de tout décret pris en application des paragraphes 59.1(8) ou (11) de cette loi ou des paragraphes (3.2) ou (4.1) du présent article, il ne se soit écoulé au moins deux ans ou, s'il est plus long, un délai égal à la période d'application du décret ou des décrets.

Interdiction

Extension
order

(3.2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make an extension order including on the Import Control List any goods with respect to which an order has been made under this subsection or subsection (3) or (4.1) of this section or subsection 59.1(1), (8) or (11) of the *Customs Tariff* if, at any time before the expiration of the order, it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under section 30.07 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that

(a) an order continues to be necessary to prevent or remedy serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods; and

(b) there is evidence that the domestic producers are adjusting, as determined in accordance with any regulations made under paragraph 40(b) of the *Canadian International Trade Tribunal Act*.

Period and
revocation of
extension
orders

(3.3) Every extension order made under subsection (3.2) shall, subject to this section, remain in effect for the period that is specified in the order, but the total of the specified period and the periods during which the goods were previously subject to any related orders made under subsection (3), (3.2) or (4.1) of this section or subsection 59.1(1), (8) or (11) of the *Customs Tariff* shall not exceed eight years.

Exception for
goods
imported from
a free trade
partner

(4) Notwithstanding subsections (3) and (3.2), an order made under those subsections may apply to goods imported from a free trade partner only if it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on a report of the Minister made on the basis of an inquiry under section 20, 26 or 30.07 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that

(a) the quantity of those goods represents a substantial share of the quantity of goods of the same kind imported into Canada from all countries;

(b) in the case of goods imported from a NAFTA country, the quantity of those

(3.2) Lorsque, avant l'expiration du décret pris en vertu du présent paragraphe, des paragraphes (3) ou (4.1) du présent article ou des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) du *Tarif des douanes* à l'égard de marchandises, il est convaincu, en se fondant sur une enquête menée, en vertu de l'article 30.07 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, par le Tribunal canadien du commerce extérieur, que, d'une part, un décret continue d'être nécessaire pour éviter qu'un dommage grave ne soit causé à des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou pour réparer un tel dommage, et, d'autre part, il existe des éléments de preuve selon lesquels ces producteurs nationaux procèdent à des ajustements, selon les règlements pris en vertu de l'alinéa 40b) de cette loi, le gouverneur en conseil peut par décret, sur recommandation du ministre, porter toutes marchandises visées par le décret antérieur sur la liste des marchandises d'importation contrôlée.

Décret
d'extension

(3.3) Le décret pris en vertu du paragraphe (3.2) s'applique, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période qui y est spécifiée, celle-ci et les périodes pendant lesquelles les marchandises ont fait l'objet de décrets pris en application des paragraphes (3), (3.2) ou (4.1) du présent article ou des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) du *Tarif des douanes* ne pouvant toutefois dépasser huit ans.

Application
et révocation
du décret

(4) Malgré les paragraphes (3) et (3.2), les marchandises importées d'un partenaire de libre-échange ne peuvent être assujetties au décret visé à ces paragraphes que si le gouverneur en conseil est convaincu, sur rapport du ministre établi à l'issue de l'enquête menée en vertu des articles 20, 26 ou 30.07 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que :

a) d'une part, la quantité de ces marchandises constitue une part substantielle de la quantité des marchandises du même genre importées de tous les pays;

Exception :
marchandises
importées
d'un
partenaire de
libre-échange

goods, alone or, in exceptional circumstances, together with the quantity of goods of the same kind imported from each other NAFTA country, contributes importantly to the serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods; and

(c) in the case of goods imported from any other free trade partner, the quantity of those goods contributes importantly to the serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

New order with respect to goods imported from a free trade partner

(4.1) If an order has been made under subsection (3) or (3.2) that does not, by virtue of subsection (4), apply to goods imported from a free trade partner and it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on a report of the Minister made on the basis of an inquiry under section 30.01 or 30.011 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that

(a) there has been a surge of like goods imported from that free trade partner on or after the coming into force of the order, and

(b) as a result of the surge, the effectiveness of the order is being undermined,

any goods of the same kind imported into Canada from that free trade partner may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List for the purpose of limiting their importation to prevent the undermining of the effectiveness of the order made under subsection (3) or (3.2).

Order to specify

(4.2) An order made under subsection (3) or (3.2) must state whether it applies to goods imported from a free trade partner.

Addition to Import Control List

(4.3) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that it is advisable to collect information with respect to goods imported from a free trade partner, the Governor in Council may, by order, include those goods on the Import Control List in order to facilitate the collection of that information if those goods are goods

(a) to which an order made under subsection (3) or (3.2) does not apply by virtue of subsection (4); or

b) d'autre part, ces marchandises contribuent de manière importante, à elles seules ou, s'agissant de marchandises importées d'un pays ALÉNA et dans des circonstances exceptionnelles, avec celles du même genre importées des autres pays ALÉNA, au dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes ou à la menace d'un tel dommage.

(4.1) En cas de prise aux termes des paragraphes (3) ou (3.2) d'un décret non applicable, en raison du paragraphe (4), aux marchandises importées d'un partenaire de libre-échange, s'il est convaincu, sur rapport du ministre établi à l'issue de l'enquête menée en vertu des articles 30.01 ou 30.011 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que, d'une part, il y a eu, depuis l'entrée en vigueur du décret, augmentation subite de l'importation de marchandises semblables en provenance de ce partenaire de libre-échange et que, d'autre part, l'efficacité du décret est en conséquence diminuée, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée en vue de limiter leur importation afin de prévenir la diminution d'efficacité du décret pris en vertu des paragraphes (3) ou (3.2).

(4.2) Le décret visé aux paragraphes (3) ou (3.2) précise s'il est applicable ou non aux marchandises importées d'un partenaire de libre-échange.

(4.3) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'importation de marchandises d'un partenaire de libre-échange, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements, si elles ne sont pas assujetties :

Nouveau décret : marchandises importées d'un partenaire de libre-échange

Mention dans le décret

Adjonction à la liste des marchandises d'importation contrôlée

(b) to which an order made under subsection 59.1(1) or (8) of the *Customs Tariff* does not apply by virtue of subsection 59.1(3) or (8.3) of that Act.

Revocation or amendment of inclusion order

(4.4) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that an order including any goods on the Import Control List under subsection (3), (3.2) or (4.1) should be revoked or amended, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order, revoke the order or amend it.

1996, c. 33, s. 59(3)

Addition to Import Control List

(2) Subsection 5(6) of the Act is replaced by the following:

(6) If for the purpose of facilitating the implementation of action taken under sections 42 to 44, paragraph 59(2)(d), section 59.1 or subsection 62(1) or 68(1) of the *Customs Tariff*, the Governor in Council considers it necessary to control the importation of any goods or collect information with respect to their importation, the Governor in Council may, by order, include those goods on the Import Control List for that purpose.

1988, c. 65, s. 117(2);
1993, c. 44, s. 147(3);
1994, c. 47, s. 103(7);
1996, c. 33, s. 59(4)

Goods imported from a free trade partner

(8) If goods imported from a free trade partner are included on the Import Control List by order of the Governor in Council under subsection (4.1) or (4.3), the goods are deemed to be removed from that List on the earlier of

- (a) the day specified in the order, and
- (b) the day on which

(i) in the case of an order under subsection (4.1) or under subsection (4.3) in respect of goods referred to in paragraph (4.3)(a), goods of the same kind imported from any other country that were included on that List by an order made under subsection (3) are removed from that List, and

a) soit à un décret pris en vertu des paragraphes (3) ou (3.2), en raison du paragraphe (4);

b) soit à un décret pris en vertu des paragraphes 59.1(1) ou (8) du *Tarif des douanes*, en raison des paragraphes 59.1(3) ou (8.3) de cette loi.

(4.4) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, révoquer ou modifier le décret pris en vertu des paragraphes (3), (3.2) ou (4.1) s'il est convaincu que cela devrait être fait.

Révocation ou modification du décret

(2) Le paragraphe 5(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, porter des marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée si, pour faciliter l'application des mesures prises aux termes des articles 42 à 44, de l'alinéa 59(2)d), de l'article 59.1 ou des paragraphes 62(1) ou 68(1) du *Tarif des douanes*, il estime nécessaire de contrôler leur importation ou d'obtenir des renseignements à cet égard.

1996, ch. 33, par. 59(3)

Adjonction à la liste des marchandises d'importation contrôlée

(3) Les paragraphes 5(7.1) à (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(8) Les marchandises importées d'un partenaire de libre-échange et portées sur la liste des marchandises d'importation contrôlée aux termes d'un décret pris en application des paragraphes (4.1) ou (4.3) sont réputées radiées de la liste à celle des dates suivantes qui est antérieure à l'autre :

- a) la date précisée dans le décret;
- b) la date à laquelle :

(i) dans le cas d'un décret pris en application du paragraphe (4.1) ou (4.3) à l'égard de marchandises visées à l'alinéa (4.3)a), les marchandises du même genre importées d'autres pays et portées sur cette liste en application d'un décret visé au paragraphe (3) en sont radiées,

1988, ch. 65, par. 117(2);
1993, ch. 44, par. 147(3);
1994, ch. 47, par. 103(7);
1996, ch. 33, par. 59(4)

Radiation de la liste

(ii) in the case of an order under subsection (4.3) in respect of goods referred to in paragraph (4.3)(b), the order under subsection 59.1(1) or (8) of the *Customs Tariff* that applies to goods of the same kind imported from any other country ceases to have effect.

(ii) dans le cas d'un décret pris en application du paragraphe (4.3) à l'égard de marchandises visées à l'alinéa (4.3b), le décret pris aux termes des paragraphes 59.1(1) ou (8) du *Tarif des douanes* applicable aux marchandises du même genre importées d'autres pays cesse d'avoir effet.

1988, c. 65,
s. 118; 1993,
c. 44, s. 148

73. Sections 5.11 and 5.2 of the Act are replaced by the following:

73. Les articles 5.11 et 5.2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1988, ch. 65,
art. 118;
1993, ch. 44,
art. 148

Addition to
Export
Control List
or Import
Control List

5.2 (1) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that it is advisable to collect information with respect to the exportation or importation of any goods in respect of which a specified quantity is eligible each year for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex 302.2 of NAFTA in accordance with Appendix 6 of Annex 300-B of NAFTA or for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex C-02.2 of CCFTA in accordance with Appendix 5.1 of Annex C-00-B of CCFTA, as the case may be, the Governor in Council may, by order and without reference to that quantity, include those goods on the Export Control List or the Import Control List, or on both, in order to facilitate the collection of that information.

5.2 (1) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'exportation ou l'importation de marchandises dont une quantité spécifiée est susceptible chaque année de bénéficier soit du taux de droits prévu par les listes de l'annexe 302.2 de l'ALÉNA conformément à l'appendice 6 de l'annexe 300-B de celui-ci, soit du taux de droits prévu aux listes de l'annexe C-02.2 de l'ALÉCC conformément à l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de celui-ci, le gouverneur en conseil peut, par décret et sans mention de la quantité, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée et sur celle des marchandises d'importation contrôlée, ou sur l'une de ces listes, pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Adjonction
aux listes des
marchandises
d'importation
ou
d'exportation
contrôlée

Addition to
Import
Control List

(2) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that, for the purposes of implementing NAFTA or CCFTA, it is advisable to collect information with respect to the importation into Canada of any goods listed in Appendix 1.1 of Annex 300-B of NAFTA or in Appendix 1.1 of Annex C-00-B of CCFTA, as the case may be, the Governor in Council may, by order, include those goods on the Import Control List in order to facilitate the collection of that information.

(2) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable, pour la mise en oeuvre de l'ALÉNA ou de l'ALÉCC, d'obtenir des renseignements sur l'importation de marchandises énumérées à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA ou à l'appendice 1.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC, selon le cas, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Adjonction à
la liste des
marchandises
d'importation
contrôlée

Addition to
Import
Control List

(3) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that it is advisable to collect information with respect to the importation of any goods in respect of which a specified quantity is eligible for a benefit of any reduction of customs duty under subsection 25.8(1) or 60.3(3) of the *Customs Tariff*, the Governor in Council may, by order

(3) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'importation de marchandises dont une quantité spécifiée est admissible au bénéfice d'une réduction de droits de douane sous le régime du paragraphe 25.8 (1) ou 60.3(3) du *Tarif des douanes*, le gouverneur en conseil peut, par décret et sans mention de la quantité, porter

Adjonction à
la liste des
marchandises
d'importation
contrôlée

and without reference to that quantity, include those goods on the Import Control List in order to facilitate the collection of that information.

1993, c. 44,
s. 149

Definition of
"originating
goods"

When
Minister may
take measures

Factors to be
considered

1988, c. 65,
s. 119; 1993,
c. 44, s. 150;
1994, c. 47,
s. 108(2);
1996, c. 33,
s. 60

74. Section 6.1 of the Act is replaced by the following:

6.1 (1) In this section, "originating goods" means goods that are entitled

(a) under subsection 25.2(5.1) of the *Customs Tariff* to the benefit of the United States Tariff or the Mexico Tariff; or

(b) under section 25.7 of the *Customs Tariff* to the benefit of the Chile Tariff.

(2) If at any time it appears to the satisfaction of the Minister that any goods that are referred to in paragraph (a) or (b) and are not originating goods are being imported from a NAFTA country or from Chile, as the case may be, in such increased quantities, measured in absolute terms or relative to the domestic market, and under such conditions as to cause serious damage or actual threat of serious damage to domestic producers of like or directly competitive goods, the Minister may take the measures set out

(a) in the case of goods listed in Appendix 1.1 of Annex 300-B of NAFTA that are imported from a NAFTA country, in section 5 of that Annex in relation to those goods; and

(b) in the case of goods listed in Appendix 1.1 of Annex C-00-B of CCFTA that are imported from Chile, in section 4 of that Annex in relation to those goods.

(3) In determining whether the conditions referred to in subsection (2) exist, the Minister shall have regard to paragraph 2 of section 4 of Annex 300-B of NAFTA or paragraph 2 of section 3 of Annex C-00-B of CCFTA, as the case may be.

75. Subsections 8(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

74. L'article 6.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

6.1 (1) Au présent article, « marchandises originaires » s'entend, selon le cas :

a) des marchandises passibles du tarif des États-Unis ou du tarif du Mexique sous le régime du paragraphe 25.2(5.1) du *Tarif des douanes*;

b) des marchandises passibles du tarif du Chili sous le régime de l'article 25.7 de cette loi.

(2) Lorsqu'il est convaincu que des marchandises non originaires mentionnées ci-après sont importées d'un pays ALÉNA ou du Chili, selon le cas, en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur, et dans des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, le ministre peut prendre :

a) dans le cas de marchandises importées d'un pays ALÉNA et énumérées à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA, les mesures prévues à l'article 5 de cette annexe, relativement à ces marchandises;

b) dans le cas de marchandises importées du Chili et énumérées à l'appendice 1.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC, les mesures prévues à l'article 4 de cette annexe relativement à ces marchandises.

(3) Pour l'appréciation des conditions visées au paragraphe (2), le ministre tient compte de l'article 2 de la section 4 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA ou de l'article 2 de la section 3 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC, selon le cas.

75. Les paragraphes 8(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 44,
art. 149

Définition de
« marchan-
dises
originaires »

Mesures
ministérielles

Facteurs à
prendre en
compte

1988, ch. 65,
art. 119;
1993, ch. 44,
art. 150;
1994, ch. 47,
par. 108(2);
1996, ch. 33,
art. 60

Import permits

(2) Notwithstanding subsection (1) and any regulation made under section 12 that is not compatible with the purpose of this subsection, if goods are included on the Import Control List solely for the purpose of collecting information pursuant to subsection 5(4.3), (5) or (6), the Minister shall issue to any resident of Canada applying therefor a permit to import those goods, subject only to compliance with and the application of any regulations made under section 12 that it is reasonably necessary to comply with or apply in order to achieve that purpose.

Goods imported from a free trade partner

(3) If an order has been made under subsection 5(3) or (3.2) that applies, by virtue of subsection 5(4), to goods imported from a free trade partner, or an order has been made under subsection 5(4.1), the Minister shall, in determining whether to issue a permit under this section, be guided by subparagraph 5(b) of Article 802 of NAFTA, subparagraph 5(b) of Article F-02 of CCFTA or subparagraph 5(b) of Article 4.6 of CIFTA, as the case may be.

1993, c. 44, s. 151

76. Section 8.2 of the Act is replaced by the following:

Minister to issue permit

8.2 Notwithstanding section 7, subsection 8(1) and any regulation made pursuant to section 12 that is not compatible with the purpose of this section, if goods are included on the Export Control List or the Import Control List solely for the purpose described in subsection 5.2(1), (2) or (3), the Minister shall issue to any resident of Canada applying therefor a permit to export or import, as the case may be, those goods, subject only to compliance with and the application of such regulations made under section 12 as it is reasonably necessary to comply with or apply in order to achieve that purpose.

1988, c. 65, s. 121; 1993, c. 44, s. 152

77. Sections 9.01 and 9.1 of the Act are replaced by the following:

(2) Malgré le paragraphe (1) et tout règlement d'application de l'article 12 incompatible avec l'objet du présent paragraphe, le ministre délivre à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence pour l'importation de marchandises figurant sur la liste des marchandises d'importation contrôlée aux seules fins d'obtenir des renseignements en application des paragraphes 5(4.3), (5) ou (6), sous la seule réserve de l'observation des règlements d'application de l'article 12 qui sont nécessaires à ces fins.

Licence d'importation

(3) Lorsque le décret visé aux paragraphes 5(3) ou (3.2) a été rendu applicable, en raison du paragraphe 5(4), aux marchandises importées d'un partenaire de libre-échange, ou qu'un décret a été pris en vertu du paragraphe 5(4.1), le ministre doit, pour la délivrance des licences visées au présent article à l'égard de ces marchandises, tenir compte, selon le cas :

Marchandises des partenaires de libre-échange

a) de l'alinéa 5b) de l'article 802 de l'ALÉNA;

b) de l'alinéa 5b) de l'article F-02 de l'ALÉCC;

c) de l'alinéa 5b) de l'article 4.6 de l'ALÉCI.

76. L'article 8.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 44, art. 151

8.2 Malgré l'article 7, le paragraphe 8(1) et tout règlement d'application de l'article 12 incompatible avec l'objet du présent article, le ministre délivre à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence pour l'exportation ou l'importation de marchandises figurant, aux seules fins visées aux paragraphes 5.2(1), (2) ou (3) sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou sur celle des marchandises d'importation contrôlée, sous la seule réserve de l'observation des règlements d'application de l'article 12 qui sont nécessaires à ces fins.

Délivrance de licences

77. Les articles 9.01 et 9.1 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1988, ch. 65, art. 121; 1993, ch. 44, art. 152

Minister may
issue
certificate

9.1 The Minister may, for the purpose of implementing an intergovernmental arrangement with a NAFTA country respecting the administration of Appendix 6 to Annex 300-B of NAFTA, or with Chile respecting the administration of Appendix 5.1 to Annex C-00-B of CCFTA, issue a certificate with respect to an exportation of goods to the NAFTA country or to Chile, as the case may be, stating the specific quantity of those goods that

(a) in the case of an exportation of goods to the NAFTA country, on importation into the NAFTA country is eligible for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex 302.2 of NAFTA in accordance with Appendix 6 to Annex 300-B of NAFTA; and

(b) in the case of an exportation of goods to Chile, on importation into Chile is eligible for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex C-02.2 of CCFTA in accordance with Appendix 5.1 to Annex C-00-B of CCFTA.

1996, c. 33,
s. 61(1)

78. (1) The portion of subsection 10(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) If a permit has been issued under this Act to any person for the exportation or importation of goods that have been included on the Export Control List or the Import Control List solely for the purpose described in subsection 5(4.3), (5) or (6), 5.1(1) or 5.2(1), (2) or (3), and

1996, c. 33,
s. 61(2)

(2) Paragraph 10(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) the goods have, subsequent to the issuance of the permit, been included on the Export Control List or the Import Control List for a purpose other than that described in subsection 5(4.3), (5) or (6), 5.1(1) or 5.2(1), (2) or (3),

9.1 Le ministre peut, pour la mise en oeuvre de tout accord intergouvernemental soit avec un pays ALÉNA concernant l'application de l'appendice 6 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA, soit avec le Chili concernant l'application de l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC, délivrer, pour l'exportation de marchandises vers le pays en cause, un certificat énonçant la quantité précise des marchandises dont le transport est visé par le certificat et qui est susceptible, au moment de son importation dans ce pays, de bénéficier :

a) dans le cas de marchandises à exporter vers un pays ALÉNA, du taux de droits prévu par les listes de l'annexe 302.2 de l'ALÉNA conformément à l'appendice 6 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA;

b) dans le cas de marchandises à exporter vers le Chili, du taux de droits prévu par les listes de l'annexe C-02.2 de l'ALÉCC conformément à l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC.

Délivrance de
certificats

1996, ch. 33,
par. 61(1)

78. (1) Le passage du paragraphe 10(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Le ministre peut modifier, suspendre ou annuler une licence, au besoin, lorsqu'il y a eu délivrance, en vertu de la présente loi, d'une licence pour l'exportation ou pour l'importation de marchandises figurant sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou sur celle des marchandises d'importation contrôlée aux seules fins visées aux paragraphes 5(4.3), (5) ou (6), 5.1(1) ou 5.2(1), (2) ou (3), et que l'on se trouve dans l'une des circonstances suivantes :

Modification
des licences

(2) L'alinéa 10(2)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) les marchandises ont, après la délivrance de la licence, été portées sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou sur celle des marchandises d'importation contrôlée à d'autres fins que celles visées aux paragraphes 5(4.3), (5) ou (6), 5.1(1) ou 5.2(1), (2) ou (3);

1996, ch. 33,
par. 61(2)

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

79. The *Financial Administration Act* is amended by adding the following after section 89.3:

Implementation of Canada-Chile Free Trade Agreement

Directive

89.4 (1) Notwithstanding subsection 85(1), the Governor in Council may give a directive under subsection 89(1) to any parent Crown corporation for the purpose of implementing any provision of the Canada-Chile Free Trade Agreement that pertains to that Crown corporation.

Regulations

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board and the appropriate Minister made at the request of a Crown corporation, make such regulations in relation to that corporation as the Governor in Council considers necessary for the purpose of implementing any provision of the Canada-Chile Free Trade Agreement that pertains to that corporation.

Definition of
“Canada-
Chile Free
Trade
Agreement”

(3) In subsections (1) and (2), “Canada-Chile Free Trade Agreement” has the meaning given to the word “Agreement” by subsection 2(1) of the *Canada-Chile Free Trade Agreement Implementation Act*.

R.S., c. I-3

Importation of Intoxicating Liquors Act

80. Section 2 of the *Importation of Intoxicating Liquors Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

“Chile”
« *Chili* »

“Chile” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*;

81. (1) Subsection 3(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b.01)

(b.02) the importation of distilled spirits in bulk into a province from Chile for the purpose of bottling by any person duly licensed by the Government of Canada to carry on the business or trade of a distiller, where the distilled spirits

(i) are entitled to the benefit of the Chile Tariff, as defined in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*, and

Loi sur la gestion des finances publiques

79. La *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction, après l’article 89.3, de ce qui suit :

Mise en oeuvre de l’Accord de libre-échange Canada — Chili

L.R., ch. F-11

89.4 (1) Malgré le paragraphe 85(1), le gouverneur en conseil peut, dans le cadre du paragraphe 89(1), donner à une société d’État mère des instructions destinées à la mise en oeuvre des dispositions de l’Accord de libre-échange Canada — Chili qui la concernent.

Instructions

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor et du ministre de tutelle faite à la demande d’une société d’État, prendre au sujet de celle-ci les règlements qu’il estime nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions de l’Accord de libre-échange Canada — Chili qui la concernent.

Règlements

(3) Pour l’application des paragraphes (1) et (2), « Accord de libre-échange Canada — Chili » s’entend de l’Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord de libre-échange Canada — Chili*.

Définition de
« Accord de
libre-échange
Canada —
Chili »*Loi sur l’importation des boissons enivrantes*

80. L’article 2 de la *Loi sur l’importation des boissons enivrantes* est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

L.R., ch. I-3

« Chili » S’entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

« Chili »
“Chile”

81. (1) Le paragraphe 3(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa b.01, de ce qui suit :

b.02) à l’importation de spiritueux en vrac du Chili dans une province pour embouteillage par une personne régulièrement autorisée par permis du gouvernement fédéral à exercer l’industrie ou le commerce de distillateur, si les spiritueux bénéficient du tarif du Chili au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes* et si, pendant qu’ils sont gardés par le distillateur, les spiritueux sont

(ii) while kept by the distiller, are kept by the distiller in a place or warehouse that conforms in all respects to the requirements of the law governing such places or warehouses;

1993, c. 44,
s. 160(3)

(2) Subsection 3(3) of the Act is replaced by the following:

Regulations

(3) The Governor in Council may, for the purposes of paragraph (2)(b.01), (b.02) or (b.1), make regulations defining the expressions “distilled spirits”, “in bulk” and “bottling”.

R.S., c. N-7

National Energy Board Act

1990, c. 7,
s. 34; 1993, c.
44, s. 186

82. Subsection 119.01(2) of the *National Energy Board Act* is amended by adding the word “and” at the end of paragraph (a) and by replacing paragraphs (b) and (c) with the following:

(b) exempting oil or gas that is exported to a NAFTA country, as defined in subsection 2(1) of the *North American Free Trade Agreement Implementation Act*, or to Chile, or any quality, kind or class of that oil or gas or type of service in relation thereto, from the application of regulations made under paragraph (a).

1988, c. 65,
s. 142; 1990,
c. 7, ss. 34 to
37; 1993, c.
44, ss. 187,
188

83. The headings before section 119.1 and sections 119.1 to 120 of the Act are replaced by the following:

DIVISION III

IMPLEMENTATION OF FREE TRADE
AGREEMENTS

Definitions

120. The definitions in this section apply in this Division.

“CCFTA”
« ALÉCC »

“CCFTA” has the same meaning as “Agreement” in the *Canada-Chile Free Trade Agreement Implementation Act*.

“energy
goods”
« produits
énergétiques »

“energy goods” means any goods for the exportation of which a licence or permit issued under this Part or an order made under the regulations is required.

“NAFTA”
« ALÉNA »

“NAFTA” has the same meaning as “Agreement” in the *North American Free Trade Agreement Implementation Act*.

tenus dans un lieu ou entrepôt en tous points conforme aux prescriptions de la loi régissant ces lieux ou entrepôts;

(2) Le paragraphe 3(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch.44,
par. 160(3)

Règlements

(3) Le gouverneur en conseil peut, pour l'application de l'alinéa (2)b.01), b.02) ou b.1), définir par règlement « spiritueux », « en vrac » et « embouteillage ».

Loi sur l'Office national de l'énergie

L.R., ch. N-7

82. Les alinéas 119.01(2)b) et c) de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* sont remplacés par ce qui suit :

b) exempter de l'application des règlements pris au titre de l'alinéa a) tout pétrole ou gaz exporté vers un pays ALÉNA — au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain* — ou vers le Chili, ou toute qualité, variété ou catégorie de ces substances et tout genre de service qui s'y rapporte.

1990, ch. 7,
art. 34; 1993,
ch. 44, art.
186

83. Les intertitres précédant l'article 119.1 et les articles 119.1 à 120 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

SECTION III

MISE EN OEUVRE D'ACCORDS DE
LIBRE-ÉCHANGE

1988, ch. 65,
art. 142;
1990, ch. 7,
art. 34 à 37;
1993, ch. 44,
art. 187, 188

Définitions

120. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

« ALÉCC » L'Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada — Chili*.

« ALÉCC »
“CCFTA”

« ALÉNA » L'Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*.

« ALÉNA »
“NAFTA”

« produits énergétiques » Produits pour l'exportation desquels est obligatoire la délivrance d'une licence ou d'un permis sous le régime de la présente partie ou la prise

« produits
énergétiques »
“energy
goods”

1993, c. 44,
s. 188

Giving effect
to NAFTA
and CCFTA

Orders

1993, c. 44,
s. 188

Declaration of
Governor in
Council

Board may
request
declaration

84. Subsections 120.1(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

120.1 (1) In exercising its powers and performing its duties, the Board shall give effect to NAFTA and CCFTA.

(2) The Governor in Council may, either on the recommendation of the Minister made at the request of the Board or on the Governor in Council's own motion, make orders of general application respecting the manner in which the Board shall perform the duty imposed on it by subsection (1) or the interpretation to be given to NAFTA or CCFTA by the Board for the purposes of this Act.

85. Sections 120.2 and 120.3 of the Act are replaced by the following:

120.2 The Governor in Council may, by order, declare that the maintenance or introduction of a restriction on the exportation to the United States or Chile of energy goods or of any quality, kind or class of energy goods is justified under Article 605 of NAFTA or Article C-13 of CCFTA, as the case may be.

120.3 If, in the course of determining an application for a licence or permit, or determining whether to make an order, for the exportation to the United States or Chile of energy goods or of any quality, kind or class of energy goods, the Board considers that the maintenance or introduction of a restriction on that exportation is in the public interest and that subparagraph (a), (b) or (c) of Article 605 of NAFTA or subparagraph 1(a), (b) or (c) of Article C-13 of CCFTA, as the case may be, would apply as a consequence of the restriction, the Board may, in order to request that the Minister recommend to the Governor in Council that an order be made under section 120.2 in respect of the relevant energy goods, suspend the determination until not later than one hundred and twenty days after the request is made.

d'une ordonnance sous celui des règlements.

84. Les paragraphes 120.1(1) et (2) sont remplacés par ce qui suit :

120.1 (1) L'Office est tenu, dans l'exercice de ses attributions, d'appliquer l'ALÉNA et l'ALÉCC.

(2) Le gouverneur en conseil peut, soit de sa propre initiative, soit sur recommandation du ministre faite à la demande de l'Office, donner à celui-ci des instructions générales sur l'exercice de l'obligation visée au paragraphe (1) ou sur l'interprétation à donner à l'ALÉNA ou à l'ALÉCC dans le cadre de la présente loi.

85. Les articles 120.2 et 120.3 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

120.2 Le gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que le maintien ou l'introduction d'une restriction à l'exportation vers les États-Unis ou le Chili de produits énergétiques, ou de toute qualité, variété ou catégorie de ceux-ci, est justifié au titre de l'article 605 de l'ALÉNA ou de l'article C-13 de l'ALÉCC, selon le cas.

120.3 Si, quand il a à statuer sur une demande de licence ou de permis ou sur la prise d'une ordonnance visant l'exportation vers les États-Unis ou le Chili de produits énergétiques, ou de toute qualité, variété ou catégorie de ceux-ci, il estime d'intérêt public le maintien ou l'introduction d'une restriction à l'exportation et que les alinéas a), b) ou c) de l'article 605 de l'ALÉNA ou les alinéas (1)a), b) ou c) de l'article C-13 de l'ALÉCC, selon le cas, s'appliqueraient à cause de la restriction, l'Office peut, en vue de demander au ministre de recommander au gouverneur en conseil de prendre un décret au titre de l'article 120.2 à l'égard de ces produits, suspendre l'affaire pour au plus cent vingt jours après cette demande.

1993, ch. 44,
art. 188

Principe

Instructions

1993, ch. 44,
art. 188

Déclaration
du
gouverneur
en conseil

Demande de
déclaration

1993, c. 44,
s. 188

Exportation to
United States
or Chile

Effect of
orders

1993, c. 44,
s. 188

Where no
declaration
made

R.S., c. S-15

86. Subsections 120.4(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

120.4 (1) The Board may neither refuse to issue a licence or permit or make an order nor revoke, suspend or vary a licence, permit or order for the exportation to the United States or Chile of energy goods or of any quality, kind or class of energy goods if that refusal, revocation, suspension or variation would constitute the maintenance or introduction of a restriction on that exportation as a consequence of which subparagraph (a), (b) or (c) of Article 605 of NAFTA or subparagraph 1(a), (b) or (c) of Article C-13 of CCFTA, as the case may be, would apply.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of the exportation to the United States or Chile of such energy goods as are, or of such quality, kind or class of energy goods as is, referred to in an order made under section 120.2 during the time that the order is in force.

87. The portion of section 120.5 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

120.5 The Board may, despite its not being satisfied in accordance with paragraph 118(a), issue a licence for the exportation to the United States or Chile of such energy goods as were, or of such quality, kind or class of energy goods as was, referred to in a request made under section 120.3 if

88. Subparagraph 8(2)(a)(i) of the *Special Import Measures Act* is replaced by the following:

(i) the Deputy Minister causes the investigation to be terminated pursuant to subsection 35.1(1) or 41(1) with respect to goods of that description,

89. Section 14 of the Act is replaced by the following:

86. Les paragraphes 120.4(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

120.4 (1) L'Office ne peut ni refuser de délivrer une licence ou un permis ou de prendre une ordonnance, ni révoquer, suspendre ou modifier une licence, un permis ou une ordonnance visant l'exportation vers les États-Unis ou le Chili de produits énergétiques, ou de toute qualité, variété ou catégorie de ceux-ci, si cette décision a pour effet de maintenir ou d'introduire une restriction à cette exportation à cause de laquelle les alinéas a), b) ou c) de l'article 605 de l'ALÉNA ou les alinéas 1a), b) ou c) de l'article C-13 de l'ALÉCC s'appliqueraient.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'exportation vers les États-Unis ou le Chili de produits énergétiques, ou de toute qualité, variété ou catégorie de ceux-ci, visés par un décret en cours de validité, pris au titre de l'article 120.2.

87. L'article 120.5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

120.5 L'Office peut, même si n'a pas été établi le fait mentionné à l'alinéa 118a), délivrer une licence pour l'exportation vers les États-Unis ou le Chili de produits énergétiques, ou de toute qualité, variété ou catégorie de ceux-ci, visés par une demande de décret faite au titre de l'article 120.3 si le ministre refuse de faire la recommandation ou si le gouverneur en conseil refuse de prendre le décret ou qu'il n'est pas pris dans les cent vingt jours suivant la demande.

88. Le sous-alinéa 8(2)(a)(i) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* est remplacé par ce qui suit :

(i) le sous-ministre fait clore, conformément aux paragraphes 35.1(1) ou 41(1), l'enquête sur les marchandises répondant à cette description,

89. L'article 14 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 44,
art. 188

Exportation
vers les
États-Unis ou
le Chili

Exception

1993, ch. 44,
art. 188

Absence de
déclaration

L.R., ch. S-15

Exemption of goods from application of Act

14. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, make regulations exempting any goods or class of goods from the application of this Act.

14. (1) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire des marchandises ou des catégories de marchandises à l'application de la présente loi.

Exonérations réglementaires

Exemption of goods of Chile from application of Act

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, make regulations exempting any goods or class of goods of Chile from the application of this Act or any of its provisions. The exemption may be in respect of the dumping of those goods or that class.

(2) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire des marchandises ou des catégories de marchandises du Chili à l'application de la présente loi ou de ses dispositions pour ce qui concerne leur dumping.

Exonération de marchandises du Chili

Duration and conditions

(3) Regulations made under subsection (2) may specify the period during which the exemption applies and make it subject to conditions.

(3) Le règlement pris en vertu du paragraphe (2) peut préciser la durée de l'exonération et l'assortir de conditions.

Durée et conditions

90. The Act is amended by adding the following after section 35:

90. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 35, de ce qui suit :

Termination of investigation — Chile

35.1 (1) Immediately after goods of Chile are exempted from the application of this Act in respect of dumping by regulations made under section 14,

35.1 (1) Dès lors que des marchandises du Chili font l'objet d'un règlement d'application de l'article 14 pour ce qui concerne leur dumping, le sous-ministre fait clore sans délai toute enquête ouverte en vertu de l'article 31 à l'égard du dumping de ces marchandises. Il est également mis fin à toute procédure connexe dans la mesure où elle concerne le dumping de ces marchandises.

Clôture d'enquête : Chili

- (a) the Deputy Minister shall cause any investigation initiated under section 31 to be terminated to the extent that it relates to the dumping of those goods; and
- (b) all related proceedings are terminated to the extent that they relate to the dumping of those goods.

Notice of termination

(2) The Deputy Minister shall cause notice of the termination under paragraph (1)(a)

(2) Le sous-ministre :

Avis de clôture

- (a) to be given to the exporter, the importer, the Government of the Republic of Chile, the complainant, if any, and any other persons who may be prescribed; and
- (b) to be published in the *Canada Gazette*.

a) fait donner avis de la clôture à l'importateur, à l'exportateur, au gouvernement de la République du Chili, à l'éventuel plaignant et à toutes les autres personnes que mentionnent les règlements;

b) fait publier cet avis dans la *Gazette du Canada*.

91. Section 47 of the Act is renumbered as subsection 47(1) and is amended by adding the following:

91. L'article 47 de la même loi devient le paragraphe 47(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Termination of inquiry — Chile

(2) If goods of Chile are exempted from the application of this Act by regulations made under section 14, the Tribunal shall issue an order terminating any inquiry referred to in section 42 to the extent that it relates to the dumping of those goods.

(2) Lorsque des marchandises du Chili font l'objet d'un règlement d'application de l'article 14, le Tribunal clôt par ordonnance toute enquête ouverte en vertu de l'article 42 dans la mesure où elle concerne le dumping de ces marchandises.

Clôture d'enquête : Chili

Notice of
termination

(3) The Secretary shall

(a) send, immediately after an inquiry is terminated under subsection (2), notice of the termination to the Deputy Minister, the importer, the exporter, the Government of the Republic of Chile and any other persons who are specified by the rules of the Tribunal; and

(b) cause a notice of the termination to be published in the *Canada Gazette*.

92. The Act is amended by adding the following after section 76.1:

Rescission of Orders and Findings

77. If the Tribunal has made an order or finding resulting in the levying of anti-dumping duties in respect of goods of Chile that are subsequently exempted from the application of this Act by regulations made under section 14, the Tribunal shall rescind the order or finding to the extent that it relates to the dumping of those goods.

93. Subsection 97(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (g.22):

(g.23) determining the meaning of the expression “goods of Chile” for the purposes of this Act;

PART III

TRANSITIONAL AND COMING INTO
FORCE

Transitional

94. (1) Every order made under subsection 59.11(2) of the *Customs Tariff* before section 55 of this Act comes into force is deemed to have been made under subsection 59.1(1) of the *Customs Tariff*.

(2) Every order made under subsection 59.11(13) of the *Customs Tariff* before section 55 of this Act comes into force is deemed to have been made under subsection 59.1(8) of the *Customs Tariff*.

Customs
Tariff:
s. 59.11(2)

Customs
Tariff:
s. 59.11(13)

(3) Le secrétaire notifie sans délai la clôture au sous-ministre, à l'importateur, à l'exportateur, au gouvernement de la République du Chili et aux autres personnes que mentionnent les règles du Tribunal; il en fait en outre donner avis dans la *Gazette du Canada*.

92. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 76.1, de ce qui suit :

Révocation des ordonnances et conclusions

77. Le Tribunal annule toute ordonnance ou conclusion qu'il a rendue et qui a donné lieu à l'assujettissement de marchandises du Chili à des droits anti-dumping dans la mesure où le dumping de celles-ci fait l'objet d'un règlement d'application de l'article 14.

93. Le paragraphe 97(1) de la même loi¹⁵ est modifié par adjonction, après l'alinéa g.22), de ce qui suit :

g.23) déterminer, pour l'application de la présente loi, le sens de l'expression « marchandises du Chili »;

PARTIE III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET
ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

94. (1) Les décrets pris, avant l'entrée en vigueur de l'article 55, en vertu du paragraphe 59.11(2) du *Tarif des douanes* sont réputés avoir été pris en vertu du paragraphe 59.1(1) de cette loi.

(2) Les décrets pris, avant l'entrée en vigueur de l'article 55, en vertu du paragraphe 59.11(13) du *Tarif des douanes* sont réputés avoir été pris en vertu du paragraphe 59.1(8) de cette loi.

Avis de
clôture

Marchandises
importées du
Chili

*Tarif des
douanes* : par.
59.11(2)

*Tarif des
douanes* : par.
59.11(13)

*Coming into Force*Coming into
force

95. (1) Subject to this Act, this Act or any of its provisions, or any provision of an Act as enacted or amended by this Act, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Condition

(2) No order may be made under subsection (1) unless the Governor in Council is satisfied that the Government of the Republic of Chile has taken satisfactory steps to implement the Agreement.

*Entrée en vigueur*Entrée en
vigueur

95. (1) Sous réserve de ses autres dispositions, la présente loi ou telle de ses dispositions, ou des dispositions de toute loi édictées ou modifiées par elle, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Réserve

(2) Le gouverneur en conseil ne prend un décret visé au paragraphe (1) que s'il est convaincu que le gouvernement de la République du Chili a pris les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de l'Accord.

SCHEDULE
PARTS I TO III



ANNEXE
PARTIES I À III

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured Nation Tariff	MFN Staging Category	General Preferential Tariff	United States Tariff	Mexico Tariff	Mexico-United States Tariff	NAFTA Staging Category	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
0703.10.92	—If the aggregate quantity imported during any year commencing on January 1 has not exceeded the quantity specified in an order made under section 25.8.....	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Free	A
0703.10.93	—Other, imported during such period, which may be divided into two separate periods, specified by order of the Minister or the Deputy Minister, not exceeding a total of 46 weeks in any 12 month period ending 31st March.....		G	X	1.6¢/kg but not less than 7.5%	1.6¢/kg but not less than 7.5%	N/A	B	2.69¢/kg but not less than 12.3%	B
	Base rate.....	3.31¢/kg but not less than 15%								
	Final rate.....	2.81¢/kg but not less than 12.8%								
	—For processing:									
0810.10.11	—If the aggregate quantity imported during any year commencing on January 1 has not exceeded the quantity specified in an order made under section 25.8.....	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Free	A

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favored Nation Tariff	MFN Staging Category	General Preferential Tariff	United States Tariff	Mexico Tariff	Mexico-United States Tariff	NAFTA Staging Category	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
0810.10.19	—Other..... Base rate..... Final rate.....		G	X	3.3¢/kg but not less than 5%	3.3¢/kg but not less than 5%	N/A	B	5.38¢/kg but not less than 8.1%	B
0810.10.92	—If the aggregate quantity imported during any year commencing on January 1 has not exceeded the quantity specified in an order made under section 25.8.....	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Free	A
0810.10.93	—Other, imported during such period specified by order of the Minister or the Deputy Minister, not exceeding 8 weeks in any 12 month period ending 31st March..... Base rate..... Final rate.....		G	X	3.3¢/kg but not less than 5%	3.3¢/kg but not less than 5%	N/A	B	5.38¢/kg but not less than 8.1%	B
8536.41.30	—Automotive signalling flashers..... Initial rate..... Final rate.....		M	1%	Free	6.5%	6.5%	B	Free	A
8536.50.22	—For automotive use.... Base rate..... Final rate.....		F	4%	5.1%	6.5%	10.3%	B	Free	A

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured Nation Tariff	MFN Staging Category	General Preferential Tariff	United States Tariff	Mexico Tariff	Mexico-United States Tariff	NAFTA Staging Category	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
8536.50.92	—For automotive use.... Initial rate..... Final rate..... —Other:		M	1%	5.1%	6.5%	10.3%	B	Free	A
	4.5%									
	2.5%									
8536.90.91	—For automotive use.... Initial rate..... Final rate.....		M	1%	5.1%	6.5%	10.3%	B	Free	A
	4.5%									
	2.5%									
8536.90.99	—Other..... Initial rate..... Final rate.....		M	1%	5.1%	6.5%	10.3%	B	Free	A
	4.5%									
	2.5%									
8537.10.32	—For automotive use.... Initial rate..... Final rate.....		M	1%	Free	6%	6%	B	Free	A
	4.5%									
	2.5%									
98.23	Specified goods imported on a temporary basis from Mexico, the United States or Chile									
9823.10.00	Professional equipment necessary for carrying out the business activity, trade or profession of a business person who qualifies for temporary entry pursuant to Chapter 16 of the North American Free Trade Agreement or Chapter K of the Canada-Chile Free Trade Agreement.....	N/A	N/A	N/A	Free	Free	N/A	A	Free	A

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured Nation Tariff	MFN Staging Category	General Preferential Tariff	United States Tariff	Mexico Tariff	Mexico-United States Tariff	NAFTA Staging Category	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
9823.90.00	Conveyances or containers based in the United States, Mexico or Chile engaged in the international traffic of goods.....	N/A	N/A	N/A	Free	Free	N/A	A	Free	A
9824.00.00	Commercial samples imported from the United States, Mexico or Chile regardless of country of origin or tariff treatment entitlement and solely for the solicitation of orders for goods or services provided from a country other than Canada, and (i) having a value, individually or in the aggregate as shipped, of not more than one United States dollar or the equivalent amount in Canadian, Chilean or Mexico currency; or (ii) that are so marked, torn, perforated or otherwise treated that they are unsuitable for sale or for use except as commercial samples.....	N/A	N/A	N/A	Free	Free	N/A	A	Free	A

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured Nation Tariff	MFN Staging Category	General Preferential Tariff	United States Tariff	Mexico Tariff	Mexico-United States Tariff	NAFTA Staging Category	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
9825.00.00	<p>Printed advertising materials of Chapter 49, including brochures, pamphlets, leaflets, trade catalogues, yearbooks published by trade associations, tourist promotional materials and posters that are imported from the United States, Mexico or Chile regardless of origin or tariff treatment entitlement and that are:</p> <p>(i) used to promote, publicize or advertise a good or service;</p> <p>(ii) essentially intended to advertise a good or service;</p> <p>(iii) supplied free of charge;</p> <p>(iv) imported in packets that each contain no more than one copy of each such material and that neither such materials nor packets form part of a larger consignment.....</p>	N/A	N/A	N/A	Free	Free	N/A	A	Free	A
9827.00.00	<p>Goods, regardless of country of origin or tariff treatment entitlement, returned to Canada after having been exported to Chile or Israel or a CIFTA beneficiary for repair or alteration under such regulations as the Minister may make.....</p>	N/A CIFTA Free	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Free	A

Numéro tarifaire	Dénomination des mar- chandises	arif de la na- tion la plus fa- vorisée	Catégorie d'échelon. NPF	Tarif de pré- férence gé- néral	Tarif des États- Unis	Tarif du Mexi- que	Tarif Mexi- que- États-Unis	Catégorie d'échelon. ALÉNA	Tarif du Chili	Catégorie d'échelon. ALÉCC
0703.10.92	—Lorsque la quantité globale importée à partir du 1 ^{er} janvier au cours d'une année donnée n'a pas excédé la quantité spécifiée dans un décret pris en vertu de l'article 25.8.....	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	En fr.	A
0703.10.93	—Autres, importés au cours d'une période spécifiée par ordonnance du ministre ou du sous-ministre, cette période pouvant être divisée en deux périodes distinctes n'excédant pas un total de 46 semaines par période de 12 mois se terminant le 31 mars.....		G	X	1,6 ¢/kg mais pas moins de 7,5 %	1,6 ¢/kg mais pas moins de 7,5 %	S/O	B	2,69 ¢/kg mais pas moins de 12,3 %	B
	Taux de base.....	3,31 ¢/kg mais pas moins de 15 % En fr. TPB								
	Taux final.....	2,81 ¢/kg mais pas moins de 12,8 %								
	—Pour transformation									
0810.10.11	— Lorsque la quantité globale importée à partir du 1 ^{er} janvier au cours d'une année donnée n'a pas excédé la quantité spécifiée dans un décret pris en vertu de l'article 25.8.....	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	En fr.	A

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée	Catégorie d'échelon. NPF	Tarif de préférence général	Tarif des États-Unis	Tarif du Mexique	Tarif Mexique-États-Unis	Catégorie d'échelon. ALÉNA	Tarif du Chili	Catégorie d'échelon. ALÉCC
0810.10.19	—Autre..... Taux de base..... Taux final	6,61 ¢/kg mais pas moins de 10 % En fr. TPB 5,62 ¢/kg mais pas moins de 8,5 %	G	X	3,3 ¢/kg mais pas moins de 5 %	3,3 ¢/kg mais pas moins de 5 %	S/O	B	5,38 ¢/kg mais pas moins de 8,1 %	B
0810.10.92	— Lorsque la quantité globale importée à partir du 1 ^{er} janvier au cours d'une année donnée n'a pas excédé la quantité spécifiée dans un décret pris en vertu de l'article 25.8.....		S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	En fr.	A
0810.10.93	—Autre, importé au cours d'une période spécifiée par ordonnance du ministre ou du sous-ministre, cette période ne pouvant excéder 8 semaines par période de 12 mois se terminant le 31 mars..... Taux de base..... Taux final	6,61 ¢/kg mais pas moins de 10 % 5,62 ¢/kg mais pas moins de 8,5 %	G	X	3,3 ¢/kg mais pas moins de 5 %	3,3 ¢/kg mais pas moins de 5 %	S/O	B	5,38 ¢/kg mais pas moins de 8,1 %	B
8536.41.30	—Clignotants pour véhicules automobiles..... Taux initial..... Taux final.....	4,5 % 2,5 %	M	1 %	En fr.	6,5 %	6,5 %	B	En fr.	A
8536.50.22	—Pour véhicules automobiles..... Taux de base..... Taux final.....	10,3 % 5,1 %	F	4 %	5,1 %	6,5 %	10,3 %	B	En fr.	A

Numéro tarifaire	Dénomination des mar- chandises	Tarif de la na- tion la plus fa- vorisée	Catégorie d'échelon. NPF	Tarif de pré- férence géné- ral	Tarif des États- Unis	Tarif du Mexi- que	Tarif Mexi- que- États-Unis	Catégorie d'échelon. ALÉNA	Tarif du Chili	Catégorie d'échelon. ALÉCC
8536.50.92	—Pour véhicules auto- mobiles..... Taux initial..... Taux final..... —Autres :	4,5 % 2,5 %	M	1 %	5,1 %	6,5 %	10,3 %	B	En fr.	A
8536.90.91	—Pour véhicules auto- mobiles..... Taux initial..... Taux final.....	4,5 % 2,5 %	M	1 %	5,1 %	6,5 %	10,3 %	B	En fr.	A
8536.90.99	—Autres..... Taux initial..... Taux final.....	4,5 % 2,5 %	M	1 %	5,1 %	6,5 %	10,3 %	B	En fr.	A
8537.10.32	—Pour véhicules auto- mobiles..... Taux initial..... Taux final.....	4,5 % 2,5 %	M	1 %	En fr.	6 %	6 %	B	En fr.	A
98.23	Les produits précisés, im- portés de façon temporaire du Mexique, des États- Unis ou du Chili.									
9823.10.00	Outils professionnels né- cessaires pour l'exercice du métier, de l'occupation ou de la profession d'un homme ou d'une femme d'affaires qui peut obtenir l'admission temporaire conformément au chapitre 16 de l'Accord de libre- échange nord-américain ou au chapitre K de l'Ac- cord de libre-échange Canada-Chili.....	S/O	S/O	S/O	En fr.	En fr.	S/O	A	En fr.	A

Numéro tarifaire	Dénomination des mar- chandises	Tarif de la na- tion la plus fa- vorisée	Catégorie d'échelon. NPF	Tarif de pré- férence géné- ral	Tarif des États- Unis	Tarif du Mexi- que	Tarif Mexi- que- États-Unis	Catégorie d'échelon. ALÉNA	Tarif du Chili	Catégorie d'échelon. ALÉCC
9823.90.00	Véhicules de transport ou conteneurs dont le point d'attache est aux États- Unis, au Mexique ou au Chili et qui sont utilisés dans le trafic international des marchan- dises.....	S/O	S/O	S/O	En fr.	En fr.	S/O	A	En fr.	A
9824.00.00	Échantillons commerciaux importés des États-Unis, du Mexique ou du Chili, quel que soit le pays d'ori- gine ou le traitement tarif- aire qui leur est applicable, uniquement dans le des- sein d'obtenir des com- mandes de produits ou de services qui seront fournis depuis un pays autre que le Canada, et (i) dont la valeur (de cha- que échantillon ou de l'en- semble des échantillons contenus dans l'envoi) n'excède pas un dollar américain ou l'équivalent en monnaie canadienne, chilienne ou mexicaine; ou (ii) qui sont tellement ta- chés, déchirés, perforés ou traités qu'ils ne peuvent être vendus ou utilisés autrement qu'à titre d'é- chantillons commer- ciaux.....	S/O	S/O	S/O	En fr.	En fr.	S/O	A	En fr.	A

Numéro tarifaire	Dénomination des mar- chandises	Tarif de la na- tion la plus fa- vorisée	Catégorie d'échelon. NPF	Tarif de pré- férence géné- ral	Tarif des États- Unis	Tarif du Mexi- que	Tarif Mexi- que- États-Unis	Catégorie d'échelon. ALÉNA	Tarif du Chili	Catégorie d'échelon. ALÉCC
9825.00.00	<p>Imprimés publicitaires du Chapitre 49, y compris brochures, prospectus, catalogues commerciaux, annuaires publiés par des associations commerciales, matériel touristique promotionnel et affiches importés des États-Unis, du Mexique ou du Chili, quel que soit le pays d'origine ou le traitement tarifaire qui leur est applicable, et qui :</p> <p>(i) servent à promouvoir, à annoncer un bien ou un service ou à en faire la publicité;</p> <p>(ii) servent essentiellement à faire la publicité d'un bien ou d'un service;</p> <p>(iii) sont fournis gratuitement;</p> <p>(iv) sont importés dans des emballages contenant chacun au plus un exemplaire de tels imprimés, et que ni les imprimés ni les emballages ne font partie d'un envoi plus important.....</p>	S/O	S/O	S/O	En fr.	En fr.	S/O	A	En fr.	A
9827.00.00	<p>Produits, quel que soit leur pays d'origine ou le traitement tarifaire qui leur est applicable, réadmis au Canada après avoir été exportés au Chili ou en Israël ou autre bénéficiaire de l'ALÉCI pour y être réparés ou modifiés aux termes des règlements établis à cet effet par le ministre.....</p>	S/O En fr. ALÉCI	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	En fr.	A

SCHEDULE – PART II

0105.11.22, 0105.92.92, 0105.93.92, 0105.99.12, 0207.11.92, 0207.12.92, 0207.13.92, 0207.13.93, 0207.14.22, 0207.14.92, 0207.14.93, 0207.24.12, 0207.24.92, 0207.25.12, 0207.25.92, 0207.26.20, 0207.26.30, 0207.27.12, 0207.27.92, 0207.27.93, 0209.00.22, 0209.00.24, 0210.90.12, 0210.90.13, 0210.90.15, 0210.90.16, 0401.10.20, 0401.20.20, 0401.30.20, 0402.10.20, 0402.21.12, 0402.21.22, 0402.29.12, 0402.29.22, 0402.91.20, 0402.99.20, 0403.10.20, 0403.90.12, 0403.90.92, 0404.10.22, 0404.90.20, 0405.10.20, 0405.20.20, 0405.90.20, 0406.10.20, 0406.20.12, 0406.20.92, 0406.30.20, 0406.40.20, 0406.90.12, 0406.90.22, 0406.90.32, 0406.90.42, 0406.90.52, 0406.90.62, 0406.90.72, 0406.90.82, 0406.90.92, 0406.90.94, 0406.90.96, 0406.90.99, 0407.00.12, 0407.00.19, 0408.11.20, 0408.19.20, 0408.91.20, 0408.99.20, 0603.10.21, 1601.00.23, 1601.00.32, 1602.10.10, 1602.10.90, 1602.20.23, 1602.20.33, 1602.31.13, 1602.31.14, 1602.31.94, 1602.31.95, 1602.32.14, 1602.32.15, 1602.32.95, 1602.32.96, 1806.20.32, 1806.90.12, 1901.20.12, 1901.20.22, 1901.90.32, 1901.90.34, 2105.00.92, 2106.90.32, 2106.90.34, 2106.90.72, 2106.90.94, 2202.90.43, 2309.90.33, 3502.11.20, 3502.19.20, 9820.00.00, 9821.00.00, 9822.00.00 and 9828.00.00

0105.11.22, 0105.92.92, 0105.93.92, 0105.99.12, 0207.11.92, 0207.12.92, 0207.13.92, 0207.13.93, 0207.14.22, 0207.14.92, 0207.14.93, 0207.24.12, 0207.24.92, 0207.25.12, 0207.25.92, 0207.26.20, 0207.26.30, 0207.27.12, 0207.27.92, 0207.27.93, 0209.00.22, 0209.00.24, 0210.90.12, 0210.90.13, 0210.90.15, 0210.90.16, 0401.10.20, 0401.20.20, 0401.30.20, 0402.10.20, 0402.21.12, 0402.21.22, 0402.29.12, 0402.29.22, 0402.91.20, 0402.99.20, 0403.10.20, 0403.90.12, 0403.90.92, 0404.10.22, 0404.90.20, 0405.10.20, 0405.20.20, 0405.90.20, 0406.10.20, 0406.20.12, 0406.20.92, 0406.30.20, 0406.40.20, 0406.90.12, 0406.90.22, 0406.90.32, 0406.90.42, 0406.90.52, 0406.90.62, 0406.90.72, 0406.90.82, 0406.90.92, 0406.90.94, 0406.90.96, 0406.90.99, 0407.00.12, 0407.00.19, 0408.11.20, 0408.19.20, 0408.91.20, 0408.99.20, 0603.10.21, 1601.00.23, 1601.00.32, 1602.10.10, 1602.10.90, 1602.20.23, 1602.20.33, 1602.31.13, 1602.31.14, 1602.31.94, 1602.31.95, 1602.32.14, 1602.32.15, 1602.32.95, 1602.32.96, 1806.20.32, 1806.90.12, 1901.20.12, 1901.20.22, 1901.90.32, 1901.90.34, 2105.00.92, 2106.90.32, 2106.90.34, 2106.90.72, 2106.90.94, 2202.90.43, 2309.90.33, 3502.11.20, 3502.19.20, 9820.00.00, 9821.00.00, 9822.00.00 et 9828.00.00

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
0402.29.11	6.25¢/kg	X
0402.29.21	12.2%	X
0402.99.10	5.35¢/kg	X
0603.10.29	11.9%	X
0603.10.30	11%	X
0603.10.90	10.4%	X
0603.90.11	4.2%	B
0603.90.20	9.4%	B
0702.00.10	1.66¢/kg but not less than 11.3%	B
0702.00.91	4.48¢/kg but not less than 12.2%	B
0703.10.10	4.98¢/kg but not less than 11.3%	B
0703.10.21	2.49¢/kg but not less than 11.3%	B
0703.10.31	4.48¢/kg but not less than 10.1%	B
0703.10.41	2.69¢/kg but not less than 12.2%	B
0707.00.10	1.66¢/kg but not less than 7.5%	B
0707.00.91	4.03¢/kg but not less than 12.2%	B
0709.20.10	5%	X
0709.20.91	10%	X
0709.51.10	5%	X
0709.51.90	9.42¢/kg but not less than 9.5%	X
0710.80.10	21.4%	X
0710.80.20	17.6%	X
0710.80.30	11%	X
0710.80.41	15.4%	X
0710.80.49	13.2%	X
0710.80.50	11%	X
0710.80.99	13.2%	X
0711.40.00	11.9%	X

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
0712.20.00	4.2%	B
0712.30.10	7.5%	B
0712.90.30	8.8%	X
0712.90.90	8.8%	X
0808.20.10	2.49¢/kg but not less than 9.4%	B
0808.20.21	2.69¢/kg but not less than 10.1%	B
0809.10.10	5%	X
0809.10.91	5%	X
0809.20.10	5%	X
0809.20.21	5%	X
0809.20.31	5%	X
0809.20.90	5%	X
0809.30.10	4.2%	B
0809.30.21	6.8%	B
0809.40.10	4.2%	B
0809.40.21	5.1%	B
0810.20.90	4%	X
0810.30.00	3.4%	B
0810.40.90	4%	X
0811.10.10	5.38¢/kg but not less than 8.1%	B
0811.10.90	12.2%	B
0811.20.00	7.5%	B
0811.90.20	10.47¢/kg but not less than 14.3%	X
0811.90.30	11.9%	X
0811.90.40	2%	X
0812.10.00	12.5%	X
0812.20.00	10.7%	B
0812.90.99	5%	X

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
0813.30.00	8.8%	X
1001.10.10	\$3.05/tonne	B
1001.10.20	46.9%	B
1001.90.10	\$3.05/tonne	B
1001.90.20	73.2%	B
1101.00.10	\$3.89/tonne	B
1101.00.20	\$133.93/tonne	B
1103.11.10	\$3.89/tonne	B
1103.11.20	\$100.88/tonne	B
1103.21.10	3.4%	B
1103.21.20	\$94.44/tonne plus 6.9%	B
1104.19.11	3.4%	B
1104.19.12	\$102.06/tonne plus 6.9%	B
1104.29.11	3.4%	B
1104.29.12	\$108.60/tonne plus 6.9%	B
1104.30.11	3.4%	B
1104.30.12	\$94.44/tonne plus 6.9%	B
1108.11.10	0.6¢/kg	B
1108.11.20	\$225.64/tonne	B
1109.00.10	9.8%	B
1109.00.20	\$380.53/tonne plus 14.2%	B
1214.90.10	6%	X
1515.90.91	8.8%	X
1515.90.99	15.4%	X
1704.10.00	6%	X
1704.90.20	6%	X
1704.90.30	6%	X
1704.90.90	6%	X

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
1806.31.00	4%	X
1806.32.00	4%	X
1806.90.90	4%	X
1901.20.13	4.2%	B
1901.20.14	11.42¢/kg plus 8.1%	B
1901.20.23	3.4%	B
1901.20.24	11.42¢/kg plus 6%	B
1902.11.11	4.2%	B
1902.11.12	15.58¢/kg plus 8.1%	B
1902.19.13	15.58¢/kg	B
1902.19.91	4.2%	B
1902.19.92	4.2%	B
1902.19.93	15.58¢/kg plus 8.1%	B
1902.30.11	4.2%	B
1902.30.12	3.86¢/kg plus 8.1%	B
1904.10.11	4.2%	B
1904.10.12	11.14¢/kg plus 8.1%	B
1904.90.11	4.2%	B
1904.90.12	8.78¢/kg plus 8.1%	B
1904.90.21	3.4%	B
1904.90.22	8.78¢/kg plus 6%	B
1905.10.12	12.94¢/kg	B
1905.10.21	4.2%	B
1905.10.22	12.94¢/kg plus 8.1%	B
1905.10.31	3.4%	B
1905.10.32	12.94¢/kg plus 6%	B
1905.30.11	4.1%	X
1905.30.12	6.06¢/kg plus 4.8%	X

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
1905.30.19	4.4%	X
1905.30.91	2%	X
1905.30.92	6.06¢/kg plus 4.8%	X
1905.30.99	2%	X
1905.40.12	12.94¢/kg	B
1905.40.91	3.4%	B
1905.40.92	12.94¢/kg plus 7.1%	B
1905.90.13	4.2%	B
1905.90.14	8.11¢/kg plus 8.1%	B
1905.90.15	3.4%	B
1905.90.16	8.11¢/kg plus 6%	B
1905.90.21	1.7%	B
1905.90.22	5.19¢/kg plus 4.1%	B
1905.90.23	1.7%	B
1905.90.24	5.19¢/kg plus 4.1%	B
1905.90.42	12.56¢/kg plus 4.1%	B
2002.10.00	12.9%	X
2002.90.00	8.1%	B
2003.10.00	16.2%	B
2004.90.10	16.9%	B
2005.60.00	16.9%	B
2005.90.11	16.6%	X
2005.90.19	11.9%	X
2005.90.99	11%	X
2007.99.10	14.3%	X
2007.99.90	9.5%	X
2008.40.10	7.5%	B
2008.40.90	11.3%	B

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
2008.50.10	7.5%	B
2008.50.90	11.3%	B
2008.60.10	7.5%	B
2008.60.90	12.2%	B
2008.70.10	7.5%	B
2008.70.90	9.7%	B
2008.80.10	12.2%	B
2008.80.90	8.1%	B
2008.92.90	8.8%	X
2008.99.11	9.5%	X
2008.99.19	4.8%	X
2008.99.99	8.8%	X
2009.50.00	12.2%	B
2009.60.90	11.3%	B
2009.70.10	8.95¢/litre but not less than 8.1%	B
2009.70.91	8.1%	B
2009.70.99	4.1%	B
2009.80.12	1%	X
2009.80.20	13.2%	X
2102.10.10	11%	X
2102.10.20	8.8%	X
2103.20.10	12.2%	B
2103.20.90	12.2%	B
2104.10.00	10.4%	X
2106.90.21	8.8%	X
2106.90.22	8.8%	X
2106.90.29	8.8%	X
2106.90.35	7%	X

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
2106.90.39	7%	X
2106.90.50	6%	X
2106.90.60	12.5%	X
2106.90.80	5%	X
2106.90.91	10%	X
2106.90.92	10%	X
2106.90.95	7%	X
2106.90.99	10%	X
2204.10.00	41.8¢/litre	X
2204.29.10	3.31¢/litre	B
2302.30.20	\$94.44/tonne plus 4.1%	B
2905.42.00	4%	A–
3503.00.90	6%	X
3907.60.00	5.4%	Ba
3916.10.00	6.6%	Ba
3916.20.00	6.6%	Ba
3916.90.90	6.6%	Ba
3917.21.00	6.6%	Ba
3917.22.00	6.6%	Ba
3917.23.00	6.6%	Ba
3917.29.00	6.6%	Ba
3917.31.00	6.6%	Ba
3917.32.00	6.6%	Ba
3917.33.00	6.6%	Ba
3917.39.00	6.6%	Ba
3917.40.00	6.6%	Ba
3918.10.11	11.6%	Ba
3918.10.19	9.9%	Ba

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
3918.10.90	6.6%	Ba
3918.90.11	11.6%	Ba
3918.90.19	9.9%	Ba
3918.90.91	6.6%	Ba
3918.90.99	6.6%	Ba
3919.10.11	11.6%	Ba
3919.10.19	9.9%	Ba
3919.10.30	5.8%	Ba
3919.10.91	6.6%	Ba
3919.10.99	6.6%	Ba
3919.90.11	11.6%	Ba
3919.90.19	9.9%	Ba
3919.90.91	6.6%	Ba
3919.90.99	6.6%	Ba
3920.10.00	6.6%	Ba
3920.20.00	6.6%	Ba
3920.30.00	6.6%	Ba
3920.41.00	6.6%	Ba
3920.42.00	6.6%	Ba
3920.59.00	6.6%	Ba
3920.61.00	6.6%	Ba
3920.63.00	6.6%	Ba
3920.69.00	6.6%	Ba
3920.71.00	5.8%	Ba
3920.91.00	6.6%	Ba
3920.92.00	6.6%	Ba
3920.94.00	6.6%	Ba
3920.99.00	6.6%	Ba

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
3921.11.00	6.6%	Ba
3921.12.10	6.6%	Ba
3921.12.90	6.6%	Ba
3921.13.10	6.6%	Ba
3921.13.90	6.6%	Ba
3921.14.00	5.8%	Ba
3921.19.10	6.6%	Ba
3921.19.90	6.6%	Ba
3921.90.11	13.7%	Ba
3921.90.19	13.7%	Ba
3921.90.21	11.6%	Ba
3921.90.29	9.9%	Ba
3921.90.90	6.6%	Ba
3922.90.90	6.6%	Ba
3923.10.00	6.6%	Ba
3923.21.00	6.6%	Ba
3923.29.00	6.6%	Ba
3923.30.10	6.6%	Ba
3923.30.90	6.6%	Ba
3923.50.10	6.6%	Ba
3923.50.90	6.6%	Ba
3923.90.90	6.6%	Ba
3924.10.10	6.6%	Ba
3924.10.90	6.6%	Ba
3924.90.00	6.6%	Ba
3925.10.00	6.6%	Ba
3925.20.00	6.6%	Ba
3925.90.00	6.6%	Ba

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
3926.10.00	6.6%	Ba
3926.20.11	11.6%	Ba
3926.20.19	11.6%	Ba
3926.20.20	6.6%	Ba
3926.20.30	6.6%	Ba
3926.20.81	9.9%	Ba
3926.20.82	9.1%	Ba
3926.20.89	11.6%	Ba
3926.20.90	6.6%	Ba
3926.40.90	6.6%	Ba
3926.90.10	8.3%	Ba
3926.90.30	6.6%	Ba
3926.90.91	5.8%	Ba
3926.90.99	6.6%	Ba
4012.20.20	5.5%	B
4012.20.90	5.5%	B
5106.10.00	2.6%	A-
5106.20.00	2.6%	A-
5107.10.90	2.6%	A-
5107.20.90	2.6%	A-
5108.10.20	2.6%	A-
5108.20.20	2.6%	A-
5109.10.00	2.6%	A-
5109.90.00	2.6%	A-
5111.11.90	8.3% but not to exceed \$1.423/kg	A-
5111.19.00	5.5%	A-
5111.20.91	8.3% but not to exceed \$1.423/kg	A-
5111.20.92	5.5%	A-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5111.30.91	8.3% but not to exceed \$1.423/kg	A-
5111.30.92	5.5%	A-
5111.90.91	8.3% but not to exceed \$1.423/kg	A-
5111.90.92	5.5%	A-
5112.11.90	8.3% but not to exceed \$1.423/kg	A-
5112.19.91	8.3% but not to exceed \$1.423/kg	A-
5112.19.92	5.5%	A-
5112.20.91	8.3% but not to exceed \$1.423/kg	A-
5112.20.92	5.5%	A-
5112.30.91	8.3% but not to exceed \$1.423/kg	A-
5112.30.92	5.5%	A-
5112.90.91	8.3% but not to exceed \$1.423/kg	A-
5112.90.92	5.5%	A-
5113.00.00	5.5%	A-
5203.00.90	5.2%	J
	Effective on January 1, 1998	3.9%
	Effective on January 1, 1999	2.6%
	Effective on January 1, 2000	1.3%
	Effective on January 1, 2001	Free
5204.11.00	7.5%	B-
5204.19.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5204.20.00	7.5%	B-
5205.11.00	7.5%	B-
5205.12.00	7.5%	B-
5205.13.00	7.5%	B-
5205.14.00	7.5%	B-
5205.15.00	7.5%	B-
5205.21.00	7.5%	B-
5205.22.00	7.5%	B-
5205.23.00	7.5%	B-

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5205.24.00	7.5%	B-
5205.26.00	7.5%	B-
5205.27.00	7.5%	B-
5205.28.00	7.5%	B-
5205.31.00	7.5%	B-
5205.32.00	7.5%	B-
5205.33.00	7.5%	B-
5205.34.00	7.5%	B-
5205.35.00	7.5%	B-
5205.41.00	7.5%	B-
5205.42.00	7.5%	B-
5205.43.00	7.5%	B-
5205.44.00	7.5%	B-
5205.46.00	7.5%	B-
5205.47.00	7.5%	B-
5205.48.90	7.5%	B-
5206.11.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.12.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.13.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.14.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.15.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.21.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.22.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.23.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.24.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.25.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.31.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.32.00	6% and 6.6¢/kg	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5206.33.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.34.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.35.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.41.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.42.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.43.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.44.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5206.45.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5207.10.00	7.5%	B-
5207.90.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5208.11.90	9%	B-
5208.12.00	9%	B-
5208.13.00	9%	B-
5208.19.00	9%	B-
5208.21.00	10.5%	B-
5208.22.90	10.5%	B-
5208.23.00	10.5%	B-
5208.29.00	10.5%	B-
5208.31.00	10.5%	B-
5208.32.90	10.5%	B-
5208.33.00	10.5%	B-
5208.39.00	10.5%	B-
5208.41.00	10.5%	B-
5208.42.90	10.5%	B-
5208.43.00	10.5%	B-
5208.49.00	10.5%	B-
5208.51.00	10.5%	B-
5208.52.90	10.5%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5208.53.00	10.5%	B-
5208.59.00	10.5%	B-
5209.11.00	9%	B-
5209.12.00	9%	B-
5209.19.00	9%	B-
5209.21.00	10.5%	B-
5209.22.00	10.5%	B-
5209.29.00	10.5%	B-
5209.31.00	10.5%	B-
5209.32.00	10.5%	B-
5209.39.00	10.5%	B-
5209.41.00	10.5%	B-
5209.43.00	10.5%	B-
5209.49.00	10.5%	B-
5209.51.00	10.5%	B-
5209.52.00	10.5%	B-
5209.59.00	10.5%	B-
5210.11.00	15%	B-
5210.12.00	15%	B-
5210.19.00	15%	B-
5210.21.00	15%	B-
5210.22.00	15%	B-
5210.29.00	15%	B-
5210.31.00	15%	B-
5210.32.00	15%	B-
5210.39.00	15%	B-
5210.41.00	15%	B-
5210.42.00	15%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5210.49.00	15%	B-
5210.51.00	15%	B-
5210.52.00	15%	B-
5210.59.00	15%	B-
5211.11.00	15%	B-
5211.12.00	15%	B-
5211.19.00	15%	B-
5211.21.00	15%	B-
5211.22.00	15%	B-
5211.29.00	15%	B-
5211.31.00	15%	B-
5211.32.00	15%	B-
5211.39.00	15%	B-
5211.41.00	15%	B-
5211.43.00	15%	B-
5211.49.00	15%	B-
5211.51.00	15%	B-
5211.52.00	15%	B-
5211.59.00	15%	B-
5212.11.10	4.5%	B-
5212.11.20	9.9%	B-
5212.11.90	8.1%	B-
5212.12.10	4.5%	B-
5212.12.20	9.9%	B-
5212.12.90	8.1%	B-
5212.13.10	4.5%	B-
5212.13.20	9.9%	B-
5212.13.90	8.1%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5212.14.10	4.5%	B-
5212.14.20	9.9%	B-
5212.14.90	8.1%	B-
5212.15.10	4.5%	B-
5212.15.20	9.9%	B-
5212.15.90	8.1%	B-
5212.21.10	4.5%	B-
5212.21.20	9.9%	B-
5212.21.90	8.1%	B-
5212.22.10	4.5%	B-
5212.22.20	9.9%	B-
5212.22.90	8.1%	B-
5212.23.10	4.5%	B-
5212.23.20	9.9%	B-
5212.23.90	8.1%	B-
5212.24.10	4.5%	B-
5212.24.20	9.9%	B-
5212.24.99	8.1%	B-
5212.25.10	4.5%	B-
5212.25.20	9.9%	B-
5212.25.90	8.1%	B-
5401.10.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5401.20.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.10.90	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.20.90	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.31.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.32.90	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.33.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5402.39.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.41.91	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.41.99	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.43.10	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.43.90	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.49.90	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.51.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.52.10	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.52.90	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.59.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.61.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5402.62.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5402.69.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5403.10.00	3.9%	B-
5403.20.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5403.33.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5403.39.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5403.42.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5403.49.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5404.10.90	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5404.90.90	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5405.00.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5406.10.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5406.20.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5407.10.00	15%	B-
5407.20.00	15%	B-
5407.30.00	15%	B-
5407.41.00	15%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5407.42.00	15%	B-
5407.43.00	15%	B-
5407.44.00	15%	B-
5407.51.00	15%	B-
5407.52.00	15%	B-
5407.53.00	15%	B-
5407.54.00	15%	B-
5407.61.10	15%	B-
5407.61.90	15%	B-
5407.69.00	15%	B-
5407.71.00	15%	B-
5407.72.00	15%	B-
5407.73.00	15%	B-
5407.74.00	15%	B-
5407.81.00	15%	B-
5407.82.00	15%	B-
5407.83.00	15%	B-
5407.84.00	15%	B-
5407.91.00	15%	B-
5407.92.00	15%	B-
5407.93.00	15%	B-
5407.94.00	15%	B-
5408.10.00	15%	B-
5408.21.00	15%	B-
5408.22.10	15%	B-
5408.22.90	15%	B-
5408.23.10	15%	B-
5408.23.90	15%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5408.24.10	15%	B–
5408.24.90	15%	B–
5408.31.00	15%	B–
5408.32.00	15%	B–
5408.33.00	15%	B–
5408.34.00	15%	B–
5501.10.00	4%	J
Effective on January 1, 1998	3%	
Effective on January 1, 1999	2%	
Effective on January 1, 2000	1%	
Effective on January 1, 2001	Free	
5501.20.00	4%	J
Effective on January 1, 1998	3%	
Effective on January 1, 1999	2%	
Effective on January 1, 2000	1%	
Effective on January 1, 2001	Free	
5501.90.00	4%	J
Effective on January 1, 1998	3%	
Effective on January 1, 1999	2%	
Effective on January 1, 2000	1%	
Effective on January 1, 2001	Free	
5502.00.00	4%	J
Effective on January 1, 1998	3%	
Effective on January 1, 1999	2%	
Effective on January 1, 2000	1%	
Effective on January 1, 2001	Free	
5503.10.00	1.6%	A–
5503.20.00	1.6%	A–
5503.40.00	3%	B–
5503.90.00	3%	B–
5504.90.00	3%	B–
5506.10.00	1.6%	A–
5506.20.00	1.6%	A–
5506.90.00	3%	B–
5508.10.00	6% and 6.6¢/kg	B–
5508.20.00	3.9% and 5.1¢/kg	B–

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5509.11.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5509.12.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5509.21.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5509.22.10	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5509.22.90	6% and 6.6¢/kg	B-
5509.31.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5509.32.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5509.41.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5509.42.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5509.51.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5509.52.90	7.5%	B-
5509.53.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5509.59.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5509.61.00	7.5%	B-
5509.62.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5509.69.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5509.91.00	7.5%	B-
5509.92.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5509.99.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5510.11.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5510.12.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5510.20.00	7.5%	B-
5510.30.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5510.90.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5511.10.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5511.20.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5511.30.00	3.9% and 5.1¢/kg	B-
5512.11.00	15%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5512.19.00	15%	B-
5512.21.00	15%	B-
5512.29.00	15%	B-
5512.91.00	15%	B-
5512.99.00	15%	B-
5513.11.00	15%	B-
5513.12.00	15%	B-
5513.13.00	15%	B-
5513.19.00	15%	B-
5513.21.00	15%	B-
5513.22.00	15%	B-
5513.23.00	15%	B-
5513.29.00	15%	B-
5513.31.00	15%	B-
5513.32.00	15%	B-
5513.33.00	15%	B-
5513.39.00	15%	B-
5513.41.00	15%	B-
5513.42.00	15%	B-
5513.43.00	15%	B-
5513.49.00	15%	B-
5514.11.00	15%	B-
5514.12.00	15%	B-
5514.13.00	15%	B-
5514.19.00	15%	B-
5514.21.00	15%	B-
5514.22.00	15%	B-
5514.23.00	15%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5514.29.00	15%	B-
5514.31.00	15%	B-
5514.32.90	15%	B-
5514.33.00	15%	B-
5514.39.00	15%	B-
5514.41.00	15%	B-
5514.42.00	15%	B-
5514.43.00	15%	B-
5514.49.00	15%	B-
5515.11.00	15%	B-
5515.12.00	15%	B-
5515.13.00	9.9%	B-
5515.19.00	15%	B-
5515.21.00	15%	B-
5515.22.00	9.9%	B-
5515.29.00	15%	B-
5515.91.00	15%	B-
5515.92.00	9.9%	B-
5515.99.00	15%	B-
5516.11.00	15%	B-
5516.12.00	15%	B-
5516.13.00	15%	B-
5516.14.00	15%	B-
5516.21.00	15%	B-
5516.22.00	15%	B-
5516.23.00	15%	B-
5516.24.00	15%	B-
5516.31.00	9.9%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5516.32.00	9.9%	B-
5516.33.00	9.9%	B-
5516.34.00	9.9%	B-
5516.41.00	15%	B-
5516.42.00	15%	B-
5516.43.00	15%	B-
5516.44.00	15%	B-
5516.91.00	15%	B-
5516.92.00	15%	B-
5516.93.00	15%	B-
5516.94.00	15%	B-
5601.10.10	3.3%	A-
5601.10.90	7.5%	A-
5601.21.10	3.6%	B-
5601.21.20	13.5%	B-
5601.22.10	3.6%	B-
5601.22.20	15%	B-
5601.29.10	3.6%	B-
5601.29.20	13.5%	B-
5601.30.12	3%	B-
5602.10.10	9.9%	B-
5602.10.99	15%	B-
5602.21.00	6.6%	B-
5602.29.00	12.9%	B-
5602.90.00	9.9%	B-
5603.11.92	8.2%	A-
5603.11.99	14.8%	B-
5603.12.92	8.2%	B-

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5603.12.99	14.8%	B-
5603.13.92	8.2%	A-
5603.13.99	14.8%	B-
5603.14.92	8.2%	A-
5603.14.99	14.8%	B-
5603.91.10	3.6%	B-
5603.91.30	8.2%	A-
5603.91.90	14.8%	B-
5603.92.10	3.6%	B-
5603.92.30	8.2%	A-
5603.92.90	14.8%	B-
5603.93.10	3.6%	B-
5603.93.30	8.2%	A-
5603.93.90	14.8%	B-
5603.94.10	3.6%	B-
5603.94.30	8.2%	A-
5603.94.90	14.8%	B-
5604.10.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5604.20.10	6% and 6.6¢/kg	B-
5604.20.20	3.9% and 7.2¢/kg	B-
5604.90.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5605.00.00	6% and 6.6¢/kg	B-
5606.00.19	6% and 6.6¢/kg	B-
5606.00.29	6% and 6.6¢/kg	B-
5606.00.39	6% and 6.6¢/kg	B-
5607.10.10	8.1%	B-
5607.10.20	12%	B-
5607.29.10	7.5%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5607.29.20	12%	B-
5607.30.10	7.5%	B-
5607.30.20	12%	B-
5607.49.10	6% and 6.6¢/kg	B-
5607.49.20	12%	B-
5607.50.10	6% and 6.6¢/kg	B-
5607.50.20	12%	B-
5607.90.10	7.5%	B-
5607.90.20	12%	B-
5608.11.00	15%	B-
5608.19.90	15%	B-
5608.90.00	1%	B-
5609.00.00	9%	B-
5701.10.10	7.8%	B-
5701.90.10	7.8%	B-
5702.10.00	7.8%	B-
5702.31.00	7.8%	B-
5702.32.00	7.8%	B-
5702.39.00	7.8%	B-
5702.41.00	7.8%	B-
5702.42.00	8.7%	B-
5702.49.00	8.7%	B-
5702.51.00	7.8%	B-
5702.52.00	7.8%	B-
5702.59.90	7.8%	B-
5702.91.00	7.8%	B-
5702.92.00	8.7%	B-
5702.99.90	7.8%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5703.10.10	7.8%	B-
5703.20.10	7.8%	B-
5703.30.10	7.8%	B-
5703.90.10	7.8%	B-
5704.10.00	7.8%	B-
5704.90.00	7.8%	B-
5705.00.00	7.5%	B-
5801.10.00	9.9%	B-
5801.21.00	10.5%	B-
5801.22.10	5%	A-
5801.22.90	6.6%	A-
5801.23.10	9%	B-
5801.23.20	12%	B-
5801.24.00	10.7%	B-
5801.26.00	12.1%	B-
5801.31.00	15%	B-
5801.32.00	6.6%	A-
5801.33.00	12%	B-
5801.34.00	15%	B-
5801.36.00	15%	B-
5801.90.90	6.9%	B-
5802.11.10	9%	B-
5802.11.90	15%	B-
5802.19.00	10.5%	B-
5802.20.00	15%	B-
5802.30.00	15%	B-
5803.10.90	11.8%	B-
5803.90.19	15% but not to exceed \$2.562/kg	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5803.90.90	8.4%	B-
5804.10.10	3.9%	B-
5804.10.90	12%	B-
5804.21.00	10.5%	B-
5804.29.00	3.9%	B-
5804.30.10	3.9%	B-
5804.30.90	12%	B-
5805.00.90	13.5%	B-
5806.10.10	6%	B-
5806.10.90	15%	B-
5806.20.00	15%	B-
5806.31.10	9%	B-
5806.31.20	10.5%	B-
5806.31.30	15%	B-
5806.31.90	12%	B-
5806.32.00	13.5%	B-
5806.39.90	9%	B-
5806.40.00	14.4%	B-
5807.10.10	9.3%	B-
5807.10.20	6%	B-
5807.90.00	6%	B-
5808.10.00	9%	B-
5808.90.00	14.6%	B-
5809.00.00	15%	B-
5810.10.00	4.8%	B-
5810.91.10	3.9%	B-
5810.91.90	12%	B-
5810.92.00	12%	B-

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5810.99.00	12%	B-
5811.00.10	15%	B-
5811.00.20	15%	B-
5811.00.90	15%	B-
5901.10.00	9%	B-
5901.90.90	9%	B-
5902.10.00	7.5%	B-
5902.20.00	7.5%	B-
5902.90.00	7.5%	B-
5903.10.10	9%	B-
5903.10.20	9.9%	B-
5903.20.10	9%	B-
5903.20.20	9.9%	B-
5903.90.11	9%	B-
5903.90.12	9%	B-
5903.90.19	9%	B-
5903.90.20	9.9%	B-
5904.10.00	3.9%	B-
5904.91.10	5.4%	B-
5904.91.90	9.9%	B-
5904.92.00	9.9%	B-
5905.00.99	9%	B-
5906.10.10	9%	B-
5906.10.20	9.9%	B-
5906.91.10	9%	B-
5906.91.20	9.9%	B-
5906.99.10	9%	B-
5906.99.20	9.9%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
5907.00.11	4.5%	B-
5907.00.12	9%	B-
5907.00.13	9.9%	B-
5907.00.29	13.5%	B-
5908.00.10	6%	B-
5908.00.90	13.3%	B-
5909.00.10	7.8%	B-
5909.00.90	9.6%	B-
5910.00.10	1.5%	B-
5910.00.90	6.9%	B-
5911.10.11	4.8%	B-
5911.10.90	9%	B-
5911.20.00	13.2%	B-
5911.31.00	1.5%	B-
5911.32.00	1.5%	B-
5911.40.00	9.9%	B-
5911.90.20	1.5%	B-
5911.90.90	7.5%	B-
6001.10.00	15%	B-
6001.21.00	9%	B-
6001.22.00	15%	B-
6001.29.00	9%	B-
6001.91.00	9%	B-
6001.92.00	15%	B-
6001.99.00	9%	B-
6002.10.10	3.9%	B-
6002.10.20	12%	B-
6002.10.90	15%	B-

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6002.20.10	3.9%	B-
6002.20.20	12%	B-
6002.20.90	15%	B-
6002.30.10	3.9%	B-
6002.30.20	12%	B-
6002.30.90	15%	B-
6002.41.00	15%	B-
6002.42.10	3.9%	B-
6002.42.20	12%	B-
6002.42.90	15%	B-
6002.43.10	12%	B-
6002.43.90	15%	B-
6002.49.10	3.9%	B-
6002.49.20	12%	B-
6002.49.90	15%	B-
6002.91.00	15%	B-
6002.92.10	15%	B-
6002.92.90	15%	B-
6002.93.00	15%	B-
6002.99.00	15%	B-
6101.10.00	15%	B
6101.20.00	15%	B
6101.30.00	15%	B
6101.90.00	15%	B
6102.10.00	15%	B
6102.20.00	15%	B
6102.30.00	15%	B
6102.90.00	15%	B

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6103.11.00	15%	B
6103.12.00	15%	B
6103.19.10	15%	B
6103.19.90	15%	B
6103.21.00	15%	B
6103.22.00	15%	B
6103.23.00	15%	B
6103.29.00	15%	B
6103.31.00	15%	B
6103.32.00	15%	B
6103.33.00	15%	B
6103.39.10	15%	B
6103.39.90	15%	B
6103.41.00	15%	B
6103.42.00	15%	B
6103.43.00	15%	B
6103.49.00	15%	B
6104.11.00	15%	B
6104.12.00	15%	B
6104.13.00	15%	B
6104.19.10	15%	B
6104.19.90	15%	B
6104.21.00	15%	B
6104.22.00	15%	B
6104.23.00	15%	B
6104.29.00	15%	B
6104.31.00	15%	B
6104.32.00	15%	B

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6104.33.00	15%	B
6104.39.10	15%	B
6104.39.90	15%	B
6104.41.00	15%	B
6104.42.00	15%	B
6104.43.00	15%	B
6104.44.00	15%	B
6104.49.00	15%	B
6104.51.00	15%	B
6104.52.00	15%	B
6104.53.00	15%	B
6104.59.10	15%	B
6104.59.90	15%	B
6104.61.00	15%	B
6104.62.00	15%	B
6104.63.00	15%	B
6104.69.00	15%	B
6105.10.00	15%	B
6105.20.00	15%	B
6105.90.00	15%	B
6106.10.00	15%	B
6106.20.00	15%	B
6106.90.00	15%	B
6107.11.00	15%	B
6107.12.00	15%	B
6107.19.00	15%	B
6107.21.00	15%	B
6107.22.00	15%	B

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6107.29.00	15%	B
6107.91.00	15%	B
6107.92.00	15%	B
6107.99.00	15%	B
6108.11.00	15%	B
6108.19.00	15%	B
6108.21.00	15%	B
6108.22.00	15%	B
6108.29.00	15%	B
6108.31.00	15%	B
6108.32.00	15%	B
6108.39.00	15%	B
6108.91.00	15%	B
6108.92.00	15%	B
6108.99.00	15%	B
6109.10.00	15%	B
6109.90.00	15%	B
6110.10.10	9.9%	B
6110.10.90	15%	B
6110.20.00	15%	B
6110.30.00	15%	B
6110.90.00	15%	B
6111.10.00	15%	B
6111.20.00	15%	B
6111.30.00	15%	B
6111.90.00	15%	B
6112.11.00	15%	B
6112.12.00	15%	B

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6112.19.00	15%	B
6112.20.00	15%	B
6112.31.00	15%	B
6112.39.00	15%	B
6112.41.00	15%	B
6112.49.00	15%	B
6113.00.10	3.9%	B
6113.00.90	15%	B
6114.10.00	15%	B
6114.20.00	15%	B
6114.30.00	15%	B
6114.90.00	15%	B
6115.11.00	15%	B
6115.12.00	15%	B
6115.19.00	15%	B
6115.20.00	10.5% and 1.9¢/pair	B
6115.91.00	7.9%	B
6115.92.00	10.5% and 1.9¢/pair	B
6115.93.00	10.5% and 1.9¢/pair	B
6115.99.00	10.5% and 1.9¢/pair	B
6116.10.00	9.9%	B
6116.91.00	9.9%	B
6116.92.00	9.9%	B
6116.93.00	9.9%	B
6116.99.00	9.9%	B
6117.10.00	15%	B
6117.20.00	15%	B
6117.80.10	6%	B

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6117.80.90	15%	B
6117.90.10	3.9%	B
6117.90.20	9.9%	B
6117.90.90	15%	B
6201.11.00	15%	B
6201.12.00	13.5%	B
6201.13.00	15%	B
6201.19.00	13.5%	B
6201.91.00	15%	B
6201.92.10	18%	B
6201.92.90	13.5%	B
6201.93.00	13.5%	B
6201.99.00	13.5%	B
6202.11.00	15%	B
6202.12.00	13.5%	B
6202.13.00	15%	B
6202.19.00	6%	B
6202.91.00	15%	B
6202.92.00	13.5%	B
6202.93.00	15%	B
6202.99.00	13.5%	B
6203.11.00	15%	B
6203.12.00	15%	B
6203.19.10	13.5%	B
6203.19.90	13.5%	B
6203.21.00	15%	B
6203.22.00	13.5%	B
6203.23.00	15%	B

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6203.29.00	13.5%	B
6203.31.00	15%	B
6203.32.00	13.5%	B
6203.33.00	15%	B
6203.39.10	13.5%	B
6203.39.90	13.5%	B
6203.41.00	15%	B
6203.42.00	13.5%	B
6203.43.00	15%	B
6203.49.00	15%	B
6204.11.00	15%	B
6204.12.00	13.5%	B
6204.13.00	15%	B
6204.19.10	15%	B
6204.19.90	15%	B
6204.21.00	15%	B
6204.22.00	13.5%	B
6204.23.00	15%	B
6204.29.00	13.5%	B
6204.31.00	15%	B
6204.32.00	13.5%	B
6204.33.00	15%	B
6204.39.10	13.5%	B
6204.39.90	13.5%	B
6204.41.00	15%	B
6204.42.00	13.5%	B
6204.43.00	15%	B
6204.44.00	15%	B

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6204.49.00	6%	B
6204.51.00	15%	B
6204.52.00	13.5%	B
6204.53.00	15%	B
6204.59.10	13.5%	B
6204.59.90	13.5%	B
6204.61.00	15%	B
6204.62.00	13.5%	B
6204.63.00	15%	B
6204.69.00	13.5%	B
6205.10.00	15%	B
6205.20.00	13.5%	B
6205.30.00	15%	B
6205.90.00	6%	B
6206.10.00	6%	B
6206.20.00	15%	B
6206.30.00	13.5%	B
6206.40.00	15%	B
6206.90.00	13.5%	B
6207.11.00	13.5%	B
6207.19.00	15%	B
6207.21.00	13.5%	B
6207.22.00	15%	B
6207.29.00	6%	B
6207.91.00	13.5%	B
6207.92.00	15%	B
6207.99.00	13.5%	B
6208.11.00	15%	B

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6208.19.00	13%	B
6208.21.00	13.5%	B
6208.22.00	15%	B
6208.29.00	6%	B
6208.91.00	13.5%	B
6208.92.00	15%	B
6208.99.00	6%	B
6209.10.00	15%	B
6209.20.00	13.5%	B
6209.30.00	15%	B
6209.90.00	14.5%	B
6210.10.00	14.3%	B
6210.20.00	14.5%	B
6210.30.00	14.5%	B
6210.40.00	14.5%	B
6210.50.00	14.5%	B
6211.11.00	14.6%	B
6211.12.00	15%	B
6211.20.00	15%	B
6211.31.00	15%	B
6211.32.00	13.5%	B
6211.33.00	15%	B
6211.39.00	13.2%	B
6211.41.00	15%	B
6211.42.00	13.5%	B
6211.43.90	15%	B
6211.49.90	13.5%	B
6212.10.00	15%	B

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6212.20.00	15%	B
6212.30.00	15%	B
6212.90.00	15%	B
6213.10.00	4.8%	B
6213.20.00	4.8%	B
6213.90.00	12.4%	B
6214.10.00	4.8%	B
6214.20.00	15%	B
6214.30.00	15%	B
6214.40.00	15%	B
6214.90.00	14.2%	B
6215.10.00	6%	B
6215.20.00	15%	B
6215.90.00	15%	B
6216.00.00	9.9%	B
6217.10.00	11%	B
6217.90.00	14.2%	B
6301.10.00	13.5%	B–
6301.20.00	9%	B–
6301.30.00	13.5%	B–
6301.40.00	9%	B–
6301.90.00	9%	B–
6302.10.00	15%	B–
6302.21.00	13.5%	B–
6302.22.00	15%	B–
6302.29.00	13.5%	B–
6302.31.00	13.5%	B–
6302.32.00	15%	B–

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6302.39.00	13.5%	B-
6302.40.00	15%	B-
6302.51.00	13.5%	B-
6302.53.00	15%	B-
6302.59.00	12.9%	B-
6302.60.00	13.5%	B-
6302.91.00	13.5%	B-
6302.92.00	7.8%	B-
6302.93.00	15%	B-
6302.99.00	13.5%	B-
6303.11.00	15%	B-
6303.12.00	15%	B-
6303.19.00	15%	B-
6303.91.00	13.5%	B-
6303.92.10	15%	B-
6303.92.90	15%	B-
6303.99.00	15%	B-
6304.11.00	15%	B-
6304.19.00	14.2%	B-
6304.91.00	15%	B-
6304.92.00	13.5%	B-
6304.93.00	15%	B-
6304.99.00	13.8%	B-
6305.20.00	13.5%	B-
6305.32.00	15%	B-
6305.33.00	15%	B-
6305.39.00	15%	B-
6306.11.00	13.5%	B-

SCHEDULE – PART III

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6306.12.00	15%	B-
6306.19.00	13.5%	B-
6306.21.00	13.5%	B-
6306.22.00	15%	B-
6306.29.00	13.5%	B-
6306.31.00	7.8%	B-
6306.39.00	7.8%	B-
6306.41.00	6%	B-
6306.49.00	6%	B-
6306.91.00	13.5%	B-
6306.99.00	15%	B-
6307.10.90	13.5%	B-
6307.20.00	13.5%	B-
6307.90.10	6%	B-
6307.90.30	15%	B-
6307.90.92	13.5%	B-
6307.90.93	6%	B-
6307.90.99	15%	B-
6308.00.00	14.8%	B-
6309.00.00	15%	B-
6401.10.10	18%	J
Effective on January 1, 1998	16%	
Effective on January 1, 1999	8%	
Effective on January 1, 2000	6%	
Effective on January 1, 2001	4%	
Effective on January 1, 2002	2%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6401.10.20	18%	J
Effective on January 1, 1998	16%	
Effective on January 1, 1999	8%	
Effective on January 1, 2000	6%	
Effective on January 1, 2001	4%	
Effective on January 1, 2002	2%	
Effective on January 1, 2003	Free	

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6401.91.10	18%	J
Effective on January 1, 1998	16%	
Effective on January 1, 1999	8%	
Effective on January 1, 2000	6%	
Effective on January 1, 2001	4%	
Effective on January 1, 2002	2%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6401.91.20	18%	J
Effective on January 1, 1998	16%	
Effective on January 1, 1999	8%	
Effective on January 1, 2000	6%	
Effective on January 1, 2001	4%	
Effective on January 1, 2002	2%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6401.92.12	18%	J
Effective on January 1, 1998	16%	
Effective on January 1, 1999	8%	
Effective on January 1, 2000	6%	
Effective on January 1, 2001	4%	
Effective on January 1, 2002	2%	
Effective on January 1, 2003	Free	

Tariff Item		Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6401.92.91		18%	J
	Effective on January 1, 1998	16%	
	Effective on January 1, 1999	8%	
	Effective on January 1, 2000	6%	
	Effective on January 1, 2001	4%	
	Effective on January 1, 2002	2%	
	Effective on January 1, 2003	Free	
6401.92.92		18%	J
	Effective on January 1, 1998	16%	
	Effective on January 1, 1999	8%	
	Effective on January 1, 2000	6%	
	Effective on January 1, 2001	4%	
	Effective on January 1, 2002	2%	
	Effective on January 1, 2003	Free	
6401.99.11		8.3%	J
	Effective on January 1, 1998	6.3%	
	Effective on January 1, 1999	2.6%	
	Effective on January 1, 2000	1.9%	
	Effective on January 1, 2001	1.3%	
	Effective on January 1, 2002	0.6%	
	Effective on January 1, 2003	Free	
6401.99.19		18%	J
	Effective on January 1, 1998	16%	
	Effective on January 1, 1999	8%	
	Effective on January 1, 2000	6%	
	Effective on January 1, 2001	4%	
	Effective on January 1, 2002	2%	
	Effective on January 1, 2003	Free	
6401.99.20		18%	J
	Effective on January 1, 1998	16%	
	Effective on January 1, 1999	8%	
	Effective on January 1, 2000	6%	
	Effective on January 1, 2001	4%	
	Effective on January 1, 2002	2%	
	Effective on January 1, 2003	Free	
6402.12.20		18%	J
	Effective on January 1, 1998	16%	
	Effective on January 1, 1999	9.1%	
	Effective on January 1, 2000	6.8%	
	Effective on January 1, 2001	4.5%	
	Effective on January 1, 2002	2.2%	
	Effective on January 1, 2003	Free	

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6402.12.30	19.1%	J
Effective on January 1, 1998	17.1%	
Effective on January 1, 1999	8.9%	
Effective on January 1, 2000	6.7%	
Effective on January 1, 2001	4.4%	
Effective on January 1, 2002	2.2%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6402.19.10	19%	J
Effective on January 1, 1998	17%	
Effective on January 1, 1999	Free	
6402.19.90	19%	J
Effective on January 1, 1998	17%	
Effective on January 1, 1999	15%	
Effective on January 1, 2000	6.7%	
Effective on January 1, 2001	4.4%	
Effective on January 1, 2002	2.2%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6402.20.20	19.4%	J
Effective on January 1, 1998	17.4%	
Effective on January 1, 1999	Free	
6402.30.00	17.4%	J
Effective on January 1, 1998	15.4%	
Effective on January 1, 1999	8.8%	
Effective on January 1, 2000	6.6%	
Effective on January 1, 2001	4.4%	
Effective on January 1, 2002	2.2%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6402.91.00	19%	J
Effective on January 1, 1998	17%	
Effective on January 1, 1999	8.9%	
Effective on January 1, 2000	6.7%	
Effective on January 1, 2001	4.4%	
Effective on January 1, 2002	2.2%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6402.99.00	19%	J
Effective on January 1, 1998	17%	
Effective on January 1, 1999	15%	
Effective on January 1, 2000	11.2%	
Effective on January 1, 2001	7.5%	
Effective on January 1, 2002	3.7%	
Effective on January 1, 2003	Free	

Tariff Item		Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6403.12.20		18%	J
	Effective on January 1, 1998	16%	
	Effective on January 1, 1999	9.1%	
	Effective on January 1, 2000	6.8%	
	Effective on January 1, 2001	4.5%	
	Effective on January 1, 2002	2.2%	
6403.12.30		19.4%	J
	Effective on January 1, 1998	17.4%	
	Effective on January 1, 1999	8.9%	
	Effective on January 1, 2000	6.7%	
	Effective on January 1, 2001	4.4%	
	Effective on January 1, 2002	2.2%	
6403.19.10		19.4%	J
	Effective on January 1, 1998	17.4%	
	Effective on January 1, 1999	Free	
6403.19.20		19.4%	J
	Effective on January 1, 1998	17.4%	
	Effective on January 1, 1999	15.4%	
	Effective on January 1, 2000	11.5%	
	Effective on January 1, 2001	7.7%	
	Effective on January 1, 2002	3.8%	
6403.19.90		19.4%	J
	Effective on January 1, 1998	17.4%	
	Effective on January 1, 1999	Free	
6403.20.00		18%	J
	Effective on January 1, 1998	16%	
	Effective on January 1, 1999	9.1%	
	Effective on January 1, 2000	6.8%	
	Effective on January 1, 2001	4.5%	
	Effective on January 1, 2002	2.2%	
6403.30.00		19.4%	J
	Effective on January 1, 1998	17.4%	
	Effective on January 1, 1999	9.1%	
	Effective on January 1, 2000	6.8%	
	Effective on January 1, 2001	4.5%	
	Effective on January 1, 2002	2.2%	
	Effective on January 1, 2003	Free	

Tariff Item		Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6403.40.00		19.4%	J
	Effective on January 1, 1998	17.4%	
	Effective on January 1, 1999	15.4%	
	Effective on January 1, 2000	11.5%	
	Effective on January 1, 2001	7.7%	
	Effective on January 1, 2002	3.8%	
	Effective on January 1, 2003	Free	
6403.51.00		18%	J
	Effective on January 1, 1998	16%	
	Effective on January 1, 1999	9.1%	
	Effective on January 1, 2000	6.8%	
	Effective on January 1, 2001	4.5%	
	Effective on January 1, 2002	2.2%	
	Effective on January 1, 2003	Free	
6403.59.10		14%	J
	Effective on January 1, 1998	12%	
	Effective on January 1, 1999	9.1%	
	Effective on January 1, 2000	6.8%	
	Effective on January 1, 2001	Free	
6403.59.90		19.4%	J
	Effective on January 1, 1998	17.4%	
	Effective on January 1, 1999	9.1%	
	Effective on January 1, 2000	6.8%	
	Effective on January 1, 2001	Free	
6403.91.00		19.4%	J
	Effective on January 1, 1998	17.4%	
	Effective on January 1, 1999	15.4%	
	Effective on January 1, 2000	11.5%	
	Effective on January 1, 2001	7.7%	
	Effective on January 1, 2002	3.8%	
	Effective on January 1, 2003	Free	
6403.99.10		19.4%	J
	Effective on January 1, 1998	17.4%	
	Effective on January 1, 1999	Free	
6403.99.20		14%	J
	Effective on January 1, 1998	12%	
	Effective on January 1, 1999	Free	
6403.99.90		19.4%	J
	Effective on January 1, 1998	17.4%	
	Effective on January 1, 1999	9.1%	
	Effective on January 1, 2000	6.8%	
	Effective on January 1, 2001	4.5%	
	Effective on January 1, 2002	2.2%	
	Effective on January 1, 2003	Free	

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6404.11.11	11%	J
Effective on January 1, 1998	9%	
Effective on January 1, 1999	7%	
Effective on January 1, 2000	5.2%	
Effective on January 1, 2001	3.5%	
Effective on January 1, 2002	1.7%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6404.11.19	11%	J
Effective on January 1, 1998	9%	
Effective on January 1, 1999	Free	
6404.11.91	19.4%	J
Effective on January 1, 1998	17.4%	
Effective on January 1, 1999	15.4%	
Effective on January 1, 2000	11.5%	
Effective on January 1, 2001	7.7%	
Effective on January 1, 2002	3.8%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6404.11.99	19.4%	J
Effective on January 1, 1998	17.4%	
Effective on January 1, 1999	Free	
6404.19.10	11%	J
Effective on January 1, 1998	9%	
Effective on January 1, 1999	5.2%	
Effective on January 1, 2000	3.9%	
Effective on January 1, 2001	2.6%	
Effective on January 1, 2002	1.3%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6404.19.90	19.4%	J
Effective on January 1, 1998	17.4%	
Effective on January 1, 1999	15.4%	
Effective on January 1, 2000	11.5%	
Effective on January 1, 2001	7.7%	
Effective on January 1, 2002	3.8%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6404.20.00	18%	J
Effective on January 1, 1998	16%	
Effective on January 1, 1999	9.1%	
Effective on January 1, 2000	6.8%	
Effective on January 1, 2001	4.5%	
Effective on January 1, 2002	2.2%	
Effective on January 1, 2003	Free	

Tariff Item	Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6405.10.00	19.4%	J
Effective on January 1, 1998	17.4%	
Effective on January 1, 1999	9.1%	
Effective on January 1, 2000	6.8%	
Effective on January 1, 2001	4.5%	
Effective on January 1, 2002	2.2%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6405.20.10	19.4%	J
Effective on January 1, 1998	17.4%	
Effective on January 1, 1999	9.1%	
Effective on January 1, 2000	6.8%	
Effective on January 1, 2001	4.5%	
Effective on January 1, 2002	2.2%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6405.20.90	19.4%	J
Effective on January 1, 1998	17.4%	
Effective on January 1, 1999	9.1%	
Effective on January 1, 2000	6.8%	
Effective on January 1, 2001	4.5%	
Effective on January 1, 2002	2.2%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6405.90.00	19.4%	J
Effective on January 1, 1998	17.4%	
Effective on January 1, 1999	9.1%	
Effective on January 1, 2000	6.8%	
Effective on January 1, 2001	4.5%	
Effective on January 1, 2002	2.2%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6406.10.11	17.4%	J
Effective on January 1, 1998	15.4%	
Effective on January 1, 1999	13.4%	
Effective on January 1, 2000	7.5%	
Effective on January 1, 2001	5%	
Effective on January 1, 2002	2.5%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6406.10.19	17.4%	J
Effective on January 1, 1998	15.4%	
Effective on January 1, 1999	13.4%	
Effective on January 1, 2000	7.5%	
Effective on January 1, 2001	5%	
Effective on January 1, 2002	2.5%	
Effective on January 1, 2003	Free	
6406.10.90	4%	J
Effective on January 1, 1998	2%	
Effective on January 1, 1999	Free	

Tariff Item		Chile Tariff	CCFTA Staging Category
6406.99.30		6%	J
	Effective on January 1, 1998	4%	
	Effective on January 1, 1999	4%	
	Effective on January 1, 2000	3.1%	
	Effective on January 1, 2001	2.1%	
	Effective on January 1, 2002	1%	
	Effective on January 1, 2003	Free	
6406.99.90		2%	J
	Effective on January 1, 1998	Free	

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
0402.29.11	6,25 ¢/kg	X
0402.29.21	12,2 %	X
0402.99.10	5,35 ¢/kg	X
0603.10.29	11,9 %	X
0603.10.30	11 %	X
0603.10.90	10,4 %	X
0603.90.11	4,2 %	B
0603.90.20	9,4 %	B
0702.00.10	1,66 ¢/kg mais pas moins de 11,3 %	B
0702.00.91	4,48 ¢/kg mais pas moins de 12,2 %	B
0703.10.10	4,98 ¢/kg mais pas moins de 11,3 %	B
0703.10.21	2,49 ¢/kg mais pas moins de 11,3 %	B
0703.10.31	4,48 ¢/kg mais pas moins de 10,1 %	B
0703.10.41	2,69 ¢/kg mais pas moins de 12,2 %	B
0707.00.10	1,66 ¢/kg mais pas moins de 7,5 %	B
0707.00.91	4,03 ¢/kg mais pas moins de 12,2 %	B
0709.20.10	5 %	X
0709.20.91	10 %	X
0709.51.10	5 %	X
0709.51.90	9,42 ¢/kg mais pas moins de 9,5 %	X
0710.80.10	21,4 %	X
0710.80.20	17,6 %	X
0710.80.30	11 %	X
0710.80.41	15,4 %	X
0710.80.49	13,2 %	X
0710.80.50	11 %	X
0710.80.99	13,2 %	X
0711.40.00	11,9 %	X

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
0712.20.00	4,2 %	B
0712.30.10	7,5 %	B
0712.90.30	8,8 %	X
0712.90.90	8,8 %	X
0808.20.10	2,49 ¢/kg mais pas moins de 9,4 %	B
0808.20.21	2,69 ¢/kg mais pas moins de 10,1 %	B
0809.10.10	5 %	X
0809.10.91	5 %	X
0809.20.10	5 %	X
0809.20.21	5 %	X
0809.20.31	5 %	X
0809.20.90	5 %	X
0809.30.10	4,2 %	B
0809.30.21	6,8 %	B
0809.40.10	4,2 %	B
0809.40.21	5,1 %	B
0810.20.90	4 %	X
0810.30.00	3,4 %	B
0810.40.90	4 %	X
0811.10.10	5,38 ¢/kg mais pas moins de 8,1 %	B
0811.10.90	12,2 %	B
0811.20.00	7,5 %	B
0811.90.20	10,47 ¢/kg mais pas moins de 14,3 %	X
0811.90.30	11,9 %	X
0811.90.40	2 %	X
0812.10.00	12,5 %	X
0812.20.00	10,7 %	B
0812.90.99	5 %	X

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
0813.30.00	8,8 %	X
1001.10.10	3,05 \$/tonne	B
1001.10.20	46,9 %	B
1001.90.10	3,05 \$/tonne	B
1001.90.20	73,2 %	B
1101.00.10	3,89 \$/tonne	B
1101.00.20	133,93 \$/tonne	B
1103.11.10	3,89 \$/tonne	B
1103.11.20	100,88 \$/tonne	B
1103.21.10	3,4 %	B
1103.21.20	94,44 \$/tonne plus 6,9 %	B
1104.19.11	3,4 %	B
1104.19.12	102,06 \$/tonne plus 6,9 %	B
1104.29.11	3,4 %	B
1104.29.12	108,60 \$/tonne plus 6,9 %	B
1104.30.11	3,4 %	B
1104.30.12	94,44 \$/tonne plus 6,9 %	B
1108.11.10	0,6 ¢/kg	B
1108.11.20	225,64 \$/tonne	B
1109.00.10	9,8 %	B
1109.00.20	380,53 \$/tonne plus 14,2 %	B
1214.90.10	6 %	X
1515.90.91	8,8 %	X
1515.90.99	15,4 %	X
1704.10.00	6 %	X
1704.90.20	6 %	X
1704.90.30	6 %	X
1704.90.90	6 %	X

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
1806.31.00	4 %	X
1806.32.00	4 %	X
1806.90.90	4 %	X
1901.20.13	4,2 %	B
1901.20.14	11,42 ¢/kg plus 8,1 %	B
1901.20.23	3,4 %	B
1901.20.24	11,42 ¢/kg plus 6 %	B
1902.11.11	4,2 %	B
1902.11.12	15,58 ¢/kg plus 8,1 %	B
1902.19.13	15,58 ¢/kg	B
1902.19.91	4,2 %	B
1902.19.92	4,2 %	B
1902.19.93	15,58 ¢/kg plus 8,1 %	B
1902.30.11	4,2 %	B
1902.30.12	3,86 ¢/kg plus 8,1 %	B
1904.10.11	4,2 %	B
1904.10.12	11,14 ¢/kg plus 8,1 %	B
1904.90.11	4,2 %	B
1904.90.12	8,78 ¢/kg plus 8,1 %	B
1904.90.21	3,4 %	B
1904.90.22	8,78 ¢/kg plus 6 %	B
1905.10.12	12,94 ¢/kg	B
1905.10.21	4,2 %	B
1905.10.22	12,94 ¢/kg plus 8,1 %	B
1905.10.31	3,4 %	B
1905.10.32	12,94 ¢/kg plus 6 %	B
1905.30.11	4,1 %	X
1905.30.12	6,06 ¢/kg plus 4,8 %	X

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
1905.30.19	4,4 %	X
1905.30.91	2 %	X
1905.30.92	6,06 ¢/kg plus 4,8 %	X
1905.30.99	2 %	X
1905.40.12	12,94 ¢/kg	B
1905.40.91	3,4 %	B
1905.40.92	12,94 ¢/kg plus 7,1 %	B
1905.90.13	4,2 %	B
1905.90.14	8,11 ¢/kg plus 8,1 %	B
1905.90.15	3,4 %	B
1905.90.16	8,11 ¢/kg plus 6 %	B
1905.90.21	1,7 %	B
1905.90.22	5,19 ¢/kg plus 4,1 %	B
1905.90.23	1,7 %	B
1905.90.24	5,19 ¢/kg plus 4,1 %	B
1905.90.42	12,56 ¢/kg plus 4,1 %	B
2002.10.00	12,9 %	X
2002.90.00	8,1 %	B
2003.10.00	16,2 %	B
2004.90.10	16,9 %	B
2005.60.00	16,9 %	B
2005.90.11	16,6 %	X
2005.90.19	11,9 %	X
2005.90.99	11 %	X
2007.99.10	14,3 %	X
2007.99.90	9,5 %	X
2008.40.10	7,5 %	B
2008.40.90	11,3 %	B

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
2008.50.10	7,5 %	B
2008.50.90	11,3 %	B
2008.60.10	7,5 %	B
2008.60.90	12,2 %	B
2008.70.10	7,5 %	B
2008.70.90	9,7 %	B
2008.80.10	12,2 %	B
2008.80.90	8,1 %	B
2008.92.90	8,8 %	X
2008.99.11	9,5 %	X
2008.99.19	4,8 %	X
2008.99.99	8,8 %	X
2009.50.00	12,2 %	B
2009.60.90	11,3 %	B
2009.70.10	8,95 ¢/litre mais pas moins de 8,1 %	B
2009.70.91	8,1 %	B
2009.70.99	4,1 %	B
2009.80.12	1 %	X
2009.80.20	13,2 %	X
2102.10.10	11 %	X
2102.10.20	8,8 %	X
2103.20.10	12,2 %	B
2103.20.90	12,2 %	B
2104.10.00	10,4 %	X
2106.90.21	8,8 %	X
2106.90.22	8,8 %	X
2106.90.29	8,8 %	X
2106.90.35	7 %	X

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
2106.90.39	7 %	X
2106.90.50	6 %	X
2106.90.60	12,5 %	X
2106.90.80	5 %	X
2106.90.91	10 %	X
2106.90.92	10 %	X
2106.90.95	7 %	X
2106.90.99	10 %	X
2204.10.00	41,8 ¢/litre	X
2204.29.10	3,31 ¢/litre	B
2302.30.20	94,44 \$/tonne plus 4,1 %	B
2905.42.00	4 %	A-
3503.00.90	6 %	X
3907.60.00	5,4 %	Ba
3916.10.00	6,6 %	Ba
3916.20.00	6,6 %	Ba
3916.90.90	6,6 %	Ba
3917.21.00	6,6 %	Ba
3917.22.00	6,6 %	Ba
3917.23.00	6,6 %	Ba
3917.29.00	6,6 %	Ba
3917.31.00	6,6 %	Ba
3917.32.00	6,6 %	Ba
3917.33.00	6,6 %	Ba
3917.39.00	6,6 %	Ba
3917.40.00	6,6 %	Ba
3918.10.11	11,6 %	Ba
3918.10.19	9,9 %	Ba

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
3918.10.90	6,6 %	Ba
3918.90.11	11,6 %	Ba
3918.90.19	9,9 %	Ba
3918.90.91	6,6 %	Ba
3918.90.99	6,6 %	Ba
3919.10.11	11,6 %	Ba
3919.10.19	9,9 %	Ba
3919.10.30	5,8 %	Ba
3919.10.91	6,6 %	Ba
3919.10.99	6,6 %	Ba
3919.90.11	11,6 %	Ba
3919.90.19	9,9 %	Ba
3919.90.91	6,6 %	Ba
3919.90.99	6,6 %	Ba
3920.10.00	6,6 %	Ba
3920.20.00	6,6 %	Ba
3920.30.00	6,6 %	Ba
3920.41.00	6,6 %	Ba
3920.42.00	6,6 %	Ba
3920.59.00	6,6 %	Ba
3920.61.00	6,6 %	Ba
3920.63.00	6,6 %	Ba
3920.69.00	6,6 %	Ba
3920.71.00	5,8 %	Ba
3920.91.00	6,6 %	Ba
3920.92.00	6,6 %	Ba
3920.94.00	6,6 %	Ba
3920.99.00	6,6 %	Ba

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
3921.11.00	6,6 %	Ba
3921.12.10	6,6 %	Ba
3921.12.90	6,6 %	Ba
3921.13.10	6,6 %	Ba
3921.13.90	6,6 %	Ba
3921.14.00	5,8 %	Ba
3921.19.10	6,6 %	Ba
3921.19.90	6,6 %	Ba
3921.90.11	13,7 %	Ba
3921.90.19	13,7 %	Ba
3921.90.21	11,6 %	Ba
3921.90.29	9,9 %	Ba
3921.90.90	6,6 %	Ba
3922.90.90	6,6 %	Ba
3923.10.00	6,6 %	Ba
3923.21.00	6,6 %	Ba
3923.29.00	6,6 %	Ba
3923.30.10	6,6 %	Ba
3923.30.90	6,6 %	Ba
3923.50.10	6,6 %	Ba
3923.50.90	6,6 %	Ba
3923.90.90	6,6 %	Ba
3924.10.10	6,6 %	Ba
3924.10.90	6,6 %	Ba
3924.90.00	6,6 %	Ba
3925.10.00	6,6 %	Ba
3925.20.00	6,6 %	Ba
3925.90.00	6,6 %	Ba

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
3926.10.00	6,6 %	Ba
3926.20.11	11,6 %	Ba
3926.20.19	11,6 %	Ba
3926.20.20	6,6 %	Ba
3926.20.30	6,6 %	Ba
3926.20.81	9,9 %	Ba
3926.20.82	9,1 %	Ba
3926.20.89	11,6 %	Ba
3926.20.90	6,6 %	Ba
3926.40.90	6,6 %	Ba
3926.90.10	8,3 %	Ba
3926.90.30	6,6 %	Ba
3926.90.91	5,8 %	Ba
3926.90.99	6,6 %	Ba
4012.20.20	5,5 %	B
4012.20.90	5,5 %	B
5106.10.00	2,6 %	A-
5106.20.00	2,6 %	A-
5107.10.90	2,6 %	A-
5107.20.90	2,6 %	A-
5108.10.20	2,6 %	A-
5108.20.20	2,6 %	A-
5109.10.00	2,6 %	A-
5109.90.00	2,6 %	A-
5111.11.90	8,3 % mais ne doit pas excéder 1,423 \$/kg	A-
5111.19.00	5,5 %	A-
5111.20.91	8,3 % mais ne doit pas excéder 1,423 \$/kg	A-
5111.20.92	5,5 %	A-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5111.30.91	8,3 % mais ne doit pas excéder 1,423 \$/kg	A-
5111.30.92	5,5 %	A-
5111.90.91	8,3 % mais ne doit pas excéder 1,423 \$/kg	A-
5111.90.92	5,5 %	A-
5112.11.90	8,3 % mais ne doit pas excéder 1,423 \$/kg	A-
5112.19.91	8,3 % mais ne doit pas excéder 1,423 \$/kg	A-
5112.19.92	5,5 %	A-
5112.20.91	8,3 % mais ne doit pas excéder 1,423 \$/kg	A-
5112.20.92	5,5 %	A-
5112.30.91	8,3 % mais ne doit pas excéder 1,423 \$/kg	A-
5112.30.92	5,5 %	A-
5112.90.91	8,3 % mais ne doit pas excéder 1,423 \$/kg	A-
5112.90.92	5,5 %	A-
5113.00.00	5,5 %	A-
5203.00.90	5,2 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	3,9 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	2,6 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	1,3 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	En fr.
5204.11.00	7,5 %	B-
5204.19.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5204.20.00	7,5 %	B-
5205.11.00	7,5 %	B-
5205.12.00	7,5 %	B-
5205.13.00	7,5 %	B-
5205.14.00	7,5 %	B-
5205.15.00	7,5 %	B-
5205.21.00	7,5 %	B-
5205.22.00	7,5 %	B-
5205.23.00	7,5 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5205.24.00	7,5 %	B-
5205.26.00	7,5 %	B-
5205.27.00	7,5 %	B-
5205.28.00	7,5 %	B-
5205.31.00	7,5 %	B-
5205.32.00	7,5 %	B-
5205.33.00	7,5 %	B-
5205.34.00	7,5 %	B-
5205.35.00	7,5 %	B-
5205.41.00	7,5 %	B-
5205.42.00	7,5 %	B-
5205.43.00	7,5 %	B-
5205.44.00	7,5 %	B-
5205.46.00	7,5 %	B-
5205.47.00	7,5 %	B-
5205.48.90	7,5 %	B-
5206.11.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.12.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.13.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.14.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.15.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.21.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.22.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.23.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.24.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.25.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.31.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.32.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5206.33.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.34.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.35.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.41.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.42.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.43.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.44.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5206.45.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5207.10.00	7,5 %	B-
5207.90.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5208.11.90	9 %	B-
5208.12.00	9 %	B-
5208.13.00	9 %	B-
5208.19.00	9 %	B-
5208.21.00	10,5 %	B-
5208.22.90	10,5 %	B-
5208.23.00	10,5 %	B-
5208.29.00	10,5 %	B-
5208.31.00	10,5 %	B-
5208.32.90	10,5 %	B-
5208.33.00	10,5 %	B-
5208.39.00	10,5 %	B-
5208.41.00	10,5 %	B-
5208.42.90	10,5 %	B-
5208.43.00	10,5 %	B-
5208.49.00	10,5 %	B-
5208.51.00	10,5 %	B-
5208.52.90	10,5 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5208.53.00	10,5 %	B-
5208.59.00	10,5 %	B-
5209.11.00	9 %	B-
5209.12.00	9 %	B-
5209.19.00	9 %	B-
5209.21.00	10,5 %	B-
5209.22.00	10,5 %	B-
5209.29.00	10,5 %	B-
5209.31.00	10,5 %	B-
5209.32.00	10,5 %	B-
5209.39.00	10,5 %	B-
5209.41.00	10,5 %	B-
5209.43.00	10,5 %	B-
5209.49.00	10,5 %	B-
5209.51.00	10,5 %	B-
5209.52.00	10,5 %	B-
5209.59.00	10,5 %	B-
5210.11.00	15 %	B-
5210.12.00	15 %	B-
5210.19.00	15 %	B-
5210.21.00	15 %	B-
5210.22.00	15 %	B-
5210.29.00	15 %	B-
5210.31.00	15 %	B-
5210.32.00	15 %	B-
5210.39.00	15 %	B-
5210.41.00	15 %	B-
5210.42.00	15 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5210.49.00	15 %	B-
5210.51.00	15 %	B-
5210.52.00	15 %	B-
5210.59.00	15 %	B-
5211.11.00	15 %	B-
5211.12.00	15 %	B-
5211.19.00	15 %	B-
5211.21.00	15 %	B-
5211.22.00	15 %	B-
5211.29.00	15 %	B-
5211.31.00	15 %	B-
5211.32.00	15 %	B-
5211.39.00	15 %	B-
5211.41.00	15 %	B-
5211.43.00	15 %	B-
5211.49.00	15 %	B-
5211.51.00	15 %	B-
5211.52.00	15 %	B-
5211.59.00	15 %	B-
5212.11.10	4,5 %	B-
5212.11.20	9,9 %	B-
5212.11.90	8,1 %	B-
5212.12.10	4,5 %	B-
5212.12.20	9,9 %	B-
5212.12.90	8,1 %	B-
5212.13.10	4,5 %	B-
5212.13.20	9,9 %	B-
5212.13.90	8,1 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5212.14.10	4,5 %	B-
5212.14.20	9,9 %	B-
5212.14.90	8,1 %	B-
5212.15.10	4,5 %	B-
5212.15.20	9,9 %	B-
5212.15.90	8,1 %	B-
5212.21.10	4,5 %	B-
5212.21.20	9,9 %	B-
5212.21.90	8,1 %	B-
5212.22.10	4,5 %	B-
5212.22.20	9,9 %	B-
5212.22.90	8,1 %	B-
5212.23.10	4,5 %	B-
5212.23.20	9,9 %	B-
5212.23.90	8,1 %	B-
5212.24.10	4,5 %	B-
5212.24.20	9,9 %	B-
5212.24.99	8,1 %	B-
5212.25.10	4,5 %	B-
5212.25.20	9,9 %	B-
5212.25.90	8,1 %	B-
5401.10.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5401.20.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.10.90	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.20.90	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.31.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.32.90	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.33.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5402.39.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.41.91	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.41.99	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.43.10	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.43.90	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.49.90	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.51.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.52.10	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.52.90	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.59.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.61.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5402.62.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5402.69.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5403.10.00	3,9 %	B-
5403.20.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5403.33.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5403.39.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5403.42.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5403.49.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5404.10.90	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5404.90.90	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5405.00.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5406.10.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5406.20.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5407.10.00	15 %	B-
5407.20.00	15 %	B-
5407.30.00	15 %	B-
5407.41.00	15 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5407.42.00	15 %	B-
5407.43.00	15 %	B-
5407.44.00	15 %	B-
5407.51.00	15 %	B-
5407.52.00	15 %	B-
5407.53.00	15 %	B-
5407.54.00	15 %	B-
5407.61.10	15 %	B-
5407.61.90	15 %	B-
5407.69.00	15 %	B-
5407.71.00	15 %	B-
5407.72.00	15 %	B-
5407.73.00	15 %	B-
5407.74.00	15 %	B-
5407.81.00	15 %	B-
5407.82.00	15 %	B-
5407.83.00	15 %	B-
5407.84.00	15 %	B-
5407.91.00	15 %	B-
5407.92.00	15 %	B-
5407.93.00	15 %	B-
5407.94.00	15 %	B-
5408.10.00	15 %	B-
5408.21.00	15 %	B-
5408.22.10	15 %	B-
5408.22.90	15 %	B-
5408.23.10	15 %	B-
5408.23.90	15 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5408.24.10	15 %	B-
5408.24.90	15 %	B-
5408.31.00	15 %	B-
5408.32.00	15 %	B-
5408.33.00	15 %	B-
5408.34.00	15 %	B-
5501.10.00	4 %	J
À compter du 1 ^{er} janvier 1998	3 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 1999	2 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 2000	1 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 2001	En fr.	
5501.20.00	4 %	J
À compter du 1 ^{er} janvier 1998	3 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 1999	2 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 2000	1 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 2001	En fr.	
5501.90.00	4 %	J
À compter du 1 ^{er} janvier 1998	3 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 1999	2 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 2000	1 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 2001	En fr.	
5502.00.00	4 %	J
À compter du 1 ^{er} janvier 1998	3 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 1999	2 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 2000	1 %	
À compter du 1 ^{er} janvier 2001	En fr.	
5503.10.00	1,6 %	A-
5503.20.00	1,6 %	A-
5503.40.00	3 %	B-
5503.90.00	3 %	B-
5504.90.00	3 %	B-
5506.10.00	1,6 %	A-
5506.20.00	1,6 %	A-
5506.90.00	3 %	B-
5508.10.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5508.20.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5509.11.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5509.12.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5509.21.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5509.22.10	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5509.22.90	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5509.31.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5509.32.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5509.41.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5509.42.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5509.51.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5509.52.90	7,5 %	B-
5509.53.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5509.59.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5509.61.00	7,5 %	B-
5509.62.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5509.69.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5509.91.00	7,5 %	B-
5509.92.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5509.99.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5510.11.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5510.12.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5510.20.00	7,5 %	B-
5510.30.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5510.90.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5511.10.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5511.20.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5511.30.00	3,9 % et 5,1 ¢/kg	B-
5512.11.00	15 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5512.19.00	15 %	B-
5512.21.00	15 %	B-
5512.29.00	15 %	B-
5512.91.00	15 %	B-
5512.99.00	15 %	B-
5513.11.00	15 %	B-
5513.12.00	15 %	B-
5513.13.00	15 %	B-
5513.19.00	15 %	B-
5513.21.00	15 %	B-
5513.22.00	15 %	B-
5513.23.00	15 %	B-
5513.29.00	15 %	B-
5513.31.00	15 %	B-
5513.32.00	15 %	B-
5513.33.00	15 %	B-
5513.39.00	15 %	B-
5513.41.00	15 %	B-
5513.42.00	15 %	B-
5513.43.00	15 %	B-
5513.49.00	15 %	B-
5514.11.00	15 %	B-
5514.12.00	15 %	B-
5514.13.00	15 %	B-
5514.19.00	15 %	B-
5514.21.00	15 %	B-
5514.22.00	15 %	B-
5514.23.00	15 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5514.29.00	15 %	B-
5514.31.00	15 %	B-
5514.32.90	15 %	B-
5514.33.00	15 %	B-
5514.39.00	15 %	B-
5514.41.00	15 %	B-
5514.42.00	15 %	B-
5514.43.00	15 %	B-
5514.49.00	15 %	B-
5515.11.00	15 %	B-
5515.12.00	15 %	B-
5515.13.00	9,9 %	B-
5515.19.00	15 %	B-
5515.21.00	15 %	B-
5515.22.00	9,9 %	B-
5515.29.00	15 %	B-
5515.91.00	15 %	B-
5515.92.00	9,9 %	B-
5515.99.00	15 %	B-
5516.11.00	15 %	B-
5516.12.00	15 %	B-
5516.13.00	15 %	B-
5516.14.00	15 %	B-
5516.21.00	15 %	B-
5516.22.00	15 %	B-
5516.23.00	15 %	B-
5516.24.00	15 %	B-
5516.31.00	9,9 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5516.32.00	9,9 %	B-
5516.33.00	9,9 %	B-
5516.34.00	9,9 %	B-
5516.41.00	15 %	B-
5516.42.00	15 %	B-
5516.43.00	15 %	B-
5516.44.00	15 %	B-
5516.91.00	15 %	B-
5516.92.00	15 %	B-
5516.93.00	15 %	B-
5516.94.00	15 %	B-
5601.10.10	3,3 %	A-
5601.10.90	7,5 %	A-
5601.21.10	3,6 %	B-
5601.21.20	13,5 %	B-
5601.22.10	3,6 %	B-
5601.22.20	15 %	B-
5601.29.10	3,6 %	B-
5601.29.20	13,5 %	B-
5601.30.12	3 %	B-
5602.10.10	9,9 %	B-
5602.10.99	15 %	B-
5602.21.00	6,6 %	B-
5602.29.00	12,9 %	B-
5602.90.00	9,9 %	B-
5603.11.92	8,2 %	A-
5603.11.99	14,8 %	B-
5603.12.92	8,2 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5603.12.99	14,8 %	B-
5603.13.92	8,2 %	A-
5603.13.99	14,8 %	B-
5603.14.92	8,2 %	A-
5603.14.99	14,8 %	B-
5603.91.10	3,6 %	B-
5603.91.30	8,2 %	A-
5603.91.90	14,8 %	B-
5603.92.10	3,6 %	B-
5603.92.30	8,2 %	A-
5603.92.90	14,8 %	B-
5603.93.10	3,6 %	B-
5603.93.30	8,2 %	A-
5603.93.90	14,8 %	B-
5603.94.10	3,6 %	B-
5603.94.30	8,2 %	A-
5603.94.90	14,8 %	B-
5604.10.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5604.20.10	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5604.20.20	3,9 % et 7,2 ¢/kg	B-
5604.90.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5605.00.00	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5606.00.19	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5606.00.29	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5606.00.39	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5607.10.10	8,1 %	B-
5607.10.20	12 %	B-
5607.29.10	7,5 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5607.29.20	12 %	B-
5607.30.10	7,5 %	B-
5607.30.20	12 %	B-
5607.49.10	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5607.49.20	12 %	B-
5607.50.10	6 % et 6,6 ¢/kg	B-
5607.50.20	12 %	B-
5607.90.10	7,5 %	B-
5607.90.20	12 %	B-
5608.11.00	15 %	B-
5608.19.90	15 %	B-
5608.90.00	1 %	B-
5609.00.00	9 %	B-
5701.10.10	7,8 %	B-
5701.90.10	7,8 %	B-
5702.10.00	7,8 %	B-
5702.31.00	7,8 %	B-
5702.32.00	7,8 %	B-
5702.39.00	7,8 %	B-
5702.41.00	7,8 %	B-
5702.42.00	8,7 %	B-
5702.49.00	8,7 %	B-
5702.51.00	7,8 %	B-
5702.52.00	7,8 %	B-
5702.59.90	7,8 %	B-
5702.91.00	7,8 %	B-
5702.92.00	8,7 %	B-
5702.99.90	7,8 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5703.10.10	7,8 %	B-
5703.20.10	7,8 %	B-
5703.30.10	7,8 %	B-
5703.90.10	7,8 %	B-
5704.10.00	7,8 %	B-
5704.90.00	7,8 %	B-
5705.00.00	7,5 %	B-
5801.10.00	9,9 %	B-
5801.21.00	10,5 %	B-
5801.22.10	5 %	A-
5801.22.90	6,6 %	A-
5801.23.10	9 %	B-
5801.23.20	12 %	B-
5801.24.00	10,7 %	B-
5801.26.00	12,1 %	B-
5801.31.00	15 %	B-
5801.32.00	6,6 %	A-
5801.33.00	12 %	B-
5801.34.00	15 %	B-
5801.36.00	15 %	B-
5801.90.90	6,9 %	B-
5802.11.10	9 %	B-
5802.11.90	15 %	B-
5802.19.00	10,5 %	B-
5802.20.00	15 %	B-
5802.30.00	15 %	B-
5803.10.90	11,8 %	B-
5803.90.19	15 % mais ne doit pas excéder 2,562 \$/kg	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5803.90.90	8,4 %	B-
5804.10.10	3,9 %	B-
5804.10.90	12 %	B-
5804.21.00	10,5 %	B-
5804.29.00	3,9 %	B-
5804.30.10	3,9 %	B-
5804.30.90	12 %	B-
5805.00.90	13,5 %	B-
5806.10.10	6 %	B-
5806.10.90	15 %	B-
5806.20.00	15 %	B-
5806.31.10	9 %	B-
5806.31.20	10,5 %	B-
5806.31.30	15 %	B-
5806.31.90	12 %	B-
5806.32.00	13,5 %	B-
5806.39.90	9 %	B-
5806.40.00	14,4 %	B-
5807.10.10	9,3 %	B-
5807.10.20	6 %	B-
5807.90.00	6 %	B-
5808.10.00	9 %	B-
5808.90.00	14,6 %	B-
5809.00.00	15 %	B-
5810.10.00	4,8 %	B-
5810.91.10	3,9 %	B-
5810.91.90	12 %	B-
5810.92.00	12 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5810.99.00	12 %	B-
5811.00.10	15 %	B-
5811.00.20	15 %	B-
5811.00.90	15 %	B-
5901.10.00	9 %	B-
5901.90.90	9 %	B-
5902.10.00	7,5 %	B-
5902.20.00	7,5 %	B-
5902.90.00	7,5 %	B-
5903.10.10	9 %	B-
5903.10.20	9,9 %	B-
5903.20.10	9 %	B-
5903.20.20	9,9 %	B-
5903.90.11	9 %	B-
5903.90.12	9 %	B-
5903.90.19	9 %	B-
5903.90.20	9,9 %	B-
5904.10.00	3,9 %	B-
5904.91.10	5,4 %	B-
5904.91.90	9,9 %	B-
5904.92.00	9,9 %	B-
5905.00.99	9 %	B-
5906.10.10	9 %	B-
5906.10.20	9,9 %	B-
5906.91.10	9 %	B-
5906.91.20	9,9 %	B-
5906.99.10	9 %	B-
5906.99.20	9,9 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
5907.00.11	4,5 %	B-
5907.00.12	9 %	B-
5907.00.13	9,9 %	B-
5907.00.29	13,5 %	B-
5908.00.10	6 %	B-
5908.00.90	13,3 %	B-
5909.00.10	7,8 %	B-
5909.00.90	9,6 %	B-
5910.00.10	1,5 %	B-
5910.00.90	6,9 %	B-
5911.10.11	4,8 %	B-
5911.10.90	9 %	B-
5911.20.00	13,2 %	B-
5911.31.00	1,5 %	B-
5911.32.00	1,5 %	B-
5911.40.00	9,9 %	B-
5911.90.20	1,5 %	B-
5911.90.90	7,5 %	B-
6001.10.00	15 %	B-
6001.21.00	9 %	B-
6001.22.00	15 %	B-
6001.29.00	9 %	B-
6001.91.00	9 %	B-
6001.92.00	15 %	B-
6001.99.00	9 %	B-
6002.10.10	3,9 %	B-
6002.10.20	12 %	B-
6002.10.90	15 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6002.20.10	3,9 %	B-
6002.20.20	12 %	B-
6002.20.90	15 %	B-
6002.30.10	3,9 %	B-
6002.30.20	12 %	B-
6002.30.90	15 %	B-
6002.41.00	15 %	B-
6002.42.10	3,9 %	B-
6002.42.20	12 %	B-
6002.42.90	15 %	B-
6002.43.10	12 %	B-
6002.43.90	15 %	B-
6002.49.10	3,9 %	B-
6002.49.20	12 %	B-
6002.49.90	15 %	B-
6002.91.00	15 %	B-
6002.92.10	15 %	B-
6002.92.90	15 %	B-
6002.93.00	15 %	B-
6002.99.00	15 %	B-
6101.10.00	15 %	B
6101.20.00	15 %	B
6101.30.00	15 %	B
6101.90.00	15 %	B
6102.10.00	15 %	B
6102.20.00	15 %	B
6102.30.00	15 %	B
6102.90.00	15 %	B

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6103.11.00	15 %	B
6103.12.00	15 %	B
6103.19.10	15 %	B
6103.19.90	15 %	B
6103.21.00	15 %	B
6103.22.00	15 %	B
6103.23.00	15 %	B
6103.29.00	15 %	B
6103.31.00	15 %	B
6103.32.00	15 %	B
6103.33.00	15 %	B
6103.39.10	15 %	B
6103.39.90	15 %	B
6103.41.00	15 %	B
6103.42.00	15 %	B
6103.43.00	15 %	B
6103.49.00	15 %	B
6104.11.00	15 %	B
6104.12.00	15 %	B
6104.13.00	15 %	B
6104.19.10	15 %	B
6104.19.90	15 %	B
6104.21.00	15 %	B
6104.22.00	15 %	B
6104.23.00	15 %	B
6104.29.00	15 %	B
6104.31.00	15 %	B
6104.32.00	15 %	B

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6104.33.00	15 %	B
6104.39.10	15 %	B
6104.39.90	15 %	B
6104.41.00	15 %	B
6104.42.00	15 %	B
6104.43.00	15 %	B
6104.44.00	15 %	B
6104.49.00	15 %	B
6104.51.00	15 %	B
6104.52.00	15 %	B
6104.53.00	15 %	B
6104.59.10	15 %	B
6104.59.90	15 %	B
6104.61.00	15 %	B
6104.62.00	15 %	B
6104.63.00	15 %	B
6104.69.00	15 %	B
6105.10.00	15 %	B
6105.20.00	15 %	B
6105.90.00	15 %	B
6106.10.00	15 %	B
6106.20.00	15 %	B
6106.90.00	15 %	B
6107.11.00	15 %	B
6107.12.00	15 %	B
6107.19.00	15 %	B
6107.21.00	15 %	B
6107.22.00	15 %	B

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6107.29.00	15 %	B
6107.91.00	15 %	B
6107.92.00	15 %	B
6107.99.00	15 %	B
6108.11.00	15 %	B
6108.19.00	15 %	B
6108.21.00	15 %	B
6108.22.00	15 %	B
6108.29.00	15 %	B
6108.31.00	15 %	B
6108.32.00	15 %	B
6108.39.00	15 %	B
6108.91.00	15 %	B
6108.92.00	15 %	B
6108.99.00	15 %	B
6109.10.00	15 %	B
6109.90.00	15 %	B
6110.10.10	9,9 %	B
6110.10.90	15 %	B
6110.20.00	15 %	B
6110.30.00	15 %	B
6110.90.00	15 %	B
6111.10.00	15 %	B
6111.20.00	15 %	B
6111.30.00	15 %	B
6111.90.00	15 %	B
6112.11.00	15 %	B
6112.12.00	15 %	B

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6112.19.00	15 %	B
6112.20.00	15 %	B
6112.31.00	15 %	B
6112.39.00	15 %	B
6112.41.00	15 %	B
6112.49.00	15 %	B
6113.00.10	3,9 %	B
6113.00.90	15 %	B
6114.10.00	15 %	B
6114.20.00	15 %	B
6114.30.00	15 %	B
6114.90.00	15 %	B
6115.11.00	15 %	B
6115.12.00	15 %	B
6115.19.00	15 %	B
6115.20.00	10,5 % et 1,9 ¢/paire	B
6115.91.00	7,9 %	B
6115.92.00	10,5 % et 1,9 ¢/paire	B
6115.93.00	10,5 % et 1,9 ¢/paire	B
6115.99.00	10,5 % et 1,9 ¢/paire	B
6116.10.00	9,9 %	B
6116.91.00	9,9 %	B
6116.92.00	9,9 %	B
6116.93.00	9,9 %	B
6116.99.00	9,9 %	B
6117.10.00	15 %	B
6117.20.00	15 %	B
6117.80.10	6 %	B

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6117.80.90	15 %	B
6117.90.10	3,9 %	B
6117.90.20	9,9 %	B
6117.90.90	15 %	B
6201.11.00	15 %	B
6201.12.00	13,5 %	B
6201.13.00	15 %	B
6201.19.00	13,5 %	B
6201.91.00	15 %	B
6201.92.10	18 %	B
6201.92.90	13,5 %	B
6201.93.00	13,5 %	B
6201.99.00	13,5 %	B
6202.11.00	15 %	B
6202.12.00	13,5 %	B
6202.13.00	15 %	B
6202.19.00	6 %	B
6202.91.00	15 %	B
6202.92.00	13,5 %	B
6202.93.00	15 %	B
6202.99.00	13,5 %	B
6203.11.00	15 %	B
6203.12.00	15 %	B
6203.19.10	13,5 %	B
6203.19.90	13,5 %	B
6203.21.00	15 %	B
6203.22.00	13,5 %	B
6203.23.00	15 %	B

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6203.29.00	13,5 %	B
6203.31.00	15 %	B
6203.32.00	13,5 %	B
6203.33.00	15 %	B
6203.39.10	13,5 %	B
6203.39.90	13,5 %	B
6203.41.00	15 %	B
6203.42.00	13,5 %	B
6203.43.00	15 %	B
6203.49.00	15 %	B
6204.11.00	15 %	B
6204.12.00	13,5 %	B
6204.13.00	15 %	B
6204.19.10	15 %	B
6204.19.90	15 %	B
6204.21.00	15 %	B
6204.22.00	13,5 %	B
6204.23.00	15 %	B
6204.29.00	13,5 %	B
6204.31.00	15 %	B
6204.32.00	13,5 %	B
6204.33.00	15 %	B
6204.39.10	13,5 %	B
6204.39.90	13,5 %	B
6204.41.00	15 %	B
6204.42.00	13,5 %	B
6204.43.00	15 %	B
6204.44.00	15 %	B

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6204.49.00	6 %	B
6204.51.00	15 %	B
6204.52.00	13,5 %	B
6204.53.00	15 %	B
6204.59.10	13,5 %	B
6204.59.90	13,5 %	B
6204.61.00	15 %	B
6204.62.00	13,5 %	B
6204.63.00	15 %	B
6204.69.00	13,5 %	B
6205.10.00	15 %	B
6205.20.00	13,5 %	B
6205.30.00	15 %	B
6205.90.00	6 %	B
6206.10.00	6 %	B
6206.20.00	15 %	B
6206.30.00	13,5 %	B
6206.40.00	15 %	B
6206.90.00	13,5 %	B
6207.11.00	13,5 %	B
6207.19.00	15 %	B
6207.21.00	13,5 %	B
6207.22.00	15 %	B
6207.29.00	6 %	B
6207.91.00	13,5 %	B
6207.92.00	15 %	B
6207.99.00	13,5 %	B
6208.11.00	15 %	B

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6208.19.00	13 %	B
6208.21.00	13,5 %	B
6208.22.00	15 %	B
6208.29.00	6 %	B
6208.91.00	13,5 %	B
6208.92.00	15 %	B
6208.99.00	6 %	B
6209.10.00	15 %	B
6209.20.00	13,5 %	B
6209.30.00	15 %	B
6209.90.00	14,5 %	B
6210.10.00	14,3 %	B
6210.20.00	14,5 %	B
6210.30.00	14,5 %	B
6210.40.00	14,5 %	B
6210.50.00	14,5 %	B
6211.11.00	14,6 %	B
6211.12.00	15 %	B
6211.20.00	15 %	B
6211.31.00	15 %	B
6211.32.00	13,5 %	B
6211.33.00	15 %	B
6211.39.00	13,2 %	B
6211.41.00	15 %	B
6211.42.00	13,5 %	B
6211.43.90	15 %	B
6211.49.90	13,5 %	B
6212.10.00	15 %	B

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6212.20.00	15 %	B
6212.30.00	15 %	B
6212.90.00	15 %	B
6213.10.00	4,8 %	B
6213.20.00	4,8 %	B
6213.90.00	12,4 %	B
6214.10.00	4,8 %	B
6214.20.00	15 %	B
6214.30.00	15 %	B
6214.40.00	15 %	B
6214.90.00	14,2 %	B
6215.10.00	6 %	B
6215.20.00	15 %	B
6215.90.00	15 %	B
6216.00.00	9,9 %	B
6217.10.00	11 %	B
6217.90.00	14,2 %	B
6301.10.00	13,5 %	B-
6301.20.00	9 %	B-
6301.30.00	13,5 %	B-
6301.40.00	9 %	B-
6301.90.00	9 %	B-
6302.10.00	15 %	B-
6302.21.00	13,5 %	B-
6302.22.00	15 %	B-
6302.29.00	13,5 %	B-
6302.31.00	13,5 %	B-
6302.32.00	15 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6302.39.00	13,5 %	B-
6302.40.00	15 %	B-
6302.51.00	13,5 %	B-
6302.53.00	15 %	B-
6302.59.00	12,9 %	B-
6302.60.00	13,5 %	B-
6302.91.00	13,5 %	B-
6302.92.00	7,8 %	B-
6302.93.00	15 %	B-
6302.99.00	13,5 %	B-
6303.11.00	15 %	B-
6303.12.00	15 %	B-
6303.19.00	15 %	B-
6303.91.00	13,5 %	B-
6303.92.10	15 %	B-
6303.92.90	15 %	B-
6303.99.00	15 %	B-
6304.11.00	15 %	B-
6304.19.00	14,2 %	B-
6304.91.00	15 %	B-
6304.92.00	13,5 %	B-
6304.93.00	15 %	B-
6304.99.00	13,8 %	B-
6305.20.00	13,5 %	B-
6305.32.00	15 %	B-
6305.33.00	15 %	B-
6305.39.00	15 %	B-
6306.11.00	13,5 %	B-

Numéro tarifaire	Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6306.12.00	15 %	B-
6306.19.00	13,5 %	B-
6306.21.00	13,5 %	B-
6306.22.00	15 %	B-
6306.29.00	13,5 %	B-
6306.31.00	7,8 %	B-
6306.39.00	7,8 %	B-
6306.41.00	6 %	B-
6306.49.00	6 %	B-
6306.91.00	13,5 %	B-
6306.99.00	15 %	B-
6307.10.90	13,5 %	B-
6307.20.00	13,5 %	B-
6307.90.10	6 %	B-
6307.90.30	15 %	B-
6307.90.92	13,5 %	B-
6307.90.93	6 %	B-
6307.90.99	15 %	B-
6308.00.00	14,8 %	B-
6309.00.00	15 %	B-
6401.10.10	18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.
6401.10.20	18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2 %
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.

Numéro tarifaire		Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6401.91.10		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6401.91.20		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6401.92.12		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	

Numéro tarifaire		Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6401.92.91		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6401.92.92		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6401.99.11		8,3 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	6,3 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	2,6 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	1,9 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	1,3 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	0,6 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6401.99.19		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6401.99.20		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6402.12.20		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	

Numéro tarifaire		Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6402.12.30		19,1 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8,9 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6402.19.10		19 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	En fr.	
6402.19.90		19 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	15 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6402.20.20		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	En fr.	
6402.30.00		17,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	15,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,6 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6402.91.00		19 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8,9 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6402.99.00		19 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	15 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	11,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	7,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	3,7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	

Numéro tarifaire		Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6403.12.20		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6403.12.30		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	8,9 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6403.19.10		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	En fr.	
6403.19.20		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	15,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	11,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	7,7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	3,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6403.19.90		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	En fr.	
6403.20.00		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6403.30.00		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	

Numéro tarifaire		Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6403.40.00		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	15,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	11,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	7,7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	3,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6403.51.00		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6403.59.10		14 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	12 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	En fr.	
6403.59.90		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	En fr.	
6403.91.00		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	15,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	11,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	7,7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	3,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6403.99.10		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	En fr.	
6403.99.20		14 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	12 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	En fr.	
6403.99.90		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	

Numéro tarifaire		Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6404.11.11		11 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	9 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	5,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	3,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	1,7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6404.11.19		11 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	9 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	En fr.	
6404.11.91		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	15,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	11,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	7,7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	3,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6404.11.99		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	En fr.	
6404.19.10		11 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	9 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	5,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	3,9 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	2,6 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	1,3 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6404.19.90		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	15,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	11,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	7,7 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	3,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6404.20.00		18 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	16 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	

Numéro tarifaire		Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6405.10.00		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
6405.20.10		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
6405.20.90		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
6405.90.00		19,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	17,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	9,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	6,8 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	4,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,2 %	
6406.10.11		17,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	15,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	13,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	7,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,5 %	
6406.10.19		17,4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	15,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	13,4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	7,5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	5 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	2,5 %	
6406.10.90		4 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	En fr.	

Numéro tarifaire		Tarif du Chili	Catégorie d'échelonnement ALÉCC
6406.99.30		6 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 1999	4 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2000	3,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2001	2,1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2002	1 %	
	À compter du 1 ^{er} janvier 2003	En fr.	
6406.99.90		2 %	J
	À compter du 1 ^{er} janvier 1998	En fr.	

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO IMPLEMENT THE CANADA-CHILE FREE
TRADE AGREEMENT AND RELATED AGREEMENTS

	SHORT TITLE
1.	Short title
	INTERPRETATION
2.	Definitions
3.	Interpretation consistent with Agreement
	PURPOSE
4.	Purpose
	HER MAJESTY
5.	Binding on Her Majesty
	GENERAL
6.	Causes of action under Part I
7.	Non-application of Agreement to water
8.	Construction
	PART I
	IMPLEMENTATION OF AGREEMENT GENERALLY
	<i>Approval of Agreement</i>
9.	Agreement approved
	<i>Designation of Minister</i>
10.	Order designating Minister
	<i>Administrative and Institutional Provisions</i>
11.	Commission
12.	Payment of expenditures
13.	Administrative support
	<i>Panels, Committees and Scientific Review Boards</i>
14.	Appointments to roster
15.	Appointments to certain committees
16.	Costs of panels, committees and boards
	<i>Orders and Regulations</i>
17.	Regulations re Article C-10
18.	Orders re Article N-18

TABLE ANALYTIQUE

LOI PORTANT MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE
LIBRE-ÉCHANGE CANADA — CHILI ET D'AUTRES
ACCORDS CONNEXES

	TITRE ABRÉGÉ
1.	Titre abrégé
	DÉFINITIONS
2.	Définitions
3.	Compatibilité
	OBJET
4.	Objet
	SA MAJESTÉ
5.	Obligation de Sa Majesté
	DISPOSITIONS GÉNÉRALES
6.	Droits et obligations fondés sur la partie I
7.	Non-application de l'Accord aux eaux
8.	Interprétation
	PARTIE I
	MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD
	<i>Approbation de l'Accord</i>
9.	Approbation
	<i>Désignation du ministre</i>
10.	Désignation du ministre
	<i>Dispositions institutionnelles et administratives</i>
11.	Nomination d'un représentant à la Commission
12.	Paiement des frais
13.	Soutien administratif
	<i>Groupes spéciaux, comités et conseils d'examen scientifique</i>
14.	Liste
15.	Nomination aux comités
16.	Frais des groupes spéciaux, comités et conseils
	<i>Décrets et règlements</i>
17.	Règlements : article C-10
18.	Décrets : article N-18

PART II

RELATED AND CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

- 19-31. *Canadian International Trade Tribunal Act*
 32. *Commercial Arbitration Act*
 33-34. *Crown Liability and Proceedings Act*
 35-47. *Customs Act*
 48-69. *Customs Tariff*
 70-78. *Export and Import Permits Act*
 79. *Financial Administration Act*
 80-81. *Importation of Intoxicating Liquors Act*
 82-87. *National Energy Board Act*
 88-93. *Special Import Measures Act*

PART III

TRANSITIONAL AND COMING INTO FORCE

Transitional

94. *Customs Tariff: s. 59.11(2)*

Coming into Force

95. *Coming into force*

PARTIE II

MODIFICATIONS CONNEXES

- 19-31. *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*
 32. *Loi sur l'arbitrage commercial*
 33-34. *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*
 35-47. *Loi sur les douanes*
 48-69. *Tarif des douanes*
 70-78. *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*
 79. *Loi sur la gestion des finances publiques*
 80-81. *Loi sur l'importation des boissons enivrantes*
 82-87. *Loi sur l'Office national de l'énergie*
 88-93. *Loi sur les mesures spéciales d'importation*

PARTIE III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

94. *Tarif des douanes : par. 59.11(2)*

Entrée en vigueur

95. *Entrée en vigueur*